

Kä Mana

L'homme congolais et la culture de l'intelligence

Réflexions pour une société du savoir, de la recherche et du savoir-faire



Préface du professeur Tshiunza MBIye

Pole Institute

© Pole Institute, RDC, 2016

Textes pour l'Université des Grandes Vacances de Pole Institute

Photo de couverture : une vue de l'Université de Kinshasa prise par Le Potentiel online.

Toute utilisation, traduction, adaptation et reproduction partielle ou totale, par quelque moyen, ne peut se faire sans l'autorisation écrite de l'éditeur

No part of this book may be reproduced in any form, by print, photo-print, microfilm or any other means, without written permission from the publisher

Kä Mana

L'homme congolais et la culture de l'intelligence

**La voie pour une société du savoir et les
rationalités du changement constructif**

Préface du professeur Tshiunza MBIye

Pole Institute

Pole Institute

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à l'Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance et d'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace pour :

- l'analyse et la recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.) ;
- l'analyse et le renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée ;
- l'analyse des économies de guerre en vue de dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques ;
- la recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit et enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Préface

Le projet de promouvoir une culture de l'intelligence en République Démocratique du Congo traverse de part en part les réflexions qui sont rassemblées dans ce précieux nouveau livre du professeur Kā Mana. On y trouve à la fois le souci de créer une nouvelle conscience de vie chez les jeunes Congolais et une volonté de tracer pour les générations montantes la voie d'une révolution du savoir et du savoir-faire dont notre pays a besoin pour s'affirmer comme une nation du génie créateur dans le monde actuel, en vue de construire avec détermination un avenir riche et lumineux. Ce qui est proposé et qui fait tout l'intérêt des textes que vous allez lire, ce sont des balises fortes dans le champ des transformations à engager en profondeur pour la création d'une nouvelle société congolaise. De la religion à la politique, de l'économie à la culture, de la société civile à l'éducation et aux dynamiques de l'imaginaire, de l'émergence du pouvoir financier des femmes à la promotion des valeurs du « Genre », ces balises couvrent un vaste panorama des problèmes qui ont besoin d'être abordés aujourd'hui pour proposer à notre pays des orientations indispensables à la réussite de ses ambitions.

Nous connaissons tous ces problèmes au Congo. Ils constituent notre lot commun et notre cadre de vie : « le champ de nos malheurs et de nos souffrances ». Il est cependant étonnant que nous cherchions à sortir de leurs filets sans que nous saisissions la logique de fond qui les relie les uns aux autres et les impose comme un ensemble cohérent à affronter dans une vision globale des choses. Il devient alors impossible d'en éclairer les éléments en vue des pratiques de transformation sociale fondée sur le génie de l'intelligence et la créativité de l'homme congolais.

Le philosophe Kä Mana, qui les analyse ici, est animé par une conviction ferme : il sait que nous, citoyennes et citoyens du Congo, nous sommes capables de résoudre tous les problèmes de notre pays, à condition que nous sachions quels sont les vrais problèmes de notre pays dans leurs tenants et leurs aboutissants. Il tisse la toile de ces tenants et ces aboutissants en mettant en lumière les dimensions de fond qu'il convient de creuser avec clairvoyance. Il le fait à partir des zones de surface qu'il faut baliser comme un chemin qui conduit, écrit-il, « au fond des réalités décisives de notre destinée dans ce qu'elle exige comme volonté, comme détermination, comme force de résilience et comme choix de réussir l'avenir de la part de chaque Congolaise et de chaque Congolais. »

A ses yeux, le fond de nos problèmes au Congo, c'est l'homme congolais : les Congolaises et les Congolais dans leur être et dans leur vision du monde. Toute l'analyse qu'il fait « de nos souffrances et de nos malheurs » conduit à ce noyau dont il a

su mettre en lumière les reliefs les plus significatifs, en vue de donner à comprendre à chaque citoyen et à chaque citoyenne de notre pays où sont les vrais nœuds à dénouer clairement pour que notre avenir commun brille de toutes ses lumières.

Chaque dimension de nos problèmes qui sont analysés ici n'a de sens qu'en tant que point de vue sur la question de l'homme congolais, une question que nous avons abordée ensemble, Kä Mana et moi, dans une publication antérieure¹ dont il prolonge et enrichit la portée philosophique et l'ampleur anthropologique ici. A bon escient, il reprend avec force certaines analyses économiques, financières et monétaires que j'ai déployées pour donner à sa philosophie des points d'ancrage concrets dans la vie de tous les jours. Cela conduit à proposer des orientations fructueuses qui confèrent à ce livre une force de vision et un souci d'action particulièrement fertiles. Notamment : le développement du sens économique et l'urgence pour les Congolais de s'atteler à produire de grandes richesses et à faire de la production de l'argent un instrument au service de l'épanouissement individuel et collectif, grâce à l'énergie de puissants entrepreneurs et de géniaux capitaines d'industries capables de créer des trusts solides à l'échelle mondiale.

Dans ces orientations, l'auteur se concentre sur l'urgence des rationalités communautaires et des actions collectives dont le « nouvel homme congolais » devra faire le ferment d'une société intelligente. Cette société, il la définit comme une dynamique d'ensemble « capable d'inventer des logiques, des

¹ Tshiunza Mbiye et Kä Mana, « *Le nouvel homme congolais* », Kinshasa, Editions du Cerdaf, 2014.

stratégies et des moyens à la hauteur des préoccupations auxquelles le Congo fait face. » Dans le monde actuel, c'est la puissance de cette intelligence sociale qui fait la différence entre les nations.

Il faut créer les conditions de cette intelligence dans notre société. On verra dans ce livre que cela exige une forte lucidité et un solide sens de vérité sur nous-mêmes partout en RD Congo, « sans pessimisme ni fatalisme ». Cela exige également une immense foi en nos capacités de créativité et de changement dans notre être et dans notre vision du monde, par la force d'un optimisme créatif qui parle vrai pour agir de manière à transformer ce qu'il faut transformer dans l'homme congolais actuel et dans la société congolaise pour que « le Congo devienne un pays fiable et sérieux ».

C'est un impératif pour les jeunes générations « d'imaginer et de construire ce Congo de l'intelligence, du savoir, du savoir-faire, de la créativité pratique et des rationalités du changement concret ici et maintenant. » Leur avenir dépend de leur capacité « à faire rayonner » ce Congo qu'elles veulent et le futur qu'elles devront bâtir.

Les balises posées dans ce livre sont utiles, tout comme la voie proposée qu'il conviendra de choisir pour que notre pays devienne ce qu'il est appelé à être : « une nation de tous les possibles, un pays de toutes les espérances. »

Sommes-nous capables de cela dans notre société aujourd'hui ? Je n'en doute pas un seul instant. Vous n'en douterez pas non plus vous-même, quand vous aurez lu attentivement ce livre. Sa lecture convainc et stimule l'imagination et l'esprit pour l'action. On y plonge comme dans une source d'enrichissement pour la construction d'un nouveau Congo. La clairvoyance de l'auteur, son énergie critique, sa liberté de pensée, sa lucidité dans l'analyse, sa passion pour l'invention des solutions vraies, sa verve pour aiguïser les consciences et même certaines de ses exagérations parfois caricaturales sont porteuses d'un sens pour un engagement ferme dans la transformation sociale à laquelle il appelle les Congolaises et les Congolais. Particulièrement : les jeunes générations dont le Congo est le véritable horizon d'avenir, « la grande voie de vie et de plénitude existentielle », écrit-il.

J'espère que son appel sera entendu et que sa parole portera des fruits du changement et des fleurs d'une vie meilleure en République Démocratique du Congo, notre pays.

Tshiunza Mbiye

Professeur à l'Université de Kinshasa

Remerciements

Les textes que nous vous proposons de lire ont été publiés comme tribunes libres par le groupe de presse le Potentiel de Kinshasa au cours de la période 2012-2015. Nous remercions tous les responsables de cet espace de production pour leur confiance en nous et pour leur amitié paisible. Notamment : Freddy Mulumba Kabuayi, Bienvenu Bakumanya et Angelo Mobateli. Ils ont été pour nous un aiguillon pour l'intelligence et un limon pour la pensée.

Nous exprimons également notre gratitude au professeur Tshiunza Mbiye. Sans sa présence stimulante et son souci de nous faire pénétrer dans les arcanes de l'économie mondiale et de ses réalités financières et monétaires, ce livre n'aurait pas vu le jour. Nos publications de ces dernières années ont bénéficié de ses suggestions utiles et de ses préfaces éclairantes. Elles sont aussi ses propres productions dans la mesure où il les a fait enfanter avec douceur et persévérance.

Nous disons aussi merci à Robert Sabwe. Il a pris sur lui la responsabilité de relire nos textes et d'en réviser à certains moments le style un peu trop philosophique.

C'est dans l'ambiance vivante de la recherche-action à Pole Institut, Institut interculturel dans la région des Grands Lacs, que les réflexions offertes dans ce livre ont été conçues et discutées avec certains de mes collègues. Nous leur devons ici une profonde reconnaissance, particulièrement à Jean-Pierre Kabirigi et Christiane Kayser.

De même, nous sommes redevable aux jeunes de l'Université des Grandes Vacances et aux autres jeunes de l'Université congolaise à qui ces textes sont adressés prioritairement dans le cadre de leur formation à la transformation sociale et à l'éthique communautaire, dans l'espoir qu'ils susciteront en eux l'élan pour changer l'imaginaire congolais et ouvrir de nouveaux horizons d'émergence pour une nouvelle société en RDC.

A la fertilisante mémoire de Philippe Biyoya Makutu Kahandja, notre compagnon d'espérance qui vient de rejoindre inopinément le monde des ancêtres.
Au souffle des jeunes qui luttent aujourd'hui pour un Congo uni et prospère.
Et aux rêves immenses qui vibrent et dansent en eux pour l'émergence d'un « nouvel homme congolais ».

PREMIERE PARTIE

Le « nouvel homme congolais » et la culture de l'intelligence

1

De la vision pour construire la nouvelle société congolaise aujourd'hui

Le professeur Tshiunza Mbiye et moi, nous avons publiée 2014, aux Editions du Cerdaf à Kinshasa, un livre de dialogues sur le thème du « nouvel homme congolais ». Depuis lors, la question nous a été posée plusieurs fois dans la communauté congolaise du savoir : *« De qui parlez-vous exactement quand vous invoquez l'homme nouveau en République Démocratique du Congo ? D'une chimère qui danse dans votre imagination ? D'une utopie qui peuple vos rêves ? Ou bien de quelqu'un que l'on peut vraiment rencontrer dans le Congo d'aujourd'hui ou qui pourra raisonnablement naître à l'horizon pas trop lointain du destin de notre nation ? »*

La question signifie que le pays est devant des défis tellement colossaux et des pathologies tellement gigantesques qu'il est impossible d'imaginer la voie d'un changement global pour qu'émerge un autre Congo. En analysant la vie de notre nation secteur par secteur, il est en effet clair que l'idée de miser globalement sur un « nouvel homme congolais » relève plus des chimères

mythologiques que d'une sagesse réaliste fondée sur les possibilités réelles du peuple aujourd'hui. Ne convient-t-il pas de procéder par petites touches de réformes pour avancer pas à pas dans une démarche de longue haleine au lieu de brasser des rêves d'un autre être congolais possible dans un pays dont l'avenir est plombé par de titanesques pathologies ?

Pour répondre à cette question, il semble bon d'inverser plutôt la démarche, en situant la question non pas prioritairement à l'échelle des stratégies d'action sectorielles, car cela ne dépend pas de la simple exécution des tâches, mais à l'échelle d'une vision globale des problèmes pour saisir les causes les plus profondes du mal de la société congolaise. L'horizon d'émergence d'un autre Congo possible dépend de la profondeur et de l'ampleur de cette vision, avant les préoccupations des stratégies sectorielles qui ne peuvent être que des conséquences d'une perception globale de la situation de la nation.

1. Dans l'histoire immédiate du pays

En analysant l'histoire immédiate du Congo, depuis les années 1965, lors de l'accession de Joseph-Désiré Mobutu à la tête du pays jusqu'aux rencontres sur la cohésion nationale en 2013 sous Joseph Kabila Kabange, dans toutes les approches d'ensemble qui ont été faites sur notre société, il apparaissait que le changement à proposer a

toujours été celui de l'homme congolais lui-même : sa vision du monde, l'orientation de son esprit et son rapport aux valeurs de la vie.

Au lendemain du coup d'Etat de Mobutu, en 1965, on parlait de l'homme nouveau et de la femme nouvelle comme socle pour bâtir l'avenir. Il semblait que derrière ce que le président appelait en ces temps-là la pagaille politique et le désordre social généralisé, la vraie question était d'ordre philosophique : elle concernait l'être même de l'homme congolais, son anthropologie fondamentale. Mais la question ne fut jamais sérieusement analysée pour aboutir à des propositions d'une véritable transformation anthropologique. Le *Manifeste de la Nsele*, qui fut la réponse du régime de Mobutu à la crise de l'homme congolais, ne fut qu'une vision politique conduisant à la dictature au lieu de penser l'avenir en termes d'une éthique globale de l'existence. Le ratage d'objectif était manifeste.

Des années plus tard, au milieu de la décennie 1970, devant l'échec de la gouvernance mobutiste, ce fut Mobutu lui-même qui lança une analyse globale de son système. Cette analyse aboutit à ce que l'on appela « *le mal zaïrois*² » et à ses dix fléaux : « La liberté licencieuse, la crise agricole, le

² Sur ce thème lire J.M.K. Mutamba Makombo, *L'Histoire du Congo par les textes*, 3 tomes, Kinshasa, Editions Universitaires Africaines, 2006. Pour avoir une idée des sources et du déploiement des souffrances congolaises d'un point de vue historique, un livre est aujourd'hui indispensable : David Van Reybrouck, *Congo, une histoire*, Arles, Actes Sud, 2010.

chômage et l'inflation, la société de consommation, le problème de l'éducation et de la jeunesse, la question de l'armée, l'injustice sociale, les problèmes sociaux, l'individualisme et l'égoïsme »³. Il fut ainsi évident que le mal atteignait tous les secteurs vitaux de la nation. Cela indiquait que la société était devant une crise de l'homme et qu'il fallait aborder cette crise non seulement dans la globalité des secteurs de la vie, mais dans la profondeur de ses causes. Malheureusement, les dirigeants du pays ne prirent pas la vraie mesure de ce qu'il convenait de faire. Leur réponse consista à proposer des plans économiques de sortie de crise, sans revoir le système de Mobutu dans son ensemble et sa gouvernance de dictature et d'incompétence pourtant visible. De plan Mobutu en plan Mobutu, de « l'objectif 80 » au « septennat du social », rien de vraiment décisif ne fut proposé au pays comme perspective de vrai changement de l'homme congolais. Même les interventions des institutions financières internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International furent infécondes devant l'effondrement du pays. Personne ne put mettre le régime de Mobutu sur la voie de la transformation radicale du Zaïre.

C'est lors de la Conférence Nationale Souveraine que les espoirs de changements fondés sur une analyse globale et

³ Marcel Yabili, *Le géant d'Afrique, le géant d'Asie, Histoire d'un combat méconnu*, Paris L'Harmattan, 2012, p.144.

profonde furent libérés. Le système de Mobutu fut soumis à une chirurgie radicale et la crise du système apparut comme celui de la corruption généralisée de l'homme et de la société. Ceux-ci purent manifester ce qu'ils étaient vraiment : l'homme et la société des antivaleurs. Le mot antivaleur fit mouche et l'on comprit qu'il exprimait fortement le fond du mal contre lequel il fallait se battre dans la politique, dans le champ économique, dans la culture et dans l'imaginaire de la nation. Malheureusement, au lieu de tirer de cette analyse la conclusion qui s'imposait, celle d'une rupture ferme avec le système mobutiste des antivaleurs, la Conférence négocia avec Mobutu un *modus vivendi* de compromis qui empêcha toute possibilité de changement. Il faut dire que Mobutu avait encore tout l'appareil militaire et ses capacités de nuisance étaient infinies. Il faut dire aussi que beaucoup de ceux qui dirigeaient et animaient la Conférence nationale étaient des hommes et des femmes qui appartenaient au moule du régime et à sa philosophie de dépravation. Ce moule les avait créés ou fabriqués à son image. On sait ce qu'il en advint. La Conférence Nationale Souveraine fut un échec.

Au lieu du projet de cette Conférence, le pays fut pris par l'AFDL et Laurent Désiré Kabila s'empara du pouvoir en chassant Mobutu du pays. Il promit l'avènement du nouvel homme congolais à la place du vieil homme corrompu et dépravé que Mobutu lui avait laissé en héritage. Malheureusement aussi, le changement fut manqué : le

régime nouveau fut gangrené par ses rivalités internes, par la voracité de ses membres et par l'incompétence de sa gouvernance globale.

Depuis l'assassinat de Laurent Désiré Kabila, ni le régime de transition 1+4, ni la Troisième République de Joseph Kabila et de ses cadres, ne purent lancer le changement éthique et anthropologique qui s'imposait pour le Congo. Le thème même du changement de cap disparut des préoccupations congolaises au profit des batailles politico-politiciennes. Avec les guerres à répétition et leur lot d'insécurité et de crimes, la société congolaise s'habitua à ses antivaleurs et le pays s'effondra dans son psychisme, dans sa vision de la politique et de l'économie, dans sa culture et dans ses dynamiques de vie. Il est aujourd'hui au fond d'une marre de l'esprit où il s'agit dans tous les sens, malgré les slogans d'espoir convenu et leurs politiques de brillance spécieuse.

C'est du fond de cette marre que nous avons décidé de relancer le thème du « nouvel homme congolais », en nous tournant vers l'avenir à construire.

2. L'esprit du « nouvel homme congolais » : quatre orientations de vie

Il est nécessaire de prendre l'option d'une lucidité optimiste pour rompre avec le sentiment de pessimisme, de fatalisme et de défaitisme qui domine aujourd'hui la société

congolaise, quand on parle de l'avenir du Congo. Dans cette disposition, il paraît utile de regarder l'homme congolais dans sa crise sous un angle nouveau : celui du nouveau rêve et d'un grand dessein contre les pathologies déjà connues. Ce nouveau rêve, ce grand dessein, c'est celui que les Congolais et les Congolaises voudraient dans leurs aspirations les plus profondes : le Congo de la grandeur et du rayonnement mondial, à la hauteur d'immenses possibilités humaines et matérielles dont le pays est doté.

Pour faire advenir ce Congo, il est bon de le mettre au cœur de la manière dont l'homme congolais parle de son pays. Nous proposons de parler autrement du Congo. Cesser de se laisser conditionner par les maladies des antivaleurs et le discours fataliste. Découvrir l'autre Congo dont on ne parle pas souvent : celui de la lutte quotidienne contre le mal congolais et de la volonté de construire un autre monde possible. On découvre alors qu'il existe des Congolais qui veulent un Congo fertilisé par les valeurs. Ces Congolais sont le limon d'une nouvelle orientation du langage qui est capitale : tenir un discours critique mais positif et fertile sur les Congolaises et les Congolais.

En parlant autrement du Congo, il est possible de faire émerger un autre imaginaire congolais que celui de la défaite et de la capitulation face qu mal. Nous entendons par imaginaire *le système de représentation de soi à travers*

les visions et les perceptions que l'on a de son être, de son action et de sa destinée.

Un imaginaire, cela se construit par des récits que l'on se raconte sur sa propre histoire, sur l'histoire de son pays, dans des mythes peuplés de héros de tous acabits, des hommes-forces et des événements-phares célébrés comme des alluvions permanentes. On peut avoir un imaginaire négatif, qui détruit toute foi en soi-même et en ses capacités créatrices, quand on s'enferme dans le langage de dévalorisation et de destruction de soi. Ce n'est pas de cet imaginaire-là dont il est question ici. Seul nous intéresse l'imaginaire de la confiance en soi, en son propre génie, avec les représentations conformes à la volonté de grandeur, pour se mettre « *debout, ensemble et au travail* », comme dirait le penseur rwandais Laurien Ntezimana, en se consacrant à la construction de l'avenir par la détermination de faire advenir un autre Congo possible. Le changement d'imaginaire devient ainsi le levier qui met le pays sur la voie de l'émergence et du développement durable.

Pour y parvenir, la clé est dans l'éducation. Principalement dans la manière dont on l'organise, depuis les échelons les plus élémentaires jusqu'au plus haut niveau des institutions de formation. La bataille du nouveau Congo, il faut la mener dans les esprits, avec des personnalités qui refusent un système médiocre et s'attachent à gagner le combat de la

science, de la connaissance, des savoirs. Gagner cette bataille est possible si l'on renforce les institutions éducatives existantes dans leur potentiel de changement et de créativité et si, en même temps, on met sur pied des lieux alternatifs visant la construction d'une nouvelle culture communautaire. Une telle dynamique culturelle nouvelle, chaque Congolais et chaque Congolaise peuvent la faire advenir par la force d'une animation transformatrice assumée et assurée par tous ceux qui croient qu'un autre monde est possible. Même s'ils ne sont qu'un petit reste, ils peuvent constituer une sorte d'avant-garde dynamique qui finira par atteindre une masse critique d'hommes et de femmes qui portent une grande destinée pour la nation.

De cette avant-garde et de cette masse critique, on attend une nouvelle perspective de vie : changer les choses là où l'on est, en tissant des relations et en créant des réseaux de citoyens, d'hommes et de femmes qui, par leurs initiatives, veulent résoudre les problèmes concrets de tous les jours.

« Le nouvel homme congolais », c'est l'homme de ces quatre puissances du changement : la conversion du langage, la réorientation de l'imaginaire, la transformation de la culture et de l'éducation ainsi que la dynamisation de l'action pour construire un autre Congo possible.

3. Avoir, être et créer

Ces quatre dynamiques de changement, il convient de les considérer comme une restructuration du système des valeurs dans la société congolaise.

D'abord, la restructuration de la relation de l'homme congolais à l'avoir. C'est-à-dire aux richesses matérielles et aux biens que l'on doit accumuler. C'est autour de l'économie, de l'argent, du marché et de leur organisation que cette relation s'est viciée. Elle s'est viciée parce qu'elle a inversé les valeurs dans ces domaines : elle a fait de l'avoir un domaine de voracité individualiste, créant ainsi une société de pénurie et du manque où les inégalités sont devenues un mode de vie, avec des pans entiers des populations condamnées aux plus inimaginables misères. Aujourd'hui, l'économie devra être pensée selon une éthique communautaire, dans une perspective d'une culture de la fraternité et d'une civilisation de l'altruisme dont parlent les grands témoins d'une autre économie pour ce temps. Selon cette perspective, on ne penserait plus l'avenir en termes de simple lutte contre la misère et la pauvreté, mais en termes de création des richesses, au sens plénier du terme que donne à ce mot le groupe Enda Graf à Dakar : *richesses matérielles, richesses relationnelles, richesses de la qualité des espaces vitaux et richesses de la production du sens que l'on veut donner à la nation comme communauté de destinée*. C'est un point capital sur lequel la

réflexion sur l'avenir d'un Congo riche doit insister, à temps et à contretemps.

On doit ensuite insister sur le fait qu'une telle richesse ne relève plus simplement de l'avoir, mais de l'être. Elle est fondée sur une certaine vision de la politique comme combat pour un être-ensemble fertilisé par les valeurs. C'est la politique de chacun et de tous, destinée à changer le monde et à changer la vie, selon les grandes utopies des altermondialistes, à partir d'une attention à la dimension communautaire du monde et de la vie. La politique au sens restreint du terme, qui concerne les dirigeants et les cadres, ne prend sens que sur le socle de l'être communautaire pour réussir une société comme force de cohésion et de participation de tous au bonheur partagé. Selon cette perspective du bonheur partagé, l'engagement politique, qu'il soit collectif ou individuel, donne à l'homme le sens de ses responsabilités à l'égard des autres, pour un être-ensemble, un vivre-ensemble, un agir-ensemble et un rêver-ensemble pleinement heureux.

Enfin, il s'agit ici de beaucoup plus que de la politique. Il s'agit de beaucoup plus que de l'économie. Il s'agit de la rationalité globale de l'existence, d'une force de structuration de la vie sur des normes, des valeurs et principes fondamentaux de la tradition africaine la plus vénérable et la plus riche de sens.

Ces principes, ces valeurs et ces normes, l’Égypte antique, matrice originelle de la civilisation africaine, les désignait par le concept de *Mâât* : la bonté, la justice, l’équité, la quête de vérité et le souci de la qualité des liens que l’on a avec le monde, avec soi-même, avec les autres humains et avec la transcendance.

Ces principes, ces valeurs et ces normes, les sociétés traditionnelles africaines les désignaient par le terme d’*Ubuntu* : ce qui donne du poids à l’être humain comme être humain, une énergie humanisante qui fait tenir ensemble les humains au sein d’une société. L’amour en somme, dans ce qu’il a de plus fécond et de plus créateur de vie par le lien communautaire.

Ces principes, valeurs et normes, un philosophe congolais de notre époque, Tshiamalenga Ntumba, les désigne par le terme de *Bissoïsme* (du mot *biso*, en lingala qui signifie « nous »), pour indiquer que la vie est primauté du communautaire sur l’individuel, circulation des énergies vitales qui renforcent l’être-ensemble, pour une société de bonheur en plénitude.

Nous sommes-là au cœur de la vision du « nouvel homme congolais » : l’homme-force dans une société d’institutions fortes qu’il crée par son agir de vitalisation concrète de la *Mâât*, de l’*Ubuntu* et du *Bissoïsme*, pour résoudre les problèmes de tous les jours et répondre aux grands enjeux du destin de la nation. Dans son anthropologie

fondamentale, « le nouvel homme congolais » devra être fertilisé dans son esprit par cette éthique jaillie du plus profond de la trajectoire humaine africaine.

4. Vers un autre monde possible

Il y a plus. Beaucoup plus : un destin à enraciner dans le présent tel qu'il se configure comme système de monde, et tourné vers l'avenir tel qu'il rayonne dans les aspirations de Congolais et resplendit dans leurs rêves.

Les grands enjeux du destin de la nation congolaise doivent être la maîtrise du monde d'aujourd'hui dans son esprit de compétition féroce et de concurrence, dans tous les domaines. Mais il doit surtout être le combat pour créer un ordre du monde plus humain que celui dans lequel nous vivons. En termes plus clairs encore : il convient de développer au Congo une gouvernance qui puisse faire passer la planète de l'esprit de la mondialisation comme occidentalisation du monde par le néolibéralisme dans son absolutisation du marché, de la compétition, de la concurrence et du profit à l'altermondialisation comme nouvelle rationalité globale du monde. « Le nouvel homme congolais » est celui qui sait que l'avenir se joue dans l'imagination fécondée par un esprit altermondialiste, contre toutes les pathologies dont le système néolibéral a gangrené le monde.

Mais il ne s'agit pas de rêver l'autre monde possible ou de le penser seulement. Il s'agit, comme aurait dit Marx, de transformer ce monde dans lequel nous vivons, de la manière la plus concrète possible, en en maîtrisant à fond les logiques économiques, politiques et culturelles en vue d'un autre horizon de sens. Autrement dit : seul un Congo dont l'intelligence sociale peut s'imposer dans le monde d'aujourd'hui sera capable de proposer au monde un autre projet de civilisation que désigne l'expression « un autre monde possible ». « Le nouvel homme congolais », c'est l'homme de cet autre monde possible, au Congo même et partout dans le monde actuel.

Il faut alors gagner les batailles économiques d'aujourd'hui pour aller au-delà des limites du système actuellement dominant. Cela exige l'émergence des grands penseurs économiques congolais, des grands industriels congolais à l'échelle mondiale, des grands patrons d'entreprise qui visent le monde dans son ensemble comme leur horizon et des grands imaginatifs capables d'inventer une autre économie possible.

Il faut aussi de grands hommes d'Etat qui s'affirment dans le champ politique par leurs capacités à conduire leur pays avec efficacité rationnelle et éthique du devoir, en assurant la sécurité globale au peuple et en défendant les intérêts vitaux de la nation face aux ambitions voraces du système cannibale du néolibéralisme. En même temps, de tels

hommes devraient s'imposer par leur engagement dans la construction des grands espaces politiques pour un être-ensemble planétaire bâti sur de valeurs de bonheur panafricain et de bonheur mondial, contre la civilisation de la violence que les médias présentent et exaltent à longueur de journée.

Il faut aussi au Congo des acteurs culturels qui animent l'esprit du pays par des idées de grandeur nationale et de grandeur mondiale, grâce à une créativité intellectuelle, artistique, morale et spirituelle qui donne à ce pays le statut d'un géant luttant pour la construction d'un autre monde possible. La littérature, la philosophie, la production scientifique, le cinéma, l'intensité des rêves pour un nouveau choix de civilisation, tout cela devrait fleurir et se déployer pour faire du Congo l'épicentre du monde qui vient, dans l'imaginaire de chaque Congolaise, de chaque Congolais.

Un Congo qui se situerait dans une telle perspective d'avenir ne serait plus un pays enfermé sur lui-même, qui aurait peur de ses voisins et se comporterait en caniche de la communauté internationale, mais un pays ouvert, créatif, porteur de grandes espérances et de grandes utopies pour toute la planète.

Ce pays-là, « le nouvel homme congolais » a le devoir de le bâtir sans délai, ici et maintenant.

2

Désimbéciliser la société congolaise : exigences fondamentales

Il y a quelques semaines, lors d'un symposium organisé à Kinshasa sur la renaissance africaine, le professeur Emile Bongeli avait proposé que soit menée aujourd'hui une réflexion d'ensemble sur les lieux et les dynamiques d'imbécillisation de la société congolaise, en vue de proposer de grandes lignes d'un travail de formation des citoyens et des citoyennes à l'usage de la matière grise pour construire une nouvelle société. Cette tâche de désimbécillisation et d'éducation à l'utilisation rationnelle de nos cerveaux dans notre pays, nous la considérons comme la principale condition de possibilité d'émergence de notre nation au statut de grand peuple au sein du monde actuel.

C'est quoi une société imbécile ?

Il faut entendre par imbécilité d'une nation un état d'être et une dynamique sociale caractérisés par le déficit d'usage de la raison, l'indifférence aux exigences des valeurs et l'absence des préoccupations portant sur le sens de l'être,

du vivre, de l'agir et du rêver ensemble en vue d'une société du bonheur communautaire et du rayonnement mondial.

Si vous voulez savoir si une société souffre du déficit d'usage de la raison, analysez son système éducatif, particulièrement ses circuits d'éducation scolaire et universitaire. L'attention que l'on y accorde, les moyens que l'on y investit, les institutions de réflexion et de recherche qui s'y déploient et les productions scientifiques que l'on y promet sont des signes forts. Leur présence fertile ou leur absence notoire vous révélera tout.

Si vous vous interrogez sur le souci qu'une société accorde aux valeurs, étudiez le fonctionnement de la justice en son sein et la sensibilité du système politique aux droits humains. L'impunité, la violence, l'insécurité et le refus des règles démocratiques vous montreront ce que valent les personnes et leurs institutions du point de vue de leur imbécilité.

De même, si vous cherchez à savoir si une société est sensible à la question du sens de son être, de son agir et de ses rêves comme communauté, interrogez les religions et la manière dont elles se déploient parmi les citoyens. Le discours religieux et les pratiques spirituelles sont des baromètres sûrs concernant le niveau d'intelligence d'une société.

Quand dans tous ces aspects mis en lumière, vous avez le sentiment que quelque chose cloche profondément et que d'importants efforts devraient être déployés pour réorienter toute la société dans le sens de la raison, des valeurs et du sens, dites-vous que vous avez beaucoup de risques d'être au cœur d'une société imbécile.

Sur une pente d'imbécillisation visible

Aujourd'hui, il est difficile de décider en bloc si notre société congolaise est imbécile ou pas, ou de dire clairement à quel degré d'imbécilité on devrait la situer si on la juge du point de vue de la pertinence et de la fécondité de son système éducatif, de son système judiciaire, de sa conscience des droits humains ou de la fertilité de ses dynamiques religieuses et spirituelles. Affirmer que l'on se trouve dans une société imbécile susciterait beaucoup de contestations sur la grille scientifique dont on se sert et les critères philosophiques que l'on utilise. Le Congo est une nation d'une telle complexité et de telles contradictions internes que l'on trouvera toujours des contre-exemples face à ce qui est affirmé positivement ou négativement. Les dialectiques sociales, culturelles, économiques et politiques y sont telles que l'on devrait se garder de tout manichéisme facile. Ce qu'il convient de faire plutôt, c'est de se demander si, actuellement, compte tenu des tendances fortes d'évolution globale du pays, on ne se trouve pas devant de fortes dynamiques d'imbécillisation sur lesquelles il

convient de braquer les torches scientifiques et philosophiques pour empêcher que le pays ne sombre à plus ou moins brève échéance dans l'imbécilité. Le problème ne sera pas celui de lutter contre une société imbécile, mais contre des puissances d'imbécillisation fortement visibles, clairement identifiables et susceptibles d'être combattues dans leurs pathologies par des énergies de la raison, de l'éthique et du sens, dans un projet global destiné à désimbéciliser le pays, au cas où il serait en danger de devenir une société imbécile.

Lieux et dynamiques d'imbécilisation

Il y a des lieux d'imbécillisation et des dynamiques qui les dopent publiquement en République Démocratique du Congo.

Dans notre pays, l'attitude des populations face à la consommation des alcools doux ou forts constitue aujourd'hui un réel danger pour nos cerveaux. Le danger n'est pas qu'on puisse « boire », surtout quand on le fait modérément. Le danger, c'est quand toute une société est noyée dans des forces de publicité qui font de l'alcool un critère du bonheur de vivre, à travers des moyens médiatiques auxquels personne ne peut échapper. Quand les puissances de l'alcool deviennent des forces sociales qui financent à leur profit les grands maîtres de la joie de vivre comme les musiciens et qu'elles les instrumentalisent au point de faire de la musique elle-même un complice lié aux

dynamiques d'enivrement de toute une société, il y a problème. Et ce problème est grave. Déjà la société congolaise aime « boire », beaucoup « boire », énormément « boire » au sens ivre du terme. Quand, dans un tel contexte, on met sur pied toute une machinerie qui conditionne les corps et les esprits pour les entraîner par forte publicité à développer un alcoolisme « en folie », on est sur une pente d'imbécillisation. Il faut réagir.

Nous devons considérer la musique congolaise actuelle et ses fortes dynamiques de la joie de vivre comme une tendance forte à l'imbécillisation : spécialement les rythmes endiablés de nos stars et la glorification des obscénités érotiques dans leurs mots comme dans leurs gestes. Certes, musique et érotisme sont souvent liés compte tenu de la dominante libidinale des émotions vitales. Mais quand les danses et les cris ne sont conçus et ciselés que pour tout réduire au sexe au sens le plus trivial et insensé du terme, il y a problème. Il y a problème quand s'instaure une sorte de compétition entre artistes pour galvauder l'image de la nudité féminine et conduire les populations à adhérer à une sorte de vertige libidineux et de transes obscènes, au point d'en faire une vision du monde dans toute une société. Quand la musique qui élève l'esprit disparaît petit à petit pour céder la place à une musique dont les croupes des femmes, leurs « ndombolo », leur « matos » ainsi que leurs « lolo », comme on dit, sont le centre torride de gravité pour l'être, on peut craindre qu'un peuple vire à grande vitesse

vers l'imbécillisation, si personne n'y prend garde. Nous devons y prendre garde maintenant.

Si l'Ecole comme institution perd son pouvoir éducatif de pivot éthique et rationnel, comme c'est le cas actuellement dans nos institutions scolaires et universitaires, les choses s'aggraveront de plus en plus. Les analyses qui se font aujourd'hui sur l'éducation au Congo ne donnent pas à espérer des horizons sereins ou intelligents. Le professeur Emile Bongeli parle de l'Ecole congolaise comme d'une fabrique des cerveaux inutiles (crise de la raison). L'ancien ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Bonaventure Chelo Lotsima, en parle comme d'un cimetière des valeurs (crise éthique). Le professeur Tshiyembe Mwayila n'hésite pas à parler des universitaires comme de tueurs de grand chemin (crise de sens). Ceux qui parlent ainsi ne sont pas n'importe qui. Ils savent de quoi ils parlent. Face à ce qu'ils disent, il est difficile de ne pas prendre l'Ecole elle-même, et surtout les universités, comme une dynamique d'imbécillisation au Congo. Il faut tout faire pour changer de cap et inverser les tendances.

C'est ici que le lien entre des lieux comme l'université et des dynamiques comme la justice et le système politique nous interpellent. Notre système judiciaire où règne aujourd'hui l'impunité et où trône l'injustice, ce sont les universitaires qui l'animent, ou plutôt l'étouffent et la tuent. La politique dont on déplore la violence et qui peine à instaurer une

démocratie fertile au Congo pour le rayonnement des droits humains, ce sont les élites qui sont censées la conduire et l'éclairer dans ses arcanes économiques et ses percussions culturelles. Peut-on affirmer que l'université fertilise le Congo et que les pouvoirs politiques, économiques, culturels et judiciaires ne sont pas eux-mêmes sur la pente d'imbécillisation ?

Et les médias ? Ont-ils encore au Congo une responsabilité d'illumination de l'intelligence du peuple ? Savent-ils encore ce que le mot liberté et ce que le vocable de vérité veulent dire ou sont-ils des aires d'autocensure face aux pouvoirs dominants et de grosses caisses de résonance pour plaire aux puissants ? Comprennent-ils le sens des mots réfléchir et penser pour dévoiler les vrais enjeux des problèmes, des événements et des situations aux populations ou sont-ils réduits à l'insignifiance et au vide de substance ? Quand on entend ce que les spécialistes de la presse disent eux-mêmes de leur métier dans notre pays aujourd'hui, on frissonne d'inquiétude. Le chemin vers l'imbécillisation de la nation semble s'ouvrir avec fastes, à grande allure, dans le destin des journalistes qui risquent de devenir au mieux des autruches, des caniches, des perroquets ou des moutons de panurge ; et au pire, des ânes fous ou des dindons de la farce politico-sociale congolaise. Il faut empêcher que cette tendance s'impose et se renforce dans un pays qui fut il y a quelques décennies la

terre des plus belles voix et des plus belles plumes de l'Afrique contemporaine.

Quant à la religion, la dominance des tendances dites de « réveil » en leur sein et la ruée des autres dynamiques confessionnelles vers ces tendances en vogue ont livré le pays à l'imbécilité pure et simple ; à l'effondrement de la raison, au renversement des valeurs éthiques par des manipulations psychologiques et au culte des faux dieux au nom de Dieu. Quelle que soit la justification sociale que l'on donne à cette escroquerie, il faudra un jour que notre nation légifère sérieusement dans le champ religieux et qu'elle sache gérer l'insécurité mentale et les dislocations des solidarités de nos citoyens par autre chose que le charlatanisme du sacré et les mystifications à la congolaise. La religion est une affaire trop importante pour être laissée aux pasteurs délirants et aux prêtres inconsistants. Quand toute une nation est la proie des imposteurs et des usurpateurs du religieux, Il faut faire quelque chose. Impérativement. Il faut savoir conjoindre foi et raison, prière et intelligence, profondeur spirituelle et engagement sociopolitique, vérité religieuse et éthique d'humanité globale.

La bataille aujourd'hui, c'est de tout entreprendre pour que le Congo ne devienne une société vide de sens. Il faut qu'il s'enfante une nouvelle destinée et qu'il ne devienne pas un pays imbécile.

Cela a un prix : une prise de conscience, une prise de parole et un engagement dans des actions nouvelles pour construire une société nouvelle.

Prise de conscience. Un Congolais, une Congolaise qui ne voit pas que nous sommes en danger d'imbécillisation ne mérite pas d'appartenir à notre nation. Il ne suffit pas d'être né sur notre sol ou d'avoir dans ses veines le sang de parents congolais pour être dignes du Congo. Il faut avoir la conscience d'être un créateur du nouveau Congo pour être désormais digne de notre pays.

Prise de parole. Un Congolais, une Congolaise qui ne s'investit pas dans une parole de conscientisation, de mobilisation et de formation des citoyens et des citoyennes en vue d'un nouveau Congo est indigne du Congo.

Engagement dans l'action. Un Congolais, une Congolaise qui ne s'investit pas dans l'action pour un Congo de l'intelligence, de l'éthique et du sens n'est plus congolais du tout.

C'est dans ce sens qu'il est bon de parler de la nouvelle citoyenneté chez nous : la lutte pour contrer et vaincre les forces d'imbécillisation et promouvoir les dynamiques d'un avenir lumineux, d'un avenir heureux.

3

La faille fondamentale de la foi religieuse au Congo aujourd'hui

Au Congo, Dieu a le vent en poupe et son aura sociale est des plus étincelantes et des plus prégantes. Porté et magnifié par une multitude d'églises et de communautés de foi, il est, comme qui dirait, une valeur qui monte, ou tout simplement la plus sûre de toutes les valeurs, très à la mode auprès des populations. Pour s'en convaincre, il suffit d'un simple regard sur les foules qui vont l'adorer tous les dimanches, il suffit d'une attention sereine sur le tintamarre des chants et des danses qui lui sont consacrés durant la semaine, jours et nuits. Dieu a au Congo une patrie qui lui est acquise et des acteurs zélés que son nom enflamme et dynamise à outrance.

1. Une question de fond

De ces acteurs et de leur zèle, on peut dire beaucoup de bien. Particulièrement ceci : sans la surabondance des communautés de foi dans la société congolaise actuelle, le pays se serait déjà effondré, psychiquement et socialement, sous le poids de ses drames et de ses tragédies innombrables. Sans leur action éducative depuis les temps

coloniaux jusqu'à ce jour, sans leur investissement dans les structures sanitaires et les œuvres de développement à petite échelle, sans les valeurs qu'elles exaltent et qu'elles promeuvent, sans l'intensité des lames émotionnelles qui fascinent les masses et les attirent, les crises multiples que la nation a vécues depuis l'indépendance auraient eu raison de l'existence même du peuple congolais dans sa force de vie. Leur discours, leurs rituels, leur pastorale et leur pouvoir sur les consciences ont constitué un ferment de survie et un capital d'espoir dans lesquels les populations se reconnaissent. Sous cet angle, c'est un soulagement de savoir que la RDC dispose d'immenses énergies de mobilisation spirituelle et d'énormes forces de fermentation de grandes espérances.

Cependant, si l'on juge l'arbre par ses fruits, il n'est pas possible de ne pas voir où le bat blesse dans la présence et l'action de toutes ces églises et mouvements spirituels dans la société. Il faut se poser la question de savoir pourquoi une nation qui possède sans doute le plus grand nombre de chapelles, de temples et de maisons de prière au kilomètre carré dans le monde se trouve à la queue du classement mondial des pays selon les indices du développement humain, les paramètres du climat des affaires et le sentiment de bonheur qu'éprouvent les citoyens de vivre là où ils vivent. On se demande s'il n'y a pas de corrélation entre le fait que le Congo est sans doute dans le peloton de tête des pays où les églises surabondent et le fait qu'il soit

en même temps parmi les pays les plus pauvres, les plus désorganisés et les plus désespérants du point de vue de leur gouvernance et de leur système global de gestion économique et financière.

Quand on scrute ce paradoxe, on comprend vite qu'on ne peut pas, pour l'expliquer, s'en tenir à une analyse qui cherche à dire tout simplement ce qui est bien d'un côté et ce qui est mal de l'autre dans les institutions qui ont fait de Dieu leur affaire au Congo. Une telle approche binaire et manichéenne risque d'aboutir à un jeu à somme nulle, le bien et le mal étant toujours imbriqués dans les œuvres humaines, et les hommes, toujours prompts à ne prendre en compte que les paramètres et les angles de vue qui les arrangent quand ils évaluent leurs œuvres et leurs actes.

Le problème de Dieu au Congo, ce n'est pas le bien ou le mal que les institutions qui se réclament de lui font ou ne font pas dans la société. Le problème, c'est la substance qualitative de l'homme et des logiques sociales dominantes que la foi en Dieu a globalement développée. Ou plus exactement : les dynamiques de sens, les énergies d'action et les complexes de valeurs essentielles que les croyants impriment à la société dans son ensemble et qui façonnent l'orientation globale de l'esprit d'une culture ou d'une civilisation. Pour expliquer notre entendement de « orientation globale de l'esprit d'une société, d'une culture

ou d'une civilisation », nous recourons à deux exemples que nous prenons comme des repères.

Si vous vous rendez actuellement dans les pays du Nord de l'Europe, comme le Danemark, la Suède ou la Norvège, qui sont toujours à la tête du classement mondial en matière d'indices du développement humain ou du bonheur que les citoyens éprouvent de vivre dans leurs pays, vous entendrez dire que ces remarquables résultats sont sans doute dus à la sève et au limon du protestantisme dans ses valeurs de fond. Cela n'empêche pas que l'on puisse critiquer certains côtés de la manière dont la religion est ou n'est plus vécue dans ces nations, de vanter l'action sociale des églises selon la logique du bien-être ou de vitupérer contre la désertion des temples par une population dont la foi a pourtant configuré la tradition sociale. En réalité, l'impact global et l'effet vital du protestantisme dans ces pays se situe en-dessous de la logique manichéiste du bien et du mal : il est dans la structure globale du sens qu'une société donne à son être, à son agir et à son vivre en termes d'orientations radicales. C'est là qu'un certain esprit, une certaine culture, une certaine force de vie et de civilisation se créent. On peut alors, rien qu'en regardant les citoyens vivre, savoir que l'esprit du protestantisme, par exemple, a forgé toute une vision du monde, avec sa foi dans le travail, dans la créativité, dans la qualité de vie, dans l'honnêteté et dans la passion pour le développement humain durable.

Quand vous écoutez les chrétiens de la Corée du sud parler de la réussite économique de leur pays, ce sont les valeurs chrétiennes qu'ils mettent en relief comme potentiel et pouvoir de transformation sociale et de reconfiguration existentielle de leurs normes traditionnelles, comme si la société dans son ensemble les avait intériorisées pour en faire une véritable structure de conscience et d'existence, une énergie de culture et une éthique de vie. Avec des hauts et des bas bien sûr ; avec un côté lumière et un côté faiblesse, sans aucun doute. Ils ne disent pas que leur pays est le royaume du bien sublime, loin s'en faut. Ils ne diabolisent pas non plus les défauts de leur théologie et de leurs églises dans leur sentiment d'être le nouveau peuple élu pour la splendeur de la vérité chrétienne universelle. Ce sur quoi ils insistent, ce sont les effets profonds de l'esprit du christianisme sur les forces de transformation du pays dans son ensemble. Avec, à la clé, une nouvelle conscience de la mission de la Corée pour le développement des pays pauvres grâce au ferment chrétien et au limon de l'Évangile. Ils se sentent appelés à évangéliser l'Afrique avec cet esprit, même si l'Afrique a connu l'Évangile bien longtemps avant eux et qu'elle s'affirme être l'une des sources historiques les plus fécondes de la foi biblique.

Dans ce discours scandinave et coréen, une même vérité est dévoilée : la dimension publique de la spiritualité comme projet de culture et orientation de civilisation. C'est-à-dire le pouvoir de changer la politique, de changer

l'économie, de changer l'organisation sociale et de produire des logiques de construction de la puissance d'une nation ou d'un peuple grâce aux valeurs de créativité qui répondent aux problèmes humains de manière fructueuse.

Est-ce ainsi que les réalités sont vécues au Congo dans les églises innombrables et leurs liturgies plantureuses ? La réponse est « Non ». Résolument « Non. » Il y a au Congo un déficit d'énergie de transformation sociale dans la manière dont la religion est globalement vécue et orientée.

2. Quand Dieu est dénué de sens public et d'une vraie dynamique de transformation sociale

Plusieurs analystes ont déjà tenté de donner des explications à ce déficit d'énergie de transformation sociale et aux déficiences d'orientation globale de la religion au Congo.

La ligne fondamentale qui frappe dans leur compréhension de cette situation, c'est de saisir le comportement religieux des Congolais comme fondamentalement un comportement de crise dans un contexte de crise. Un contexte que l'on cherche à gérer spontanément, sans la médiation d'une approche globale de toutes ses dimensions et de tous ses enjeux. Faute de cette vision globale, on s'est concentré sur un schème de sens qui est devenu la structure fondamentale de la vie spirituelle et des attitudes religieuses dans les communautés de foi en RDC. Ce schème

est celui-ci : *Dieu est* « La » réponse à tout, Dieu est « La » solution à tous les problèmes. Ou plus précisément : Dieu est celui vers qui on doit se tourner pour trouver les réponses à tous les problèmes de l'existence. C'est dans cette structure de fond que niche la faille fondamentale de la foi en Dieu au Congo. Du moment que Dieu est essentiellement réponse, on recourt à lui à toutes les échelles des besoins humains, depuis les plus élémentaires, ceux de l'existence matérielle de tous les jours, jusqu'aux plus sublimes comme ceux du salut, en passant par les besoins d'ordre public, de sécurité psychique ou de d'harmonie sociale. On a alors une forme de spiritualité qui déresponsabilise l'homme et détruit en lui ce que Dieu est censé être selon les grandes traditions religieuses du monde : la force qui allume le feu de la créativité en chaque homme pour que chaque homme devienne comme Dieu. C'est-à-dire : un créateur, un dynamiseur, un souffle de plénitude et de vie en abondance. Le théologien et prêtre catholique Jean Patrice Ngoyi, le pasteur et éducateur pentecôtiste Camille Ntoto, tout comme le philosophe et homme des lettres Kasereka Kavwahirehi ont fortement mis en lumière cette pathologie de base de la spiritualité congolaise : quand l'homme cesse de croire en ses forces créatrices et inventives qui font de lui un dieu et qu'il s'appuie totalement sur Dieu comme celui qui répond aux problèmes humains à la place des humains, les fondements spirituels de la société sont viciés. Telle est la situation de la RDC où cette vision de la réalité conduit aux

caractéristiques inquiétantes de la foi en Dieu dans la société. Notamment :

- Une orientation fétichiste et magique de la foi, centrée sur des prières sans fin et des cultes interminables, avec nuits des prodiges et des miracles, journées de guérison, chasse aux démons et guerres permanentes contre les puissances du mal.
- Une délirante folklorisation de la vie spirituelle, avec, au pire, des charivaris et des tintamarres étourdissants ; au mieux des splendides chorales et des merveilleux orchestres religieux qui « inouïssent » l'être et embrasent ses émotions religieuses pour que tout soit tourné vers Dieu avec éclat, splendeur et rayonnante solennité.
- Une tendance vertigineuse à l'inflation de l'irrationnel⁴ et à la charlatanisation de l'invisible⁵, dans une dramatique forclusion de l'intelligence et un tragique blocage de l'imagination créatrice.

Avec tout cela, comme l'ont dit le pasteur Tshiyoyi Muakaji et feu le professeur Kayoka Luendu, tous congolais, la spiritualité de crise conduit à la centralité de l'argent dans les communautés de foi au Congo. Cela est source de toutes les manipulations psychologiques et de toutes les inventions mystificatrices pour « piquer les sous » aux fidèles, comme on dit en langage populaire, les spolier

⁴ Le mot est de l'économiste camerounais Daniel Etounga Manguelle.

⁵ L'expression est du médecin hollandais Jaap Breevelt.

littéralement et les tromper avec des discours sur la surabondance des grâces que Dieu accorde à ceux qui donnent abondamment à ses serviteurs, les pasteurs, et à ses servantes, les églises. Cette vision est une des clés de l'inflation des temples, des groupes de prière et des « églisettes » de tous acabits au Congo. Tout y est espoir d'enrichissement facile venant de Dieu au moment même où les prédicateurs devenus prédateurs trompent les pauvres en les dépouillant de leurs maigres finances avec des promesses souvent fallacieuses de prospérité infinie. Il ne serait pas exagéré de parler des églises et des « églisettes », dans les tendances à la mode aujourd'hui, comme des structures du vol organisé, au service de Mammon, purement et simplement. Petites ou grandes entreprises commerciales dont les émotions spirituelles sont la matière de base, elles conditionnent les individus de manière à récolter le plus d'argent dans leur culte du veau d'or. C'est pour cela que les offrandes y sont plus importantes que la parole de Dieu. C'est pour cela que cette parole est bruyamment annoncée : elle est destinée principalement à « motiver » l'esprit du don. La forclusion de la raison et du sens critique au profit des énergies émotionnelles sert à conforter et à renforcer cette tendance. La spiritualité et la vie de foi deviennent ainsi une dynamique de marchandisation de Dieu. On vend Dieu aux fidèles avec une théologie viciée de l'argent. Une théologie qui fait des espèces sonnantes et trébuchantes le fondement, la fin et le sens même de beaucoup de cultes. La

prospérité matérielle devient le centre de la foi, mais il s'agit de la prospérité des gourous qui appauvrissent les fidèles. L'argent perd ainsi son sens spirituel de création de liens de vie et de relations de bonheur communautaire, comme dirait Daniel Marguerat : il devient une dynamique d'enrichissement d'une minorité manipulatrice au détriment du peuple de Dieu qui continue à être pauvre et misérable, globalement parlant.

Il est important de s'insurger avec force contre cette opération de marchandisation pathologique de Dieu au Congo. Malgré le succès immense des églises dans le pays, malgré leur tonitruance à la mode et leur thaumaturgie étourdissante, les effets de leur marchandisation de Dieu sont très nuisibles pour le pays : ils tuent l'homme congolais dans ses énergies créatrices.

Sortir de fausses grandeurs

Des citoyens et des citoyennes responsables dans un Congo au-delà des paroles stériles

Où en est la RD Congo aujourd'hui dans le désir du changement qui la porte depuis son indépendance ? Peut-on considérer que le pays est dans une bonne direction qui lui permettra d'ouvrir de nouveaux horizons de réussite, de prospérité, de développement et de rayonnement mondial à son peuple ou qu'il ne sait toujours pas encore très bien où il va malgré les multiples concertations, consultations, dialogues et conférences provinciales ou nationales qui jalonnent son histoire ?

Si l'on formule la question sous cette forme en cette période où se déroulent, une fois de plus, des séances d'échanges entre le président de la République et les forces vives de la société congolaise, la réponse qui vient à l'esprit et s'impose à la pensée est celle-ci : *le Congo tourne en rond. Oui, le Congo tourne en rond parce qu'il ne sait pas encore où il convient de situer les changements dont il a besoin pour se construire comme une nation sérieuse et responsable.*

Par habitude et selon des mécanismes d'accoutumance aux postures qui visent à impressionner et à mystifier ceux à qui on s'adresse, les Congolais aiment les grands slogans, les manifestations spectaculaires, les affirmations tonitruantes sur ce qu'ils veulent faire et les images gonflées d'eux-mêmes où ils célèbrent une certaine idée de leur pays et de son avenir sous les feux de la rampe. Ils parlent, ils parlent, ils parlent sans fin, mais souvent sans résultat.

C'est depuis Lumumba et Mobutu que notre nation a pris cette direction. Notre histoire est jalonnée de repères sertis de grandeur et d'ambitions grandiloquentes comme le discours de Lumumba le jour de notre indépendance en 1960 ou celui de Mobutu aux Nations unies en 1973. Nous avons aussi illuminé notre trajectoire historique de ces dernières décennies avec des événements et des manifestations comme les Congrès des partis politiques, les rencontres glorieuses en des lieux sacralisés et mythifiés où le pouvoir s'irise et se célèbre, les messes politiques solennelles et une pléthore de cérémonies qui chantent plus qu'elles ne parlent, qui dansent plus qu'elles n'agissent, dont le but était de construire une certaine glorieuse vision de nous-mêmes. On faisait souvent illusion avec des formules rhétoriques comme « tailler notre chemin dans le roc », « être le plus grand pays du monde », savoir que nous sommes « la gâchette du revolver qu'est l'Afrique ». Les plus vieux parmi les citoyens congolais

connaissent toute la rhétorique de l'ère mobutiste : des formules dont nous avons usé et abusé sans les incarner dans des actes de changement susceptibles d'imposer notre nation comme une grande nation sérieuse et responsable dans le monde. La deuxième République, dans ses multiples volontés de « révolution » et ses envolées mégalomaniaques, demeure de ce point de vue le modèle du genre : elle eut son objectif 80 pour faire du Zaïre le nombril du monde en matière de puissance économique et politique ; elle eut son ambition d'une révolution du social afin de faire de notre nation le pays de la richesse et du bonheur ; elle eut sa « démocratisation » pour ouvrir la voie à une modernité politique de première splendeur ; elle eut même son programme spatial dont l'unique fusée fit « plouf » quelque part dans un de nos lacs silencieux. Tout cela n'a pourtant accouché d'aucune force de grandeur réelle pour le Congo.

Comme dans un cycle infernal au-dessus d'un nid de malédictions, la troisième République s'est engouffrée dans le même esprit, avec des grands slogans du type les cinq chantiers de la République ou la Révolution de la modernité ; avec les mêmes envolées rhétoriques dans des concertations, des consultations et des dialogues qui n'accouchent aux yeux des populations que de chimères politiques et de déroutantes illusions sociales. On croirait être dans une roue du destin, un *Fatum* qui se moque de nos esprits et qui nous précipite vers le gouffre d'un

désespoir sans fin, celui d'une vision politique de nous-mêmes qui masque par ses mégalomanies l'insignifiance de nos courtes vues.

S'il ne s'agissait que d'une maladie politique, on aurait pu prendre les choses avec distance en considérant que la politique est ainsi faite sous les tropiques. Elle se joue souvent à elle-même son propre cinéma dans des violences tragiques, non pas seulement sous les tropiques, mais partout dans le monde.

Mais il y a plus au Congo : la maladie dont nous parlons n'est pas seulement politique ; elle est globalement sociale. Chez nous c'est la société dans son ensemble qui est prise dans les filets de l'esprit qui se donne des allures de fausse grandeur et tourne en rond sans s'ouvrir un horizon de vrai développement. Elle considère qu'elle a un pays infiniment riche alors que la pauvreté et la misère la gangrènent de partout ; ses économistes se glorifient de leurs politiques économiques et financières dont seules les hautes classes ont la maîtrise sans que les populations se mobilisent pour en consolider les effets pratiques ; elle s'enchant de ses structures religieuses et spirituelles comme d'une puissance pour dompter ses faiblesses et ses démons alors qu'elles ne sont, en fait, que des cymbales retentissantes, des tissus d'ignorances et des baudruches inefficaces ; elle s'enorgueillit de sa vitalité musicale et de ses grandes dynamiques festives alors que les flots d'alcool qui y

coulent ne sont que des signes de débilité mentale de plus en plus visibles dans d'irritantes obscénités et de macabres vertiges. Dans une pareille société, les fausses grandeurs ont pris le pas sur les vraies révolutions à faire. Elles font perdre de vue les lieux essentiels des transformations à engager quand on veut devenir un pays sérieux et responsable.

Aujourd'hui, il est impératif que les hautes sphères de la direction de la nation prennent conscience de nos orientations d'esprit qui brassent beaucoup de verbe et de salives sans que les résultats soient à la hauteur des ambitions. L'impératif est de rompre avec cette habitude congolaise et de donner à tous nos dialogues, à toutes nos concertations et à toutes nos conférences politiques sur notre nation une dimension pratique et concrète, bien visible, dans des décisions que l'on pourrait évaluer clairement au jour le jour par des mécanismes d'intelligence hors de toutes les grandiloquences stériles à la congolaise.

De même, il est temps que l'éducation de l'imaginaire populaire congolais puisse être orientée dans la même perspective où les paroles et les actes s'épousent, s'interfécondent de manière à donner à chaque citoyen un sens de sérieux et de responsabilité dans son engagement autour des grandes causes de notre pays. Toutes ces causes qui sont devenues des slogans souvent creux, il est utile que

dans sa conscience, chaque citoyen, chaque citoyenne en fasse un défi personnel et une exigence collective. C'est seulement ainsi que les mots comme élection, démocratie, conscience nationale, paix, justice, solidarité, cohésion, décentralisation ou nation auront un sens réel. On cessera de tourner en rond et on ira de l'avant, comme une nation responsable et sérieuse.

C'est de ce changement que nous avons besoin : l'esprit des nouveaux hommes congolais, des nouvelles femmes congolaises, des citoyens et des citoyennes pour un nouveau Congo, ici et maintenant. Des personnalités-forces avec un imaginaire fort, déterminées à donner à notre nation une autre image du Congo dans le monde, un autre élan de vie qui rendrait possible de nouveaux rêves et de nouvelles espérances.

5

Dieu, l'argent et « le nouvel homme congolais »

C'est un fait : en dessous des incandescentes somptueuses et des liturgies fastueuses qui lui sont consacrées, Dieu est vécu en profondeur en RDC selon une double vision fortement inquiétante.

Il est d'abord perçu comme une réponse-à-tout et les populations l'invoquent majoritairement comme Seigneur de toutes les solutions et Maître de tous les bienfaits physiques et métaphysiques.

Il est ensuite considéré comme une marchandise heureuse sur le marché du religieux où s'exhibent, d'une part, des dispensateurs des grâces, des miracles, des guérisons, des prospérités matérielles et des sécurités psychiques, et d'autre part, une multitude de clients dont les temples, les groupes de prières et les églisettes vocifèrent de manière stérile dans des tonitruantes prières.

Dieu, ainsi vécu, est de plus en plus nuisible pour la nation congolaise, à la fois du point de vue spirituel, du point de vue anthropologique et du point de vue moral.

1. Un mal desséchant

Du point de vue spirituel, c'est un grand mensonge que l'on répand en développant une religiosité mercantile et démobilisante en RDC. On fait croire aux Congolais que Dieu, c'est pour l'Argent ; que le Dieu-Argent est au service de chaque Congolais ; et que chaque Congolais peut « l'utiliser » à sa guise comme des pièces de monnaie ou des billets de banque, pour ses besoins auxquels il répond sans effort. On vide ainsi le spirituel de sa véritable substance qui doit donner « *lien et sens* » à la vie, comme dirait André Comte-Sponville. On le réduit aux intérêts humains de gain et de voracité financière, source des violences, des divisions, des passions destructrices qui soulèvent les églises les unes contre les autres et multiplient à l'infini leur croissance exponentielle. Dans cette réduction de Dieu à une marchandise que l'on vend à la criée comme solution dans les temples et même dans la rue, on oublie que ce n'est pas Dieu qui est au service de l'homme, mais l'homme qui doit être au service de Dieu.

Cet oubli a des conséquences anthropologiques et morales désastreuses. La religion crée des petits hommes individualistes, futiles, inconsistants et insignifiants, qui en exploitent d'autres et cessent de travailler au service de leur pays dans des solidarités de créativité en vue du développement. Le théologien Philippe Kanku Tubenzele a constaté avec effarement l'inflation des mots « Je » et

« moi » dans les prières au Congo. Partout on entend : *Nzambe na ngai* (mon Dieu), *Mokonzi na ngai*, (mon Seigneur), *Mobikisi na ngai* (mon Sauveur). C'est le résultat moral et psychologique de la marchandisation de l'invisible, qui privatise Dieu comme on privatise l'argent à ses propres désirs, en brisant la vraie logique spirituelle de la foi qui est une logique de l'être-ensemble, du vivre-ensemble, du réussir-ensemble, du rêver-ensemble une autre société possible.

Du point de vue anthropologique et moral, malgré l'existence exubérante des grands rassemblements spirituels, l'homme congolais est en profondeur un être seul et solitaire, qui lutte seul et solitaire contre des problèmes de tous genres en croyant en un Dieu-miracle, pourvoyeur d'argent et de grâces individuelles, dans des pseudo-communautés dont les effets en matière de développement du pays sont faibles, sinon nuls. Il chante et danse avec les autres dans les églises, mais il est vide et seul face aux problèmes financiers dans le système du Dieu-marchandise où chacun joue pour soi sur le marché du religieux.

Le Dieu de l'individualisme financier finira un jour par montrer ce qu'il est à cet homme solitaire et vidé de sa force créatrice : un leurre, une illusion, un mirage social. Les églises de la marchandisation de Dieu apparaîtront aussi pour ce qu'elles sont vraiment : des structures vides

de sens, des institutions de fausse solidarité, de fausse vie communautaire. A force de mettre l'argent au centre de leur existence, elles seront vidées de Dieu et seront aussi, à plus ou moins long terme, désertées par les fidèles qu'elles bernent aujourd'hui. Leurs gourous enrichis n'y feront rien, ni leurs opérations de manipulation des foules par la quête de la richesse matérielle. Rappelons ici une phrase de Comte-Sponville : « *la richesse n'a jamais suffi à faire une civilisation, ni même une société qui soit humainement acceptable* ». Autrement dit, pour le cas spécifique de la RDC : la réduction de Dieu aux intérêts matériels, aux manipulations psychiques des individus et des foules par des miracles à la clé et au jeu marchand des hypocrisies religieuses ne construira jamais une société de développement. C'est le chemin d'une transformation sociale qui ne mène nulle part. Surtout pas au bonheur communautaire des Congolaises et Congolais, dans la paix sociale d' « *un peuple uni* », « *fier et plein de dignité* », « *grand et libre à jamais* » comme l'affirme la *Zaïroise*, un hymne national aujourd'hui oublié. « *Peuple debout* », « *uni dans l'effort pour l'indépendance* », dont les populations dressent « *les fronts longtemps courbés* » et prennent « *le plus bel élan dans la paix* » pour construire une grande destinée dans un pays dont ils « *peuplent le sol* » et « *assurent la grandeur* », selon les belles paroles de l'hymne national actuel qui fut le projet même de l'indépendance congolaise en 1960. Ce n'est pas avec des églises telles qu'elles sont et telles qu'elles fonctionnent au Congo que

l'on arrivera à ce résultat. Il faut changer de cap, absolument.

2. Quand on a perdu ses propres racines

Normalement, le peuple congolais aurait dû comprendre ces réalités du dévoiement de sa religiosité. Il aurait dû s'attaquer aux côtés nuisibles de sa compréhension du divin et aux pathologies qui détruisent la société. Il ne semble pas s'orienter dans ce sens. Le comble de tout, c'est que son système du détournement de la foi marche. L'exaltation religieuse est partout à son paroxysme. Pendant ce temps, le pays, lui, prend l'eau de partout, comme un bateau à la dérive sur une mer furieuse. Dans les mentalités de beaucoup de ses citoyens, dans leurs pratiques de vie comme dans la gouvernance et dans la gestion de la nation, il ne s'oriente résolument ni vers le chemin du développement, ni vers la voie de la modernisation des infrastructures routières, éducatives et sanitaires, ni dans la direction d'un rayonnement qui fasse respecter le Congo dans le monde. Bien sûr qu'on y chante bien, qu'on y prie fort, qu'on y vocifère à merveille pour être entendu de Dieu et qu'on y libère des fortes émotions individuelles et collectives. Mais ce n'est pas avec cela qu'on construit un pays émergent ou une nation développée.

Plus grave encore, dans beaucoup de tendances religieuses en RDC, le peuple est coupé de ses racines culturelles. Il est complètement aliéné par rapport aux bases spirituelles des

religions traditionnelles qui ont nourri l'Afrique pendant des millénaires. Comme on disait au temps de la philosophie de l'authenticité au Zaïre de Mobutu, les populations ont une âme d'emprunt, elles parlent un langage d'emprunt et vivent une existence d'emprunt dans les églises. Elles n'ont plus l'idée de ce que Senghor appelait l'ontologie de la force vitale, individuelle ou communautaire, cœur de la vision du monde en Afrique. Selon Souleymane Bachir Diagne, « *Léopold Sédar Senghor dit de l'ontologie que manifestent nombre de religions traditionnelles africaines (...), qu'elle est une ontologie de la force vitale reposant, entre autres, sur les deux principes suivants ; premièrement, être est être une force ; deuxièmement, une force peut croître, et ainsi être renforcée, ou alors décroître et être alors, comme dit le poète soucieux de symétrie ici : déforcée. Cette ontologie se prolonge naturellement en éthique lorsque de ces principes premiers, on dérive les conséquences suivantes : est bon ce qui augmente la force de vivre, mal ce qui la déforce* ».

Dans le Congo actuel, les religions d'aliénation n'ont plus aucun sens de la force dont Senghor parle, comme avant lui, Placide Tempels. On y centre tout sur argent et sur les biens matériels, sur les miracles et les prodiges débilitants, sur la métaphysique du démoniaque et le charlatanisme manipulateurs des esprits, alors que le pays a besoin de la plénitude du développement communautaire et de la plénitude communautaire de vie, grâce aux valeurs

humaines de créativité, de responsabilité et du pouvoir de résoudre les problèmes par les humains eux-mêmes, ensemble. Quand on n'est même plus en mesure d'être soi-même comme peuple et d'inscrire en ses propres héritages le limon qui vient d'ailleurs pour « renforcer » les Congolais et non pour les « déforcer », la spiritualité en vogue maintenant est vaine et futile. Il en est ainsi au Congo, dans la tendance majoritaire des communautés de foi. Il y a manifestement dérive et quelque chose cloche.

3. Quelque chose cloche, globalement parlant

« Vous caricaturez », dites-vous. Sans doute. Mais ce que nous voulons mettre en lumière, c'est ceci : il y a une conversion radicale à entreprendre dans la vie religieuse de l'homme et du peuple congolais aujourd'hui. Sans ignorer les grandioses personnalités du christianisme comme Joseph Albert Cardinal Malula et les hautes figures de la théologie africaine au Congo comme Oscar Bimwenyi-Kweshi ou Alphonse Ngindu Mushete, qui ont donné à la foi africaine ses lettres de noblesse ; sans oublier ce que la nation congolaise a offert au monde comme vision d'une spiritualité de l'authenticité et de la dignité de l'homme noir, il faut regarder la situation actuelle de la foi en RDC de manière critique et avec lucidité, ce qui ne manque pas de susciter des inquiétudes. Même si rien ne fait perdre de vue que toutes les églises au Congo ne peuvent pas être logées à la même enseigne ; qu'entre le catholicisme de la foi

fertilisée par la raison, les dynamiques protestantes de valorisation du travail, l'évangélisme de la centralité de la parole de Dieu et l'exubérance de nouvelles spiritualités, il y a moult nuances, il faut admettre que globalement, comme disait en latin un célèbre pape, « *aliquando claudicat* », quelque chose cloche. Il importe donc de chercher justement à saisir ce qui cloche en profondeur, quand bien même il serait faux de faire croire que toutes les communautés de foi sont dans le même moule et s'abreuvent à la même fontaine amère d'une spiritualité de la dé-responsabilisation à large échelle, de la marchandisation de Dieu et de l'imbécillisation collective des consciences. Et ce qui cloche et qu'on ne peut comprendre qu'en agrandissant les traits dans l'analyse, c'est ce que l'on découvre quand on compare l'état politique, économique, culturel et géostratégique du pays avec la surabondance des églises et l'inflation des spiritualités de tous acabits en RDC. C'est une situation qui pousse à penser que Dieu tel qu'il est vécu au Congo est devenu une pathologie qui gangrène la société. La tendance des mentalités de fond qu'il fait développer est une vraie catastrophe, un désastre contre lequel il est impératif de s'inscrire en faux, afin de promouvoir des tendances positives d'une spiritualité qui ferait des hommes de véritables dieux capables de créer une nouvelle société. La RDC aujourd'hui est un pays malade de Dieu et il devra être guéri de manière holistique, comme dirait le théologien Benoît Awazi Mbambi Kungwa, par l'émergence

d'un « nouvel homme congolais » qui puisse penser, vivre et rêver Dieu autrement. Cela veut dire un homme qui use de toute sa matière grise dans sa relation avec le divin et construise une culture de l'intelligence, de la responsabilité et de l'imagination créatrice.

4. Rupture et renouveau

Cela exige non seulement une rupture radicale avec les tendances spirituelles pathologiques qui ont le vent en poupe maintenant, mais des réorientations décisives dont les lignes de force seraient les suivantes :

- Dans une société qui veut s'élever au plus haut de ses possibilités d'humanité, Dieu n'est pas une réponse totale et absolue aux questions des hommes, mais un feu pour rendre les hommes créateurs et organisateurs de leur destinée.
- La question centrale de la foi ne peut pas être la concentration sur des rituels religieux, aussi étincelants soient-ils, mais la reconfiguration des personnalités et des structures sociales pour construire une société de responsabilité et de bonheur partagé.
- Dans le Congo actuel, il est plus utile d'intensifier la force de l'usage public de la raison dans la foi, comme dirait le penseur Kasereka Kavwahirehi, que de continuer à promouvoir l'esprit d'irrationalité, de superstition, de délire, de supercherie et de quête de miracles et prodiges, qui donne à l'argent le statut d'une fin en soi au lieu d'un moyen pour transformer

l'esprit du pays et d'un levier pour des pratiques de développement solidaire.

- Si l'enjeu de la spiritualité, c'est de changer l'homme et la société, croire en Dieu n'a pas pour lieu d'épanouissement les temples et les églises qui ne sont que des rampes de lancement pour « un autre monde possible », mais des dynamiques décisives de transformation sociale que sont l'économie, la politique, la culture et les structures institutionnelles des inter-solidarités porteuses de nouvelles espérances.

Avec ces réorientations, un projet public de renouveau spirituel au Congo est possible. Il s'agit d'une force communautaire de la religion, de la spiritualité et de la foi que des Nouveaux Congolais, ensemble, ont le devoir de faire publiquement advenir. Dieu aura alors un sens profond dans l'espace public : l'avènement d'un nouvel esprit congolais en termes de substance de personnalité ; l'émergence d'un Congo créateur et inventif dans tous les domaines qui comptent pour le monde ; la construction d'une culture de l'altruisme fertile comme esprit de civilisation. A ce niveau, la promotion du développement plénier et durable sera un profond effet de sens parmi les populations. La pâte de la société nouvelle prendra, grâce au levain de la vie spirituelle. Alors, viendra la victoire sur le paradoxe congolais du pays d'inflation du spirituel pendant que le pays coule à pic. Le peuple du Congo aura transfiguré la nation pour en faire un phare pour

l'humanité, avec toutes ses richesses matérielles et toutes ses ressources humaines. Le vieil homme congolais serait mort et un nouveau soleil pourra briller au matin du Nouveau Congo, grâce à l'émergence du Congo des hommes-forces.

Changer des choses simples dans des réalités ordinaires : un chemin de révolution pour la RDC

Il existe une vérité à laquelle il est urgent de faire attention dans notre pays aujourd'hui : contrairement à ce que l'on a tendance à penser, les changements importants à impulser pour construire le Congo ne commencent pas essentiellement ni prioritairement par des décisions et des choix des hautes sphères du pouvoir politique et économique. Ils relèvent des attitudes des gens simples dans les réalités ordinaires, grâce à la promotion d'un certain type d'esprit créateur. Sans une réorientation globale de l'esprit et de la vie au sein du petit peuple et de sa vision du monde, tous les rêves d'un Congo nouveau qui agitent notre société dans ses tonitruances politiques n'écloront jamais de manière ferme et rayonnante. La révolution dont nous avons besoin pour réussir le futur, il est temps de la commencer maintenant sur cette base saine et fertile à laquelle notre pays n'est pas encore fortement sensible.

Une certaine orientation politique inquiétante

Souvent, les responsables politiques et tous leurs thuriféraires croient qu'ils sont grands parce qu'ils doivent faire de la « grande politique » et se faire voir partout comme des hommes importants, maîtres de toutes les révolutions qu'il faut pour changer notre pays. Ils font alors de la politique-spectacle, rien que de la politique-spectacle : celle des concertations, des consultations, des rencontres à sensation, des conférences internationales autour des grands thèmes comme la paix, la stabilisation, le développement économique, l'environnement, le genre, la mondialisation, la croissance durable, l'émergence. La RDC est complètement absorbée par cette vision de la politique ainsi orientée : une politique où « être c'est paraître », où « agir c'est faire parler de soi dans le monde médiatique ». On existe politiquement à la télévision et à la radio, surtout là où les organisations mondiales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, l'Union Africaine et les organisations régionales valorisent certains « acteurs » qui se croient de premier plan et qui déroulent leur importance dans des hauts lieux du pouvoir politique et de brillance mondaine. Au Congo, les figures de cette politique connaissent les noms de toutes les villes du monde où l'on a discuté du destin de notre pays : Lusaka, San City, Luanda, Nairobi, Kampala, Kigali, Addis-Abeba, Paris, Washington, Pékin. A analyser les débats qui se sont déroulés en tous ces lieux et les décisions qui y ont été prises, on ne peut pas se départir

de l'impression que les nœuds de grandeur que les Congolais ont noués autour de leur vanité en croyant qu'ils bâtissaient « un pays plus beau qu'avant » n'ont pas donné des résultats décisifs. Ils n'ont pas créé un grand pays : la paix, la stabilisation, le développement économique, l'environnement, le genre, la mondialisation, la croissance durable, l'émergence, tout cela qu'ils ont cru être les vrais fruits de la paix n'ont été que des révolutions en trompe l'œil, des illusions de révolutions, des mirages pour gonfler des vanités sans consistance. Tout cela parce que la paix a été pensée et célébrée d'en-haut, avec des magnificences d'en-haut, dans le jeu des concepts auxquels les populations n'ont vu que du feu. Si on essaie d'en faire le bilan, on se rend compte que leur seul acte de gloire est d'avoir été des révolutions de la salive dans des consultations, des concertations, des dialogues et des conférences innombrables. Nous exagérons sans doute, mais tous les Congolais savent que l'évaluation sérieuse des politiques des hautes sphères dans notre nation n'est pas loin de ce bilan inquiétant, même si de nouvelles tendances se dessinent peu à peu et donnent à croire que l'horizon s'éclaircira sans doute. Surtout si le pays prend conscience que la force d'une nation n'est pas l'agitation de ses élites, mais la mobilisation de ses forces vives que sont les populations : *la base, les masses, le peuples*, comme aiment dire les mouvements révolutionnaires.

Pour que l'horizon s'éclaire

La manière la plus forte de changer les choses, c'est de situer l'élan de toute révolution profonde en RDC au cœur même de notre société, dans l'esprit de nos populations, autour des choses simples et des réalités ordinaires dont les gros slogans politiques ne s'embarrassent pas dans leurs pulsations médiatico-flambantes.

De quoi s'agit-il ? D'une bataille contre des structures d'esprit d'anti-développement dont on parle au Congo depuis de longues années sans jamais concentrer la réflexion sur des mécanismes et des outils de changement radicaux.

Quatre exemples suffiront ici. Ils sont significatifs. Ils portent sur des choses ordinaires et concernent les gens ordinaires. Si on s'y penche sérieusement, on comprendra qu'il convient de changer ces petites choses par de fortes campagnes de conscientisation, de mobilisation et de formation pour donner au pays une autre direction : la direction d'un développement porté par toute la nation, susceptible de donner à la politique un autre sens.

Premier exemple : la ponctualité et le sens de l'heure au Congo. On a beau dire partout dans le monde que le temps c'est l'argent et que le sens de la ponctualité est le commencement du développement, la société congolaise n'a pas encore intériorisé cette vérité claire et simple. Tout

y est vécu dans les mentalités comme si l'heure était une fiction et le respect du temps un leurre funeste pour les Bantu. La révolution du temps, dans tous les domaines et à tous les niveaux, surtout auprès des gens simples, est un *impératif absolu* au Congo : elle implique et impose une certaine rigueur de l'esprit dans le travail et l'inventivité. Les grands slogans politiques et les tintamarres sur les cinq chantiers et la révolution de la modernité ont beau agiter les discours politiques, si les esprits au sein des populations ne savent pas que tous ces beaux rêves ne peuvent prendre corps qu'à partir de l'importance du temps, de sa gestion et de son esprit de rigueur, rien de grand ne se fera au Congo. Il faut des hommes et des femmes pour l'enseigner à la société congolaise. L'heure est venue, après tout le temps passé à dire aux Congolais et Congolaises qu'ils doivent changer ici et maintenant, de lancer et d'organiser une vraie dynamique de conscientisation, de mobilisation et de formation dont le cœur serait la révolution du temps dans notre société. Cela n'a pas encore été fait : il faut le faire.

Deuxième exemple : les toilettes et les déchets. Un pays vaut ce que sont ses toilettes et ce qu'il fait de ses déchets. Il vaut la gestion de ses immondices et l'attention qu'il accorde aux matières fécales dans toutes leurs translations au sein des habitations et autour des agglomérations. Sur ce point nous disons qu'au Congo, il faut une véritable révolution anale : l'esthétique de là où l'on jette et gère les excréments. Il faut en même temps une écologie de l'espace vital : la pureté des

aires où l'on donne à la vie des splendeurs d'épanouissement. Ce sont des exigences quotidiennes et les populations congolaises ne semblent pas globalement sensibles à cette force du quotidien. Les maisons, les parcelles, les quartiers, les villes, il suffit de les étudier du point de vue des toilettes et des immondices pour comprendre que le développement comme attention à soi et à la qualité d'existence n'est pas une priorité au Congo. Une campagne de conscientisation, de mobilisation et de formation des gens simples sur leur responsabilité dans la révolution anale et dans l'écologie de l'espace vital est une responsabilité citoyenne. Nous ne l'avons pas encore faite, cette campagne, dans notre pays : nous devons la faire.

Troisième exemple : les sentiers dans nos villages et les routes dans nos villes. Les gens ordinaires ont cessé de penser que ces lieux relèvent de leurs responsabilités de quelque manière que ce soit. Il existe un tel sentiment de déresponsabilisé face aux axes routiers qu'on se demande si la circulation des personnes et des biens fait partie des préoccupations du commun des mortels ou pas dans notre pays. Tout le monde ne se tourne que vers l'Etat là où devraient s'organiser et agir les citoyens dans leurs terroirs pour inventer leurs propres champs d'action et leurs propres forces d'investissement humain. Il faut une révolution de la circulation dans nos terroirs à partir des engagements des gens eux-mêmes, quitte à l'Etat de prendre ses responsabilités là où les choses relèvent de ses

compétences. Nous n'avons pas encore compris au Congo qu'il y a là un renversement et une réorientation de nos esprits à faire : il faut le faire ici et maintenant.

Quatrième exemple : les chauffeurs et l'état des véhicules dans notre pays. Nous connaissons tous au Congo ce que signifie l'expression « l'esprit de mort ». Ce sont des cars de transports fortement déglingués conduits par des chauffards qui ne respectent aucune règle de circulation routière et ne possèdent aucune pièce officielle ni pour eux-mêmes ni pour véhicules. Ces cars sont toujours surchargés de personnes et ils circulent au vu et au su des agents de l'ordre qui s'en accommodent selon le principe de la petite corruption où l'on récolte sans états d'âme un peu d'argent pour nourrir les enfants. Qui est responsable de ce système ? Tout le monde et personne. Cela fait partie de notre manière d'être : partout la circulation dans le pays ne semble pas inquiéter qui que ce soit. Dans nos villes comme dans nos campagnes. Les chauffeurs fous dans des véhicules « en folie » sont des miroirs d'un pays où les responsabilités personnelles dans les petites choses n'interpellent pas nos consciences. Ne faut-il pas se concentrer sur cette chose simple qu'est l'acte de conduire un véhicule et de transporter des personnes pour comprendre que des réalités doivent changer à ce niveau et que ce changement dépend des gens ordinaires ?

Au fond : s'attaquer à « l'esprit de mort », balayer devant chez soi, participer à l'esthétique de son quartier, organiser la gestion du temps partout où l'on est concerné comme acteur social, le développement commence par ces choses simples, qui sont des symboles de fortes attitudes existentielles de promotion humaine véritable. Il existe des pays où un citoyen n'imagine pas qu'il peut jeter par terre une feuille de papier chiffonné ni une épluchure de banane sans s'attirer les foudres de ses propres concitoyens, et même de sa propre conscience. Il existe des nations qui ont rompu avec la culture des sacs en plastic et qui renouent déjà avec de beaux rythmes de pluie rien que par cette décision simple. Il y a des peuples qui calculent la rotation de leurs moyens de transport en seconde et en minute, et tout le monde sait que l'on doit toujours arriver avant l'heure pour être à l'heure. On connaît des gares, des aéroports, des cafés, des dancings et mêmes des ministères publics et des campus universitaires où les toilettes sont toujours propres, non pas parce que c'est de la magie ou de la sorcellerie, mais parce que chaque personne est responsable des gestes simples de tous les jours.

Commençons par là la révolution du nouvel homme congolais. C'est la meilleure manière de penser sérieusement la révolution de la modernité et de réussir sérieusement les chantiers du nouveau Congo.

7

Société civile en République Démocratique du Congo

Entre pathologies mortelles et construction d'un pouvoir intelligent

1. L'idée de la société civile aujourd'hui

Nous voulons parler de la société civile au Congo-Kinshasa en partant d'une réflexion présentée par Hilary Clinton autour de ce qu'elle appelle, dans son livre *Le temps des décisions 2008-2013*, le pouvoir intelligent, *smart power*⁶. Son point de départ est la définition d'une « société saine » comme un trépied composé de trois éléments : « un Etat responsable, une économie ouverte et une société civile passionnée ». A ses yeux, c'est dans l'inter-fécondation entre ces trois grandes réalités que se dévoile le pouvoir intelligent : une dynamique à laquelle elle a consacré son travail comme secrétaire d'Etat aux Etats-Unis en vue de réorienter la politique étrangère américaine sous la présidence de Barack Obama. Sur cette politique, elle écrit :

⁶ Hilary Clinton, *Le temps des décisions 2008-2013*, Paris, Fayard, 2014.

« Si nous voulons réussir au XXI^e siècle, nous devons mieux intégrer les outils traditionnels dont elle dispose – la diplomatie, l'aide au développement et la force militaire –, mais puiser dans le dynamisme et les idées du secteur privé et donner du pouvoir aux citoyens, notamment les militants, organisateurs et apporteurs de solutions que nous appelons la société civile, afin qu'ils résolvent eux-mêmes leurs problèmes et déterminent leur avenir. »

L'idée de société civile est ici celle du développement de l'intelligence sociale par la formation des ressources humaines qui prennent les questions de société en charge dans des initiatives et des projets d'action fondés sur la force de donner des réponses concrètes et fertiles aux attentes des populations. C'est le pouvoir de chaque citoyen et de tous les citoyens lorsqu'ils prennent conscience de leur capacité de peser réellement sur leur destin.

Pour qu'il puisse prendre tout son dynamisme au sein de ce que représente la société civile, ce pouvoir a besoin d'être irrigué par une grande utopie et de rêves puissants. Ces rêves puissants et cette grande utopie, Hillary Clinton en a eu à revendre, selon elle-même, pour son pays, les Etats-Unis d'Amérique.

« Nous devons mettre en œuvre toutes les forces de l'Amérique pour construire un monde où il y aura plus de partenaires et moins d'adversaires, plus de responsabilité partagée et moins de sang versé, plus de bons emplois et

moins de pauvreté, plus de prospérité largement répartie et moins de dommage à notre environnement. »

« Le pouvoir intelligent » est celui qui s'inscrit dans cet éclatant rêve d'avenir, dans ce splendide horizon de sens.⁷ On ne peut pas penser et organiser la société civile sans l'y inscrire comme projet d'action et de transformation sociale.

Si nous avons choisi la réflexion de l'ancienne secrétaire d'Etat américaine pour ouvrir notre réflexion, ce n'est pas seulement parce qu'elle permet de comprendre la société civile comme un pouvoir, une dynamique d'action propre aux « militants, organisateurs et apporteurs de solutions » en vue de « résoudre les problèmes » et « déterminer l'avenir » grâce aux ressources humaines que sont les citoyens en tant que sujets créateurs et agissants. C'est surtout parce qu'elle intègre cette société civile dans une vision d'ensemble dont « le pouvoir intelligent » lie ses dynamiques aux outils politiques traditionnels et au monde de l'initiative privée, ou plus globalement à la sphère de la gestion économique.

Ce lien est à mon sens capital. Il situe le rôle et l'action de la société civile non pas contre la gouvernance politique et la gestion économique, mais dans la recherche des solutions concrètes dont le souci est de développer un dynamisme

⁷ Lire à ce sujet : « Le monde dans lequel nous vivons et l'éducation de nouveaux citoyens », in *Villes et Communes*, numéro 148, Yaoundé, mars 2015.

critique. Et en même temps une force de proposition utile dans une puissance de fécondation du champ politique comme du champ économique au profit des populations dans les problèmes qui les accablent. Problèmes qui doivent être résolus de la manière la plus concrète possible.

Sans se mettre au service de ces pouvoirs politique et économique ni leur servir d'appoint ou de soutien, la société civile doit « contribuer à mettre l'Etat face à ses propres responsabilités et à impulser le changement social ». C'est là son propre ordre d'existence dont on peut dire qu'elle se distingue de celle du monde économique et du monde politico-diplomatique et militaire du point de vue de sa structure, de ses valeurs, de ses intérêts et de son sens.

2. Société civile : structures, valeurs, intérêts et sens

Les structures. Alors que les outils traditionnels de la puissance imposent un ordre et une organisation dont la violence légitime exige une centralisation du pouvoir de décision et une force de vision économique fertile pour construire une unité d'action autour d'une certaine idée de l'Etat, la société civile s'articule sur des organisations multiples dont les liens sont les problèmes à résoudre dans la multiplicité de leur fond et de leur forme, au cœur de la vie concrète des citoyens. Notamment : « des militants et des bénévoles au sein des communautés locales ; des

journalistes ; des étudiants et des enseignants ; des chefs d'entreprises et des dirigeants syndicaux, des dignitaires religieux »⁸. Alors que la sphère de l'économie privée ou de l'économie tout court tourne autour du Marché et de l'Entreprise comme nœuds de la production des richesses dans un champ compétitif où les profits et l'enrichissement font loi ; alors qu'elle exige des mécanismes propres de gouvernance souvent autoritaire, le domaine de la société civile donne à chacune des entités qui la composent le pouvoir de réflexion, de débat et de proposition au service de la communauté, sans se comprendre comme un pouvoir à défendre ou une proie à gagner contre d'autres pouvoirs et d'autres proies. En cela, elle n'a rien d'un ordre militaire ou d'une structure diplomatique d'Etat, qui sont, eux, au service des pouvoirs politique et économique en place. Dans sa multiplicité, elle a pour principe de cohérence la capacité d'être sensible à tous les problèmes auxquels les autres champs de la société sont confrontés et de mobiliser les citoyens pour qu'elles conduisent les pouvoirs en place à les mieux comprendre et à les mieux affronter, de manière pratique, c'est-à-dire au service des populations.

Les valeurs. Cette posture d'articulation et de cohérence confère à la société civile une vision essentiellement éthique, un ancrage dans les valeurs de service plus fortes et plus fécondes que ce que le pouvoir politique et le

⁸ Hillary Clinton, op. cit., p.77.

pouvoir de l'économie privée, ou même publique, peuvent promouvoir comme faisant partie de leur substance même. La multiplicité et la diversité de ses champs d'intervention ne sont unifiées que par la sensibilité aux valeurs d'humanité à défendre quand elles sont bafouées et à développer et à promouvoir comme forces du bien public et des intérêts communs quand ils n'existent pas. Au nom de ces valeurs fondamentales comme la liberté, la démocratie, la dignité humaine, le respect de la personne, le souci du bien commun, le refus de la torture, le développement solidaire et la cohésion sociale, on attend que la société civile se mobilise et mobilise les énergies de la créativité sociale, afin d'orienter la politique et l'économie vers une vision haute de l'Homme et de son humanité. Elle veille ainsi, si l'on peut dire, à l'éthique politique et à l'éthique économique, par fécondation de leur esprit. On peut alors dire que son action consiste à agir en fonction des idéaux et des utopies,

Intérêts. Mais ces idéaux et ces utopies ne sont pas des entités abstraites ou des rêveries pieuses. Ils sont ancrés dans des intérêts concrets et précis qui font que chaque organisation de la société civile s'occupe des enjeux spécifiques pour en promouvoir le respect, au nom de l'humain. Elle se bat pour cela et veille à ce que son combat s'inscrive dans un processus de transformation sociale visible et profonde. C'est dans la mesure où existe le plus grand nombre possible d'organisations ainsi orientées et

qui prennent conscience de leur capacité à être ensemble dans une unité plurielle de réflexion, de débat et d'action que l'on peut parler d'une société civile cohérente et efficace, autour des intérêts de la communauté sociale entière. Ici aussi, on doit insister sur le fait que ces intérêts, même s'ils ont des dimensions politique et économique claires, n'inféodent pas les organisations de la société civile dans l'ordre de soumission face à l'Etat et aux entreprises. Ils sont pris en charge dans un ordre pratique, critique et éthique pour enrichir le sens du bonheur collectif, tâche authentique de la société civile.

Sens. Ce concept de sens comme quête du bonheur communautaire est essentiel. Quand Hillary Clinton désigne la société civile comme une sphère d'identifications de problème et de recherche des solutions concrètes par des citoyens à l'échelle de l'action locale et dans l'interfécondation des dynamiques inventives et créatrices, elle indique bien un horizon de sens que toute structure de la société civile ne doit jamais oublier : une certaine qualité de vie et une certaine substance de promesses à vivre dans une société heureuse et épanouie. Partout où l'on a le sentiment que cette qualité d'épanouissement et de bonheur manque, la société civile devient plus qu'une instance critique : elle se fait aiguillon, une torpille pour le changement social, en vue d'une autre politique et d'une autre économie, sans du tout se substituer aux pouvoirs en place ni s'emparer de leur prérogatives régaliennes. Il

s'agit, à tout moment, d'indiquer le sens et de pousser les pouvoirs en place à tourner leur regard vers ce sens dans l'exercice de leurs fonctions. Cela pour empêcher que ces pouvoirs ne deviennent imbéciles au sens où l'entend le proverbe chinois qui dit : « Quand le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt. » La distinction entre la société civile et les autres instances sociales, c'est que la société civile indique la lune que tous les autres pouvoirs doivent regarder pour en enrichir leur fonction de gouvernance et de gestion : l'exigence des valeurs, du bonheur.

3. Quand l'idée de société civile se brouille et se délite

En RDC aujourd'hui, si nous appliquons le schéma d'intelligibilité de la société civile comme le présente Hillary Clinton, certaines pathologies de cette société sautent aux yeux.

Elles relèvent avant tout de l'idée même que le Congo comme communauté de destin se fait de la société civile en son sein. On a le sentiment que cette idée est essentiellement de facture politique, comme si la fonction des acteurs de la société civile était d'être une doublure des organisations politiques, ou au moins, une sorte d'antichambre pour y accéder, dans les instances dirigeantes comme dans l'opposition. De même, elle fonctionne comme une société dont les intérêts sont fortement économiques et financiers, comme si les

organisations civiles étaient de petites et moyennes entreprises, ou même de gros trusts au service des conglomérats étrangers. L'imbrication de cette vision politique et économique vide l'engagement des militants de toute la force qui lui permettrait de se concentrer sur les problèmes spécifiques à résoudre et pour les résoudre effectivement.

Un exemple connu : la RDC est sans doute le pays qui a le plus grand nombre des organisations de la société civile pour la recherche de la paix au kilomètre carré. Elle est en même temps le pays où ces organisations sont traversées par d'intenses conflits de pouvoir et s'accrochent aux financements extérieurs avec une impressionnante énergie, sans qu'à ce jour une voie congolaise de construction d'une société de paix ait été ouverte vraiment par ces organisations. Pourquoi ? Parce que la paix n'est pas globalement pour ces organisations un problème à résoudre mais une opportunité d'accès aux strapontins politiques ou à l'enrichissement grâce aux aides extérieures pour certains personnages qui savent profiter du chaos congolais et de la misère de nos compatriotes. Même s'il existe des hommes et des femmes de bonne volonté qui s'adonnent de tout cœur à la construction d'une société de paix et prennent des initiatives louables dans ce sens, la ligne globale qui domine dans la société civile congolaise sur la paix n'est pas la leur. D'où l'énorme difficulté qu'il y a aujourd'hui à trouver de vraies solutions

proposées par cette société civile. Les solutions pour la paix, ce sont les instances politiques, diplomatiques et géostratégiques qui les proposent, mais toujours en termes de guerre. D'où la désastreuse impression que donne le Congo où *l'on s'intéresse plus à la guerre qu'à la paix, où l'on pense la paix en termes de guerre*, depuis de longues décennies.

Un autre exemple connu : la profusion de ce que le romancier congolais Baenge Bolya appelle la « profanation des vagins » ou le viol massif et cruel des femmes dans la région Est de la RDC. Dans ce pays aujourd'hui considéré comme « la capitale mondiale du viol » par la communauté internationale pullulent des organisations de lutte contre ce phénomène. Si vous cherchez aujourd'hui à savoir laquelle de ces organisations dispose d'une stratégie de lutte véritable pour changer l'ordre des choses, vous serez étonné de constater que celle qui est la plus efficace est un hôpital où un grand médecin congolais, le docteur Denis Mukwege, « répare » les femmes violées, pour reprendre une expression de la journaliste belge Colette Braeckman. C'est-à-dire : agit en aval du problème. Les autres lieux de lutte contre le viol massif des femmes sont en majorité des tambours pour dire au monde entier tous les tourments et toutes les souffrances des femmes congolaises, sans qu'il y ait véritablement une solution congolaise durable à ce problème, ni au plan de la psychologie collective, ni au plan des décisions juridiques, ni à l'échelle de la recherche sur

les stratégies de l'éducation humaine. Pourquoi en est-il ainsi? Parce que «la profanation des vagins» est *instrumentalisée par de petits systèmes pouvoiristes* de combat pour accéder au champ politique ou par la volonté de drainer l'aide financière internationale vers certaines organisations.

Un troisième exemple : la lutte pour les droits de l'Homme. Le Congo y investit beaucoup d'énergies à travers des grandes organisations comme *La Voix des sans voix* ou *L'action des Chrétiens pour l'abolition de la torture*, avec des remarquables résultats en termes de mobilisation des forces de résistance, de révolte et de transformation sociale. Curieusement, c'est dans ce domaine que la lutte des « ego » de chefs est la plus féroce, pour acquérir une dimension nationale de grande figure politique. Cela prouve que l'essentiel dans la lutte pour les droits de l'Homme est le *positionnement politique* et pas les droits de l'Homme en tant que tels. D'ailleurs, le nombre d'anciens militants des droits de l'Homme qui sont maintenant dans les rouages politiques du pays prouve à suffisance que l'orientation des chefs des mouvements civiques a eu une visée d'entrer dans le cercle du pouvoir ou de l'opposition.

Dans plusieurs autres domaines, on peut multiplier les exemples. Mais il ne faut pas prendre cela comme une vision pessimiste de l'action de la société civile au Congo. Nous avons voulu ici présenter seulement les pathologies

qui empêchent que cette société civile donne la mesure d'elle-même dans un pays écrasé par de gigantesques problèmes à résoudre. Quand dans un tel pays l'idée de société civile est gangrenée par des ambitions politiciennes et un désir effréné d'enrichissement personnel, on peut craindre que l'imaginaire national soit troublé et perturbé par des perceptions négatives des militants de la société civile par le peuple. Aujourd'hui, cette perception est effectivement très négative et rien n'indique qu'elle changera réellement à court terme, surtout quand on voit que certains problèmes cruciaux comme la condition des paysans, les misères urbaines, le désarroi du système éducatif et tant d'autres qui doivent mobiliser les acteurs de la transformation sociale ne sont pas pris en compte selon l'esprit d'une société civile consciente de son identité et de son authenticité.

Il y a donc un changement de fond à opérer dans l'idée de la société civile et dans l'image que donne d'elle les militants qui en défendent le travail en République du Congo. Nous pensons ici non seulement aux fonctions pratique, critique, créative et utopique sur lesquelles le schéma d'Hillary Rodham Clinton insiste, mais à un autre schéma qui permettrait de penser autrement les structures, les valeurs, les intérêts et le sens de la transformation sociale par les acteurs de la société civile.

4. Quand les structures, les valeurs, les intérêts et le sens s'effondrent

Ce schéma, nous le trouvons dans l'idée de trois constructions pour la transformation sociale proposée par le penseur français Michel Séguier dans ses analyses des œuvres du pédagogue brésilien Paulo Freire et de l'activiste américain Saul Alinski. Il s'agit « de *la construction d'une conscience, de la construction d'une alternative et de la construction d'un pouvoir de changement.* »⁹

La conscience, c'est celle «des situations et discriminations jugées insupportables, sans réelle perception d'issues possibles ; d'injustices flagrantes et permanentes ; de menaces pour notre vie et notre survie ; de dépossession totale d'un pouvoir ; de toutes choses ayant été ou étant encore subies au Congo avec des fréquences et des intensités variables mais toujours fortes et préjudiciables. »¹⁰

Les alternatives, ce sont les solutions concrètes que l'on forge comme réponses aux situations insupportables et que l'on met en œuvre pour que la société change véritablement grâce à la société civile et à son action.

⁹Michel Séguier, « Les trois constructions : d'une conscience - d'une alternative - d'un pouvoir à partir des révoltes », in Bustani ya Mabadiliko, *Des révoltes constructrices pour le Congo, Expériences des accompagnateurs des dynamiques de paix dans des contextes de crises*, Pole Institute, 2013.

¹⁰Ibidem

Le pouvoir, c'est l'énergie de construire ces solutions de changement dans la vie de tous les jours, conformément à l'idée que l'on a de ce que la société civile devra être.

Les structures de cette société civile, les valeurs qu'elle défend, les intérêts qu'elle promeut et le sens qu'elle donne à son action dépendent de la triple construction de la conscience, des alternatives et du pouvoir, dont l'orientation est différente de ce que font les autres champs du *smart power*, notamment : le pouvoir politique et le pouvoir économique dans leur propre substance.

Au Congo, les structures de la société civile se calquent sur les instances politiques dont elles reprennent les titres et les modes de fonctionnement jusqu'à la caricature. Elles ont en leur sein les majorités et les oppositions, les gouvernements légitimes et les ailes illégitimes, les présidents reconnus et ceux qui les contestent, tout cela dans une atmosphère de tintamarre qui les éloignent de leur vraie légitimité : les problèmes réels à résoudre. On retrouve en elles les clivages ethniques et les dynamiques tribales qui agitent le monde politique. Elles fonctionnent avec des allégeances politiciennes et défendent les intérêts des hommes de pouvoir de manière visible, sans se demander si ces allégeances relèvent encore de l'authenticité de la société civile ou pas. Aujourd'hui par exemple, il existe une société civile clairement proche du gouvernement en place, une nouvelle société civile qui se

positionne comme une force d'opposition, une autre société civile qui se pense comme authentique et d'autres encore qui se définissent selon leurs critères à elles. Un véritable capharnaüm sans unité de vision ni solidité d'ambition. Dans un tel contexte, il est difficile d'attendre une transformation sociale digne d'une société intelligente.

Il en est de même dans le champ des valeurs à défendre et à promouvoir. De par son insertion dans la logique politique et dans ses forces financières, la société civile a perdu la consistance de la foi en l'humain qui définit son identité. Elle ne donne pas l'image d'une force éthique capable d'enrichir l'ordre politique et économique de la nation avec des normes qu'elle respecte elle-même. Elle est plus apparentée aux cymbales qui retentissent de manière stérile que du levain qui fait lever la pâte d'une société heureuse.

Cela se voit dans son manque du souci ferme d'intérêts communs à défendre et de méthodes d'action concertées pour mobiliser la société autour de ce dont les populations ont besoin pour vivre une vie digne. Seuls des sujets qui ont une teneur politique comme la révision de la constitution et le renouvellement du mandat du président de la République la fait un peu bouger, comme si des causes telles que l'insécurité endémique et la misère chronique du peuple ne méritaient pas aussi un engagement visible et clair.

Il y a comme un manque de sens dans le fonctionnement et la gestion de cette société civile : quelque chose comme une absence de vision haute de l'homme et de son destin, du pays et de sa destinée, pour galvaniser les énergies de la transformation sociale.

5. Que faire ?

La question qui se pose maintenant dans ce paysage est celle-ci : Que faut-il faire ? *Il faut Repenser et refonder la société civile congolaise de fond en comble.*

Repenser l'idée de la société civile au Congo selon les normes du pouvoir intelligent dont parle Hillary Clinton, c'est un travail que les militants devront faire afin d'intégrer leurs projets, leurs initiatives et leurs actions dans une relation fertile avec l'Etat dans ses responsabilités, l'économie dans sa productivité et la communauté nationale dans son ensemble comme société intelligente.

Refonder la société civile, c'est intégrer ses structures dans la dynamique des valeurs et des intérêts vitaux des populations dont les problèmes devront être le cœur de toutes les préoccupations des militants.

C'est dans la mesure où la société civile s'insérera dans la dynamique de la construction d'une société saine et d'un pouvoir intelligent qu'elle sera vraiment à la hauteur des espérances du peuple au Congo en elle.

Si notre monde actuel comprend cela maintenant, il deviendra capable d'orienter l'action de transformation sociale dans le sens le plus fertile pour toutes les nations. Le Congo doit le savoir. L'Afrique doit le comprendre. Ils doivent en tirer toutes les conséquences. Notamment : devenir capables de se prendre en charge et de prendre en charge le destin du monde, de porter le monde et d'être portés par le monde dans un esprit de liberté, de responsabilité et de solidarité.

8

La révision de la constitution : une question fondamentale ?

Ceci est une chronique que nous avons écrite au moment où le problème de la révision de la constitution pour permettre au Président de la République de se présenter pour un troisième mandat avait divisé le Congo en deux camps antagonistes. Dans les turbulences des esprits et les tempêtes des révoltes tout au long de l'année 2014, des lames de fond de la crise de l'homme congolais dans son intelligence sociale et dans son image internationale étaient clairement apparues. Leurs séquelles sont encore dans toutes les consciences. Il ne faut pas qu'on en oublie les significations dans les exigences de construction d'une nouvelle politique et d'une nouvelle gouvernance face au futur.

Pour peu qu'on ait en soi le sens des priorités dans la vie d'une nation dont l'ambition est de trouver une place de choix parmi les peuples dans le monde, les débats qui dominent le landernau politique congolais aujourd'hui donnent l'impression de manquer de clairvoyance sur ce dont le pays a vraiment besoin maintenant. Partout, c'est l'année 2016 qui semble l'horizon décisif, soit pour la conservation du pouvoir politique par ceux qui l'ont

aujourd'hui, soit pour la prise des rênes du pays par une nouvelle équipe, au bout d'un processus électoral dont on souhaite qu'il soit le plus transparent et le plus honnête possible. Dans ce débat, le poids que les Congolais accordent à la capacité de la politique congolaise d'être tout d'un coup différente de ce qu'elle a toujours été depuis l'indépendance du pays pose problème. Pose en même temps problème la créance faite aux grandes puissances de pouvoir tout d'un coup faire autre chose au Congo que ce qu'elles ont toujours eu comme option face à l'espace territorial qui, depuis le commerce triangulaire, demeure dans l'ordre géopolitique qu'elles animent..

1. Une politique-miracle

Quand on écoute les défenseurs de la révision de la constitution dans leur ambition, certes légitime à leurs propres yeux, de poursuivre leur œuvre actuelle de gouvernance du pays et de gestion de l'Etat, on s'étonne que la question centrale soit seulement celle de la conservation du pouvoir. Personne ne se demande quelle est l'essence même de ce pouvoir que l'on détient et quel est son sens dans un pays indépendant depuis plus de cinq décennies. Un pays dont le bilan global est d'être aujourd'hui à la queue du classement des nations modernes en matière d'indices du développement humain, alors que tout, en lui, ouvre la voie d'une destinée fertile et lumineuse au sommet des peuples qui comptent vraiment comme

peuples créateurs dans l'ordre mondial. Ce pays, le monde entier sait qu'il est le pays de toutes les contradictions. Il est un ciel bleu de possibilités fabuleuses en même temps qu'un trou noir des misères indicibles. Il est ce que la Secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton « a vu de pire dans le monde », après sa visite dans le Kivu, et ce que le Président chinois Xi Jinping a touché de plus prometteur comme espoir d'enrichissement infini, si l'on en juge par l'intérêt grandissant de son pays pour la RDC. Il est le battement du cœur de tous ses voisins qui en connaissent les trésors et le chemin de croix d'une multitude de ses citoyens dont la souffrance est le destin de chaque jour. Quand on gouverne un tel pays et qu'on veut continuer à le gouverner au prix d'une révision constitutionnelle, on ne peut pas compter que sur la fureur de la violence d'Etat ou sur les forces de terreur et d'oppression pour valider politiquement le *statu quo* pour le *statu quo*. On devrait compter sur la crédibilité de l'idée que l'on a de l'engagement politique et sur la splendeur du rêve que l'on doit insuffler dans l'esprit de son propre peuple. Depuis l'indépendance du Congo jusqu'à ce jour, le déficit d'une haute idée de la politique et d'un puissant rêve d'avenir est manifeste. Les Congolais vivent dans un contexte où les piliers et les leviers de la gouvernance politique et de la gestion de la nation par les élites oscillent entre roublardise, mensonge, enrichissement illicite et absurde, exaltation des identités meurtrières, violence destructrice, inconscience, incompétence, étourderie et pillage de leur

propre pays par ceux-là mêmes qui sont censés lui construire un splendide destin. C'est là le fond du problème depuis le 30 juin 1960 jusqu'à ce jour. Il manque des hommes-forces du point de vue de l'intelligence et des valeurs pour incarner une politique en rupture avec la vision qui a dominé l'histoire de la RDC. Ces hommes-forces, la révision de la constitution les donnera-t-elle par baguette magique ou par émerveillement enchanteur ? L'élite qui gouverne ce pays est-elle capable de devenir une élite des hommes-forces pour une autre politique, avec de nouveaux rêves pour le Congo et de nouvelles possibilités de grandeur humaine pour la nation ? Existe-t-il une garantie qu'une rupture avec l'idée congolaise de la politique est possible avec les mêmes hommes et qu'un renouveau de l'intelligence politique peut être enclenché, ici et maintenant, dans la libération de nouvelles utopies pour la nation ? Ces questions, rien n'indique qu'elles sont fondamentales dans le débat sur la révision constitutionnel-le. On paraît les esquiver sans cesse dans les querelles de clocher et les incantations partisans, comme si l'enjeu n'était pas la vie de toute une nation et l'avenir de tout un peuple.

En plus, comme la politique au Congo n'a pas seulement besoin d'hommes-forces, mais aussi d'un Etat fort et d'institutions fortes, pour reprendre la belle expression de Barack Obama dans son célèbre discours d'Accra, il est étonnant que l'on ne pose pas la question de savoir si les

institutions sont fortes et fertiles telles qu'elles fonctionnent depuis l'indépendance et si leur visage actuel est un visage d'ambition et d'espérance pour la nation. Ceux qui refusent la révision de la constitution ne s'accrochent qu'aux articles qui verrouillent la Loi fondamentale pour que l'actuel Président de la République ne se représente pas. Mais le problème de fond est-il là ? Si les Congolais sont confrontés à une situation où il manque à la nation des hommes-forces dans une grande vision de la politique comme gouvernance éthique et gestion compétente des affaires, cela ne serait-il pas lié au fait que les institutions ne sont plus un terreau propice pour faire émerger ces hommes-forces ? Quand on observe attentivement les réalités politiques dans leur fond, il n'est pas possible de dire aujourd'hui que les personnalités de l'opposition sont dans un moule autre que celui de la vision politique des Congolais depuis l'indépendance jusqu'à nos jours ? A en juger par les priorités qu'affichent les opposants quand ils s'approchent de la « mangeoire » du pouvoir en place et les attitudes qu'ils adoptent, globalement parlant, quand leurs intérêts sont en jeu, on se convainc sans effort que la question du Congo, c'est le moule mental et ses logiciels qui régulent « l'être-politique congolais ». De cela, le landernau de l'opposition congolaise ne parle pas. Il ne pose pas les vraies questions de la pertinence et de la fécondité de l'ordre institutionnel congolais dans son ensemble.

Sous cet angle, pouvoir et opposition sont logés à la même enseigne de « ratage de cible » dans le débat sur l'avenir du pays, comme dirait Christian Arnspenger. Il convient de sortir maintenant de leur logique de « ratage de cible » pour poser les vraies questions, pour miser sur l'émergence des hommes-forces et pour tableur sur la fertilité des institutions fortes afin que le Congo devienne un pays crédible et sérieux dans le monde. L'essentiel est là. Tout le reste n'est que phraséologie et bavardage de politiciens.

2. Une confiance béate dans une communauté internationale qui a sa propre logique

Il n'y a pas longtemps, une personnalité importante du monde diplomatique, qui requiert l'anonymat, a posé la question suivante : « *Comment se fait-il qu'après la tragédie de l'esclavage, le drame de la colonisation, la croix du néocolonialisme et le carcan de la mondialisation actuelle, les Congolais continuent de croire que c'est de la communauté internationale que viendra le salut de leur nation ?* » La question est capitale. Par manque de mise en perspective historique des problèmes de leur pays, beaucoup de Congolais croient actuellement que c'est de la bouche du Président américain Barack Obama ou de son Secrétaire d'Etat John Kerry que viendra la solution de l'équation de l'année 2016 : « *Changer la Constitution ou pas ? Donner le pouvoir à une autre dynamique d'espoir politique ou non ?* »

En se situant dans cette perspective, on oublie que Kerry et Obama sont américains, qu'ils portent un rêve américain sur le monde entier en eux et qu'ils défendent une vision américaine du monde fondée sur les intérêts américains. On oublie qu'au Congo, la vie se module sur une mentalité congolaise, une vision congolaise de la politique et sur moult pathologies dont souffre le pays depuis l'esclavage jusqu'à aujourd'hui ? Si la solution aux problèmes du Congo est américaine, quelle qu'elle soit, ce sont les Etats-Unis qui seront gagnants dans les enjeux congolais de leur propre politique mondiale. A ce moment-là, révision constitutionnelle ou non, rien de fondamental n'aura changé pour un Congo incapable d'avoir ses propres solutions à ses propres problèmes. L'opposition congolaise ne voit même pas cela quand elle vibre à chaque parole américaine sur le respect de la Constitution du pays. Le pouvoir en place n'est pas plus lucide non plus. Même s'il roule les mécaniques en faisant semblant de ne pas voir où sont les intérêts américains au Congo aujourd'hui, il ne peut pas être amnésique. Il ne peut pas l'être au point d'oublier que s'il ne travaille pas en tenant compte de ces intérêts, il finira comme ont fini d'une part, l'ordre dictatorial de Mobutu, parangon des Américains dans la guerre froide, et d'autre part, l'ordre illusionniste de Laurent Désiré Kabila, l'homme qui voulut exalter la liberté et la souveraineté du Congo en faisant fi des exigences de ceux qui l'avaient fait roi. Dès qu'on perd de vue que la solution aux problèmes du Congo exige une intelligence capable de mettre ensemble les vrais

intérêts de la nation et les intérêts d'une nation comme les Etats-Unis dans la géopolitique mondiale actuelle, on danse sur le vide et « *le vide nous attend* », comme dirait Jean-Claude Guillebaud. Les débats sur la révision de la Constitution ne mèneront nulle part. En réalité, les Congolais doivent savoir ce qu'ils veulent comme projet d'avenir pour leur pays et comment ils devront conjuguer ce projet avec les intérêts des partenaires occidentaux, les Etats-Unis en premier, au nom des hautes et grandes aspirations du peuple. Un Congolais qui ne verrait pas cela serait du mauvais côté de l'histoire, pour reprendre une autre expression phare de Barack Obama.

Soyons clairs : ce dont il s'agit aujourd'hui, ce n'est pas de l'intérêt de telle ou telle personnalité politique, de tel ou tel parti, de tel ou tel camp politique, mais des intérêts du peuple congolais dans son ensemble face aux intérêts des partenaires traditionnels du pays. Aura l'avenir avec elle la dynamique politique qui s'inscrira dans cet horizon.

Il y a plus. Pouvoir en place et opposition congolaise perdent de vue une autre réalité historique qui est de plus en plus d'actualité. A savoir que l'espace du bassin africain que constitue le Congo aujourd'hui a été conçu comme un terrain de commerce libre où d'immenses intérêts doivent se négocier. Actuellement, de nouveaux acteurs mondiaux entrent dans ce schéma du Congo ouvert aux compétitions : la Chine, le Brésil et l'Afrique du Sud, pour ne prendre que

ces pays. Ces nations ont leurs intérêts en RDC et il faudrait qu'ils voient que ce pays aussi a ses propres intérêts comme entité globale qui veut réussir son destin. Si, à la place des intérêts d'une grande entité nationale ambitieuse, ils se retrouvent face à des intérêts purement individuels sans commune mesure avec un grand rêve congolais, ils ne négocieront rien de grand ni rien de puissant avec la RDC quant à sa place dans la géopolitique mondiale. Telle ne peut pas être la voie du futur congolais. Il faut des hommes-forces congolais et des institutions congolaises fortes pour incarner l'avenir qui doit être le leur : « *un peuple grand, un peuple libre à jamais* », tel que l'exalte l'hymne national d'antan, *La Zaïroise*.

Dans ce contexte, la question pour le pouvoir en place et pour l'opposition congolaise est de penser les intérêts congolais dans une géostratégie responsable, qui fasse chercher les solutions congolaises aux problèmes du Congo. Il faut alors être Congolais ensemble, penser le Congo ensemble, organiser le Congo ensemble face aux intérêts multiples en compétition sur ses terres, en parlant à partir des intérêts vitaux du Congo. Il sera ainsi possible d'inventer un langage, une vision et des ambitions pour affirmer sa liberté, sa dignité et son indépendance dans les inter-solidarités, les interdépendances, les coopérations en même temps que dans les compétitions et les confrontations fructueuses sans lesquelles il n'y aura pas de Congo émergent.

3. Emerger : une responsabilité commune

Pour l'émergence du Congo comme grand pays dans le concert des nations, le peuple congolais doit savoir deux choses aujourd'hui.

Un : Les querelles sur la révision de la Constitution ne sont qu'une écume au-dessus des vrais problèmes du destin du pays. Il convient d'avoir le courage d'affronter ces problèmes ensemble, comme Nouveaux Congolais responsables de leur indépendance et de leurs interdépendances dans le monde. Croire que les petits intérêts de politique prédatrice, partisane et autiste servent la nation, revient à perdre un jour, et pour de bon, le Congo.

Deux : La nation a besoin de Nouveaux Congolais et de Nouvelles Congolaises, Hommes-Forces et Femmes-Puissances qui s'investiront dans la construction d'un nouvel ordre politique crédible, avec des institutions fortes et une constitution solide. Non pas la Constitution légère et éphémère des politiciens, mais la Constitution du peuple congolais, socle inébranlable pour une grande destinée parmi les nations.

9

Les piliers de l'action politique des Nouveaux Congolais

Dans la dynamique des sciences politiques et des recherches qui les portent aujourd'hui, il est admis que l'on doit distinguer clairement entre le politique, la politique et l'engagement civique concret dans la construction d'un autre monde possible. Avec cette distinction, chaque sphère, chaque orbe a sa rationalité de grandeur et ses risques. Il convient de bien les comprendre et d'en bien saisir le sens quand on a pour ambition, comme en RDC actuellement, de construire une nouvelle destinée et une nouvelle image pour la nation autour des impératifs d'émergence et de révolution globale.

1. Sphères de rationalités politiques

Le politique dans sa rationalité est le souffle communautaire de grandeur pour la transformation sociale: la haute vision qu'une communauté socio-historique devrait se donner dans ce qu'elle veut être comme force fertile de l'être-ensemble, comme limon et ciment d'un vivre dans l'unité pour construire une société de bonheur partagé. Cet être-ensemble et ce vivre-ensemble se nourrissent d'un imaginaire communautaire

arraisonné par une forte capacité de s'inventer ensemble un grand destin « en pensée, en paroles et par action ». Il s'agit d'une puissante volonté d'organiser tout l'espace d'existence en fonction de ce que l'on considère comme sublime et que l'on ambitionne d'incarner dans des initiatives pour une société heureuse. Plus radicalement, on désigne par ce mot l'énergie ardente d'aménager une aire publique d'imagination créatrice qui puisse épanouir les citoyens et les citoyennes dans la prise en charge de leur liberté, de leur responsabilité et de leur puissance de solidarité, pour donner à leur société l'image la plus haute d'elle-même et de son devenir. Le politique dans sa rationalité de grandeur est ainsi un investissement commun de l'imaginaire pour un étincelant destin communautaire dans tous les grands enjeux du devenir d'un groupe humain, à quelque niveau que ce soit, pour changer l'ordre des choses. L'objectif est clair : changer l'ordre des choses quand les choses ne sont pas à la hauteur de ce que l'on voudrait qu'elles soient.

Au cœur de cette perspective communautaire se pense, se structure et rayonne l'orbe de la politique comme sphère spécifique d'orientation et d'action : là où des hommes et des femmes se chargent de diriger l'espace public en toute responsabilité, avec le souci d'organiser cet espace selon une vision claire de promotion humaine. La politique est ici l'ordre d'un service nourri par les exigences et les valeurs les plus fondamentales de l'humain, selon une perspective

dont on attend qu'elle garantisse à chaque citoyen un pouvoir de libération de ses énergies créatrices et de son génie inventif.

L'engagement civique, pour réussir la vie individuelle et collective et construire une société heureuse, s'inscrit ainsi dans un ordre politique non seulement au sens d'une imagination communautaire de l'être et de l'agir ensemble, mais dans un espace concret de sécurité assuré et garanti par des institutions solides. Il est irrigué par une rationalité imaginante qui place haut la destinée d'une communauté et ses rêves de bonheur, comme le veut le politique. En même temps, il s'alimente de la force des structures institutionnelles où il peut s'épanouir, dans la confiance envers les dirigeants dont la mission est d'être au service de la communauté comme lieu où se déploient les forces créatrices du groupe, depuis les petites entités locales jusqu'à l'échelle des nations et des civilisations.

Le politique, la politique et l'engagement civique sont ainsi intimement liés. Ils sont unis dans l'action politique. Dans la mesure où celle-ci est une dynamique globale de rencontre et d'inter-fécondation entre les trois sphères de rationalité ainsi mises en lumière, elle est une dynamique éthique. Elle ne peut qu'être une dynamique éthique. Il faut entendre par là qu'elle est pouvoir d'épanouissement de la communauté et de rayonnement de ses ambitions de bonheur partagé, à travers un sens radical de l'organisation et une

gouvernance féconde portée par une gestion compétente de la chose publique. C'est un pouvoir guidé et éclairé par l'idée du bien commun et des valeurs communautaires, même au cœur des conflits qui ont tendance à déchirer le tissu du champ social dans son ensemble. Elle constitue ainsi une énergie de responsabilité à travers laquelle les personnes en charge des tâches publiques rythment leur destin dans la volonté de forger chez un peuple la force de maîtriser, de juguler et de vaincre les houles d'inhumanité qui peuvent détruire l'existence communautaire. Il s'agit, au fond, d'une volonté de liberté et de bonheur qu'il convient de développer et de promouvoir chez ces personnes dont la charge est non seulement d'incarner les quêtes les plus hautes et les plus fondamentales de l'humain dans l'espace public, mais aussi de dynamiser les rêves ardents, majestueux et immenses des populations, sous le soleil du bien et de l'idéal comme idées régulatrices de la responsabilité individuelle et communautaire.

L'imbrication du politique, de la politique et de l'engagement civique est telle que toute la société (les populations comme leurs dirigeants) se détermine sur les rêves et les aspirations où l'éthique doit avoir une place fondamentale. Il s'agit d'un agir ensemble citoyen pour changer tout ce qui ne va pas au nom de ce qui doit aller, de ce que l'on veut comme monde souhaitable pour chaque personne et pour la communauté nationale : le bonheur partagé.

2. Pragmatisme implacable et réalisme lucide

Malheureusement, la vision idéale du politique, de la politique et de l'engagement citoyen, malgré l'éclat de leur beauté et la splendeur de leurs idéaux, sont confrontés aux réalités anthropologiques de la violence et du mal, tout au long de l'histoire humaine et partout dans le monde. Ces réalités ont aliéné le politique et l'ont transformé en ce qu'il ne doit pas être : l'égoïsme des intérêts souvent destructeurs, qui brisent et ruinent l'être-ensemble et l'agir-ensemble, empêchant ainsi la communauté de se concentrer sur l'essentiel : le bien-être, la prospérité, l'épanouissement et le développement. Cette anthropologie des divisions conduit à l'ontologie de la hiérarchie qui fait croire aux dirigeants qu'ils appartiennent à un ordre supérieur de l'être et non au monde du service à rendre aux autres dans l'organisation de la société pour le bonheur communautaire. Le déséquilibre ontologique ainsi créé conduit les dirigeants à défendre leur pouvoir et leurs intérêts dans des structures de violence et des appareils idéologique d'Etat, comme dirait Althusser, au service de la coercition, de l'oppression et de la domination écrasante. Les citoyens aussi s'engagent dans les logiques inégalitaires, dans le vertige du jeu mortel des intérêts qui détruisent le tissu social. Celui-ci se fragmente dans des psychologies et des imaginaires viciés par leur enfermement dans des mentalités de ghetto, de caverne, de

labyrinthes ethniques, nationaux ou raciaux. L'engagement citoyen cesse d'être une dynamique communautaire pour réussir l'être-ensemble. Comme le politique et la politique, il subit la gangrène de l'ontologie inégalitaire et de l'anthropologie de la violence. Tout se pollue et c'est cette pollution que l'on désigne par le terme de pragmatisme du pouvoir, selon la grande tradition philosophique qui, de Kautila en Orient à Machiavel en Occident, a fait du mal, de la roublardise, de la ruse et de la force l'essence de la rationalité politique. Le champ politique est devenu un monde où la construction de l'être-ensemble cède la place à la compétition généralisée dans tous les domaines de la vie. Il se configure comme une sphère où la volonté de conservation du pouvoir fait des dirigeants politiques des tueurs, au propre comme au figuré. Sa logique se rythme comme une dynamique où les populations ne sont un peuple que de nom, sans un engagement dans une volonté communautaire de construction du bonheur partagé.

Mais il ne faut pas voir les choses en noir et blanc, disent les sages. Il n'y a pas d'un côté la sphère d'une rationalité politique authentique qui serait l'ordre du bien et de l'autre, la sphère de l'inauthentique où le champ politique serait dominé par le mal. Tout est en tout, comme disait Hampaté Bâ et la vie humaine est à penser et à vivre comme une destinée, selon Engelbert Mveng. C'est-à-dire comme le combat entre les puissances du mal et les énergies du bien. Tout le problème est de savoir comment

être le plus loin possible des puissances de destruction et de leurs antivaleurs, et comment être le plus près possible des énergies du bien et des valeurs qu'elles proposent. Alchimie difficile à réaliser si l'on ne prend pas conscience des aspirations fondamentales de l'humanité qui apparaissent dans les choix de civilisation où les sociétés considèrent qu'elles réalisent la plus haute idée d'elles-mêmes ou pas.

3. L'horizon éthique, scientifique et spirituel de l'ordre politique

Aujourd'hui, en posant un regard d'ensemble sur l'histoire politique de l'humanité, on devrait voir que les progrès de la conscience éthique dans le domaine de la politique sont sensibles dans le discours sur la liberté contre la tyrannie, sur la démocratie contre l'autoritarisme, sur les droits humains contre l'oppression, l'exploitation et l'aliénation. Cette ligne de vision est une ligne d'humanité et rien ne pourra faire que ceux qui la nient ou la combattent deviennent les hérauts de la grandeur du genre humain. Galigula, Gengis Khan et Hitler ne seront jamais les figures de ce que l'humain devrait être en politique. Ce que l'humain devrait être, c'est du côté d'Akhénaton, de Nzinga Nkuvu et de Gandhi qu'il faudrait le chercher pour trouver le souffle du bonheur communautaire, quoi que pensent les pragmatiques de tous bords.

Fait aussi partie de la ligne pour l'humanité la montée d'une conscience planétaire des problèmes des sociétés contemporaines. Qu'il s'agisse des questions écologiques, des préoccupations de justice et d'égalité dans la distribution des richesses, du souci des générations futures ou de l'idée d'un autre monde possible, tout montre que l'idée de la politique, l'idée de la politique et l'idée de l'engagement citoyen ont une dimension mondiale où l'éthique est une exigence fondamentale. L'élan devra aller vers la construction d'une civilisation de l'altruisme et de la fraternité à l'échelle de la planète tout entière. Malgré les guerres, malgré les intégrismes et les barbaries, malgré les folies des dictatures et les ravages de certains nationalismes ou de certaines identités ethniques meurtrières et chaotiques, la route de l'avenir est celle d'une politique éthique dans ses rationalités de fond. Les antivaleurs ne font pas une politique et ne peuvent pas construire l'humanité à venir. Comme l'ivraie dans le champ de l'histoire dont on pourra se libérer qu'à la fin des temps, nous savons qu'elles sont difficiles à éradiquer. Cependant, toute la perspective d'une civilisation de la science consiste à savoir comment lutter contre les forces de destruction, ici et maintenant.

C'est pour cela que le deuxième pilier de l'ordre politique du futur est la rationalité scientifique : la capacité de développer des attitudes d'efficacité fondées sur la connaissance de l'homme et des sociétés humaines en vue

de les changer dans le sens de l'organisation la plus fructueuse possible, secteur par secteur, en mettant ensemble les civilisations dans ce qu'elles ont de plus riche et de plus fécond. Il faudra alors considérer les archaïsmes des antivaleurs comme des pathologies. Il faudrait aussi les traiter comme on traite toutes les pathologies : avec des vaccins et des produits de guérison efficace. Et le vaccin comme produit le plus efficace, c'est l'éducation mondiale alimentée par une nouvelle idée politique à l'échelle planétaire : une politique sensible et ouverte aux recherches scientifiques, qu'il s'agisse des sciences exactes ou des sciences humaines. Il n'est plus possible de vivre l'action politique comme si les connaissances scientifiques de l'homme n'existaient pas.

Il y a plus. L'éducation à de nouvelles rationalités ne peut réussir si elle n'est pas irriguée par ce qui donne lien et sens à la vie humaine, qui confère une âme à l'action politique : la spiritualité. C'est-à-dire l'ouverture à un ordre de transcendance au sens plein du terme. Il faut prendre la transcendance d'abord au sens réaliste du terme : la transcendance des intérêts communs à défendre par les membres de chaque communauté, de chaque continent, de chaque civilisation et du monde dans son ensemble. Il faut aussi donner à la transcendance un autre sens fort : la transcendance des valeurs où les êtres humains reconnaissent la plus haute idée de leur essence. Il faut aussi entendre par transcendance le fait de prendre au

sérieux la perspective métaphysique d'un ordre de l'être qui dépasse l'existence terrestre et que les grandes traditions religieuses reconnaissent comme l'Être suprême et la Réalité ultime. Si le terme n'était pas galvaudé et réduit à rien dans le monde actuel où Allah et Yahvé sont dans toutes les barbaries et dans toutes les cruautés, nous aurions pu parler de Dieu. Nous ne le faisons pas parce que l'esprit du temps, dans le monde actuel, ne sait plus si Dieu a un sens ou non, s'il a une consistance pour orienter et animer l'esprit d'une civilisation ou pas. Bien sûr qu'au Congo, le terme et ce qu'il désigne sont à la mode et sont vécus à l'envi, célébrés à profusion, *ad nauseam*. Mais les fruits de cette agitation spiritualiste poussent-ils à prendre Dieu au sérieux en termes de transformation sociale ?

Dans cette réflexion, le débat ne se situe pas à ce niveau. Ce qui importe, c'est d'éduquer les hommes selon l'horizon des intérêts, des valeurs et du mystère suprême de la réalité, en vue de transformer la vision du champ et de l'action politiques dans le sens le plus fertile, le plus porteur d'humanité.

4. Politique pour les Nouveaux Congolais

Au Congo, il est impératif de repenser de fond en comble les rationalités politiques du point de vue de l'éthique, de la vision scientifique des choses et de la force spirituelle de l'être-ensemble.

Depuis l'ère de Mobutu jusqu'à ce jour, le Congo n'a jamais eu une idée éthique de l'action politique, ni du point de vue des valeurs fondatrices du vivre-ensemble, ni du point de vue des normes régulatrices de la vie collective, ni du point de vue des utopies qui donnent sens à sa destinée. Cela a conduit à vivre sous la coupe des élites dirigeantes dont le seul souci est la jouissance des biens matériels par un enrichissement scandaleux et insensé, sans aucun souci du service des populations et des intérêts communs. Toute la population s'est engouffrée dans le même moule et l'engagement citoyen a perdu tout pouvoir de changer le pays en une force créatrice et inventive. Il faut changer cela et c'est la tâche des Nouveaux Congolais de s'affirmer comme de nouvelles forces éthiques dans le désordre du pays et du monde. Faire de l'éthique une stratégie de l'avenir politique de la nation, c'est choisir de réussir l'émergence et le développement du pays.

On doit dire la même chose dans le domaine de l'intelligence scientifique de l'action politique. Depuis Mobutu jusqu'à nos jours, le peuple congolais ne sait pas où il veut aller, avec quels types d'acteurs et par quelles voies il doit le faire. Il donne partout l'impression de nager dans le vide, de tourner en rond. Les problèmes sont débattus sans boussole et le pays s'enlise dans le marasme, dans les guerres, comme s'il n'y avait aucune élite pour réfléchir sérieusement aux solutions à donner aux préoccupations fondamentales de la destinée congolaise. Le temps est venu

de mettre l'intelligence au cœur de la vision politique de soi, par la mobilisation de ce que le pays a comme forces de matière grise.

Il faut aussi aller plus loin et viser plus haut : mettre une vision spirituelle de l'être-ensemble dans l'ambition de réussir le Congo. Par vision spirituelle, nous entendons le souci de se placer face aux perspectives ultimes qu'une nation doit viser : devenir un modèle dans le monde et pour le monde. Plus précisément : devenir un modèle d'un projet de monde nouveau parce que l'on se juge selon les critères d'une communauté pensée au-delà des identités politiques habituelles. Notamment : celles de terroir et de sang, où « *la puissance du tissage de l'en-commun* », comme le dit Kasereka Kavwahirehi, se limite à la tribu, à l'ethnie, à la nation. De cette « *communautas* » limitée, on passe à une perspective « *d'humanitas* ». C'est-à-dire : « *une communauté ouverte à celui qui vient, où tous et chacun même les plus faibles, ont leur place ; une communauté où la circulation et l'échange fondent une dynamique qui est tout le contraire de l'enfermement totalitaire ou de l'accumulation propre à la loi du capital* ». Une telle communauté visant l'*humanitas* est une communauté « en esprit et en vérité », née d'en haut, comme disent les Ecritures Saintes, et déployée dans toutes les exigences de l'identité humaine au sens de plénitude de vie. Elle est ouverte, accueillante, enrichissante pour tous, une vraie chance pour ceux qui viennent en elle pour « naître de

nouveau » à l'humain dans son accomplissement plénier : là où *l'homme dépasse l'homme* et se pense comme une sorte d'énergie divine, force créatrice, organisatrice et dynamisante de l'être-ensemble dans la liberté et le bonheur. Cette perspective n'a jamais effleuré le peuple congolais pour le conduire à réfléchir sur ses possibilités de devenir une chance pour toute l'humanité. De même, rien n'est fait pour lui ouvrir l'horizon spirituel d'un grand projet de grandeur humaine. Un projet formulé en termes d'ouverture et d'accueil, d'hospitalité enrichissante et de don de soi à tous les peuples pour le bonheur partagé. Au temps de Mobutu, la seule perspective spirituelle dans le champ politique fut celle d'une pathologie qui voulut faire de Mobutu un dieu, alors que c'est le pays dans son ensemble qui devait devenir le pays des dieux, le pays des personnalités de liberté et de bonheur, capables d'entendre ce que les religions disent et proposent à l'humanité comme essence divine de l'humain, le sens spirituel de l'action politique. Au lieu d'une ouverture aux autres nations dans la perspective d'une *humanitas* d'enrichissement, on voulut faire du Zaïre un pays arrogant et dominateur, au service de l'impérialisme américain et de sa géostratégie mondiale. Cette fausse grandeur s'effondra et le pays fut réduit à un statut d'insignifiance. Cela se voit dans le mépris et dans la voracité sans respect qu'affichent ses voisins à l'égard des Congolais. Faute d'une spiritualité politique, la RDC a perdu toute consistance humaine comme communauté de destin, si on analyse les réalités sans passion.

5. L'heure du grand choix

Que faire pour reprendre l'histoire en main et s'élever à l'humain en tant que peuple ? Il faut choisir maintenant de croire, individuellement et collectivement, en une autre idée du Congo, plus haute et plus ambitieuse, politiquement parlant. Choisir de vivre une autre idée de nous-mêmes comme Nouveaux Congolais, dans l'imaginaire et dans les structures éducatives. Choisir de s'engager dans des institutions de transformation sociale pour lutter à faire de la RDC ce qu'il doit être dans sa destinée politique : un phare. Ni plus. Ni moins.

10

Clichés, stéréotypes et préjugés négatifs sur l'homme congolais

Le discours sur l'homme congolais dans le monde d'aujourd'hui grouille des clichés, des préjugés et des stéréotypes négatifs sur lesquels les penseurs congolais ne se sont pas beaucoup pencher sérieusement pour savoir ce qu'ils signifient, ce qu'ils posent comme questions essentielles à la société congolaise et ce à quoi ils engagent la nation en termes de remise en question pour une transformation positive du pays. Il est temps de poser un regard serein sur ces typifications désastreuses et de les étudier pour leur donner un sens face à l'avenir de la nation.

1. Clichés, préjugés et stéréotypes récurrents

Côté belge

C'est de la Belgique que viennent les premières typifications dénigrantes pour l'homme congolais actuel. A ce sujet, une intervention fort remarquée du professeur Hans Deboeck, de l'université d'Anvers, est aujourd'hui largement diffusée dans le monde, par la voie de l'Internet. Elle contient des « amabilités » effarantes sur le Congo et

donne beaucoup à réfléchir aujourd'hui parce qu'elle répand des idées fortement partagées dans l'imaginaire belge concernant la RDC.

Voici quelques fleurons choisis pour leur mordant et leur acuité. Il faut être attentif à cela au Congo.

Deboeck affirme : « *En général, les Congolais paraissent comme des gens qui savent tout, mais ne trouvent pas des solutions ni de consensus lorsqu'ils se réunissent, ce qui les amène à ne jamais finir à temps ce qu'ils entament* ». C'est un constat sur l'incompétence congolaise à gérer correctement le temps et la vitesse face aux problèmes, même urgents. Sans doute le professeur Deboeck pense-il au gouvernement de cohésion nationale que le pays n'est pas arrivé pas à accoucher, faute du sens de l'urgence et de l'efficacité.

Il ajoute : les Congolais « *aiment se victimiser (...) pour attirer l'attention* ». Ils oublient ainsi ce qui leur revient comme part essentielle dans l'effondrement de leur pays. Ici, il s'agit d'un constat d'irresponsabilité et d'inconscience qui se voit clairement dans l'extraversion de l'économie congolaise et dans la politique du « compter sur l'étranger », comme dans la gestion de la guerre dans l'est du pays.

Deboeck encore : les Congolais « *ne savent pas distinguer entre l'intérêt de leur nation et le sentiment qu'ils ont à*

l'égard de leurs leaders politiques et tribaux, le tribalisme l'emporte sur le patriotisme ». Le constat ici est celui d'un manque crucial de discernement sur l'essentiel pour construire la nation.

« Ce qui est pire pour les Congolais, continue Hans Deboeck, c'est qu'ils sont désorganisés de haut jusqu'en bas. Les avez-vous vus s'organiser ? Où ? Et qu'est-ce qui est sorti de cette organisation ? » Constat d'inintelligence dans un monde où l'intelligence est œuvre de stratégie collective.

Et Deboeck de conclure, en pensant particulièrement aux Congolais qui vivent en Occident : *« Donnons-leur de la pizza, de la bière Heineken et de la musique pour qu'ils en mangent, boivent et dansent, afin qu'ils en cherchent encore et encore, de peur qu'ils ne reconstruisent leur pays et qu'ils ne développent les idées d'organisation, lesquelles peuvent les pousser à retourner chez eux »*.

Une expression peut résumer cela : les Congolais sont un peuple bête.

Côté Rwanda

C'est justement cette expression qui est utilisée en haut lieu au Rwanda pour désigner globalement l'homme congolais : *ubitshiutshiu*. Il signifie étourdi, homme sans intelligence ni orientation rationnelle de l'existence, incapable de s'accrocher à un projet cohérent de vie et de mettre tous les moyens en jeu pour le réussir.

Dans deux enquêtes menées par International Alert et l'organisation internationale Interpeace¹¹ sur les stéréotypes qui caractérisent les relations entre le Rwanda et la RDC, mis à part certains points positifs comme la joie de vivre et l'hospitalité que les Rwandais reconnaissent au peuple du Congo, l'imaginaire populaire du pays des mille collines voit dans les citoyens du pays du grand fleuve des personnes peureuses et incapables de défendre leur pays, qui n'ont aucun sens de sacrifice et peuvent tout laisser tomber à vau-l'eau pour leurs petits intérêts individuels.

Côté Ouganda

En Ouganda, un sigle dit tout pour caractériser les Congolais : *BMW. Beer, Music and Wife*¹². Le ventre et le bas-ventre en somme. Cela veut dire qu'il ne faut pas attendre du Congolais l'usage du cerveau et de toutes ses forces de réflexion et de créativité. Autant dire un sou-humain, en quelque sorte.

De l'autre côté du fleuve

¹¹ International Alert, *Les mots qui tuent, Rumeurs, préjugés, stéréotypes et mythes parmi les peuples des pays des Grands Lacs d'Afrique*, Nairobi, 2007. Interpeace (Programme régional pour la consolidation de la paix dans la région des Grands Lacs), *Manipulation des identités et stéréotypes, Enjeux et défis pour la paix dans la région des Grands Lacs*, Nairobi, 2013.

¹² Bière, Musique et les Femmes.

Au Congo-Brazzaville, l'exclusion massive des Congolais vivant là-bas rend évidente l'idée que ce pays se fait de la RDC. Ils sont perçus comme un repaire des bandits de grand chemin, un labyrinthe des prostituées dangereuses et contaminées par des maladies sexuellement transmissibles, une engeance d'escrocs susceptible de déstabiliser l'économie du pays qui les accueille et de casser tous ses ressorts éthiques.

Angola

C'est sans doute ce que pensent également les autorités angolaises qui s'adonnent régulièrement à la chasse aux Congolais dans les conditions les plus désastreuses et les plus inhumaines. Les récits que nous avons entendus à Boma sur les souffrances infligées aux Congolais expulsés d'Angola donnent froid dans le dos. Même les bêtes dangereuses sont mieux traitées que ces hommes et ces femmes annihilés dans leur humanité même. Ils sont nuisibles et impitoyablement destructeurs, pense-t-on là-bas.

2. Mauvaises réponses congolaise aux clichés, préjugés et stéréotypes

Vraie ou fausse, cette vision de l'homme congolais ? On ne peut répondre à cette question qu'en considérant la

manière dont les Congolais qui y sont confrontés réagissent et répondent.

« *Tous ces stéréotypes sont faux* », affirme-t-on souvent à Kinshasa, surtout dans les milieux médiatiques et universitaires. On considère qu'il ne vaut pas la peine d'accorder de l'intérêt à des propos sans consistance, qui relèvent moins d'une analyse anthropologique et sociologique sérieuse que des cancans de quartier où l'on bavarde pour ne rien dire.

« *Ce sont des généralisations abusives* », dit-on encore en milieux congolais, surtout chez les politiciens qui cherchent à défendre les politiques qu'ils mènent. On considère que, manifestement, tous les Congolais ne sont pas ainsi et qu'il est inutile de répondre à des allégations qui n'engagent que ceux qui les expriment et ne répondent à aucune perception lucide de la manière dont l'homme congolais, si tant est qu'une telle expression a un sens, se comporte dans la multiplicité de ses identités ethniques, de ses idiosyncrasies et de ses visions du monde.

« *Il faut savoir dans quelle intention les clichés négatifs sur les Congolais sont proférés* », entend-on dire également, surtout dans la société civile qui refuse de regarder les réalités en face. On considère que ce qui est dit surgit soit de la malveillance, soit de la calomnie, soit de la volonté de nuire, surtout quand on sait que les pays où l'on parle mal du Congo sont ceux qui ont des contentieux historiques,

idéologiques, économiques, politiques et militaires avec la RDC. Il n'est pas utile de se laisser enfermer dans des insultes gratuites.

Pourtant, certains Congolais qui aiment débattre entre eux dans les organisations non gouvernementales reconnaissent que ce qu'on dit de leur pays, exagérations mises à part, est vrai. Il suffit de regarder l'état de la nation congolaise pour s'en rendre compte. Ni à l'échelle de la gouvernance, ni dans l'imaginaire social, ni dans la vie de tous les jours, aucun indice probant ne montre que les clichés, les stéréotypes et les clichés sont de typifications indues et non méritées par les Congolais. Même si tous les habitants ne sont pas ce qu'on dit qu'ils sont, la situation globale du pays ne prête pas à l'optimisme. Il y a véritablement problème et il ne sert de rien de jouer à l'autruche, murmure-t-on parfois dans les Nganda¹³ congolais, autour de la bière ou dans les cercles d'intellectuels désabusés par leur propre nation. Il suffit d'être attentif pour entendre ces bruits de la radio trottoir.

D'ailleurs, il n'est pas rare d'entendre dire dans les mêmes milieux que rien de ce qu'on raconte sur les Congolais dans le monde n'est étranger à ce que les Congolais eux-mêmes racontent sur eux-mêmes concernant leurs mentalités, leurs logiques de vie et leurs pathologies. Il suffit de lire la

¹³ Buvettes, bars populaires, espaces de rencontres pour noyer les soucis dans l'alcool.

littérature congolaise, d'assister aux débats d'idées entre Congolais, d'être attentif aux débats politiques publics au Congo pour s'apercevoir que le langage négatif des stéréotypes, des clichés et des préjugés est animé de l'intérieur et à l'intérieur du Congo lui-même, à l'intérieur et de l'intérieur des Congolais eux-mêmes. « *Vous n'allez tout de même pas dire que les Congolais mentent sur eux-mêmes quand ils parlent de leurs déficiences* », a demandé un jour le journaliste Rich Ngapi, du Potentiel de Kinshasa, en ma présence. Et il a ajouté : « *Ce ne sont pas les étrangers qui disent que le Congo est une République des Inconscients ou que le pays est un Etat failli, un Etat-Bordel-Lupanar ou un bateau ivre sur une mer furieuse.* »

Nous avons entendu tout cela. Mais nous savons qu'en vérité, le problème n'est pas de savoir qui dit vrai et qui dit faux dans l'image que l'on diffuse de l'homme congolais et de son pays dans le monde ou dans la perception négative que les Congolais ont d'eux-mêmes aujourd'hui. A nos yeux, le vrai problème est de donner un sens à ce qui se dit pour y déceler les enjeux d'avenir pour la nation. Un point, un trait.

3. Les stéréotypes donnent à penser

La force de l'idéaltype : tout sauf le mensonge

Il faut considérer que les stéréotypes donnent à penser, que les clichés révèlent un état d'être et que les préjugés sont

un miroir utile pour savoir qui l'on est. Dans les sociétés africaines actuelles, on ne prend pas ces réalités au sérieux. On pense qu'il n'y a pas de vérité dans leur substance et qu'il n'y a en elles que du négatif. En fait, les stéréotypes, les clichés et les préjugés ont leur poids de vérité et de sérieux qu'il faut savoir interroger avec lucidité, analyser avec patience et comprendre avec sérénité. Ils se construisent sur des observations qui finissent par donner à voir, non pas une photographie globale de la société dans ses détails innombrables, mais un idéaltype qui n'est ni une fausseté, ni une généralisation abusive, ni une malveillance induite, ni une mauvaise intention avérée. Il y a certes dans tout idéaltype comme ensemble des traits reconnaissables une tendance à l'exagération, au grossissement des traits, mais il y a tout sauf le mensonge. Les stéréotypes, les préjugés, les clichés ne mentent pas : ils sont des caricatures publiques. La caricature, comme on le sait, a une force d'expression qu'il ne faut pas rejeter du revers de la main. Quand elle dessine ou désigne les traits d'une personne, d'une ethnie, d'un peuple ou d'un pays, la bonne attitude face à ce qu'elle donne à voir ou à entendre est de se poser la question suivante : *« Et si c'était vrai ? Et si la bonne attitude éthique était de tenir a priori pour vrais ses grossissements et ses intensifications gigantesques ? »*

Les vraies questions à poser en RDC

Ces questions prendraient les formes suivantes au Congo : « Et si c'était vrai que les Congolais sont incapables de s'organiser efficacement et de déployer une force communautaire pour résoudre leurs problèmes ensemble ? Et si c'était vrai que leur existence est globalement déterminée par l'exubérance de la jouissance BMW ? Et si c'était vrai qu'ils souffrent en profondeur, comme collectivité nationale, d'une imbécillité chronique que désigne le terme rwandais d'*Ubitshiutshiu*, c'est-à-dire l'absence de rationalité intellectuelle, de rationalité éthique et de rationalité spirituelle créatrice ? Et si c'était vrai que les ressortissants congolais sont souvent nuisibles dans les pays étrangers où ils vivent, qu'ils y sèment du désordre et de la violence et qu'ils ne s'y comportent pas souvent en personnes responsables ? Et si cet idéal-type exprimait un état de fait indubitable ? »

Evidemment, un Congolais qui se poserait une telle question sait qu'il ne fait plus lui-même partie de ceux que les stéréotypes, les clichés et les préjugés désignent comme Congolais. Il a pris de la distance par rapport à l'idéaltype et il s'interroge sur son vrai sens. Et le vrai sens est celui-ci : toute typification négative désigne ce qu'il faut changer en soi pour devenir fort et peser sur son propre destin et sur le destin de son peuple ou de son pays.

4. Changer en profondeur

Selon notre entendement, les stéréotypes, les clichés et les préjugés ne disent pas : « Voici qui tu es, voici ce qu'est ton peuple. » Ils disent : « Voici comment tu es perçu, prouve que c'est faux par des initiatives et des actions de transformation profonde. » Sous cet angle, il s'agit d'un défi et non d'une identité. Et on attend de chaque personne qu'elle sorte de la typification négative par un élan de créativité positive. On ne s'attaque à des typifications désastreuses que par une réorientation globale des rationalités existentielles : l'usage de la raison, la conduite guidée par les valeurs et la construction d'un être-ensemble porteur d'un sens qui soit puissance, responsabilité, créativité, prospérité, développement et bonheur partagé.

Action constructrice

Plus exactement : là où les stéréotypes, les clichés et les préjugés brassent un verbe destructeur, la réaction adéquate est de l'ordre de l'action constructrice. Au Congo, cette action devra se centrer sur ce que les typifications négatives désignent comme faiblesse fondamentale de l'homme congolais : sa culture dominante.

C'est cette culture que l'on désigne par les expressions comme « BMW », « *Ubitshiutshiu* », « peuple nuisible » ou « incapacité d'organisation ». Je pense qu'il s'agit-là de la culture du « vieil homme congolais », celui dont il faut

détruire l'être de façon systématique, « *sans précipitation et de manière méthodique* », comme a dit le Président Kabila Kabange dans un discours justifiant le retard que prenait la constitution d'un gouvernement de cohésion nationale. Cela en vue de créer une nouvelle personnalité de base, pour ainsi dire, et construire une culture du dynamisme rationnelle, éthique et spirituelle.

Avec une telle orientation, l'idéaltype culturel congolais tel qu'il est négativement envoyé en pleine figure devrait conduire tous les Congolais, à changer les bases de leur culture, à construire un ordre culturel qui puisse correspondre à une autre idée qu'ils se font d'eux-mêmes comme peuple, avec un nouvel idéaltype, foncièrement positif et fortement porteur de grandes espérances. Alors, ils refuseront les typifications négatives non seulement dans leur imaginaire, mais dans leurs forces d'action et dans leurs dynamiques de créativité.

Cela demande une refondation, une réorientation et une dynamisation radicale du système d'éducation culturelle, centrées sur des réponses concrètes aux questions suivantes :

- Quel type de Congolais voulons-nous être aujourd'hui dans nos aspirations et dans nos espérances ?

- Quelle qualité d'être-ensemble voulons-nous développer pour être un pays qui compte dans le monde d'aujourd'hui ?
- Quelle politique, quelle économie devons-nous construire pour casser toutes les typifications négatives?

Les réponses à ces questions devraient être au cœur des préoccupations du « nouvel homme congolais », pour casser stéréotypes, clichés et préjugés qui dénigrent et humilient le Congo. De toutes ces typifications négatives devra émerger un nouveau destin pour le pays. Plutôt : une destinée à faire rayonner.

DEUXIEME PARTIE

Penser l'économie congolaise

11

Le « nouvel homme congolais » et la lutte contre la corruption

La corruption est sans doute l'un des maux qui affectent le plus atrocement la société congolaise actuelle et qui plombent le plus profondément toutes les chances du Congo de devenir un pays émergent dans le concert des nations contemporaines. En même temps, elle est l'une des pathologies les moins étudiées et les moins analysées dans son déploiement réel et dans ses effets à toutes les échelles de la communauté nationale. On ne lui a pas encore consacré à ce jour une recherche de grande ampleur et de grand souffle, qui puisse fournir une cartographie globale du problème, avec des statistiques fiables et des courbes de développement qui rendent compte de ce qu'elle représente vraiment dans les mentalités et dans les rythmes de la vie de tous les jours, au cœur des instances du pouvoir politique comme dans les méandres de toutes les institutions de la nation. Tout donne l'impression que l'on s'en accommode sans état d'âme et qu'on la regarde se répandre partout avec aisance ou avec indifférence, sans du tout chercher ni à la combattre comme mal de société, ni à l'endiguer comme calamité, ni à l'éradiquer comme fléau nuisible et destructeur. Elle gangrène les esprits et les esprits ne voient même pas qu'il s'agit d'une gangrène

générale dont les effets touchent les nerfs vitaux des personnes et des institutions de manière mortelle, irrémédiablement.

Quand on cherche à construire une nouvelle société congolaise avec des Nouveaux Congolais décidés et déterminés à faire de leur pays un pays respectable, digne, responsable et conscient de sa puissance de développement et de rayonnement dans le monde, l'une des tâches primordiales est de mettre au cœur de la réflexion et des exigences nationales la lutte contre cette gangrène de la corruption. Fermement. Energiquement.

Pour ce faire, il faut savoir comment ce fléau fonctionne au Congo et par quels mécanismes il convient d'en finir avec ses causes, ses logiques et ses effets, une fois pour toutes.

1. La corruption de l'être et la banalité des comportements corrompus

Ce qui frappe en RDC, c'est la banalisation de la corruption et de son déploiement à ciel ouvert, au vu et au su de tout le monde, comme si de rien n'était. Sur tous les grands axes routiers du Congo comme sur les petites routes chaotiques des campagnes et des cités, la corruption est manifestement et solennellement incarnée par des « forces de l'ordre » qui s'en nourrissent et en jouissent, et par des citoyens ordinaires qui en ont fait un des beaux arts de vivre en RDC. Faites le voyage depuis les ports de Boma ou

de Matadi vers la capitale du pays, vous verrez comment, dans les bureaux des douanes et sur les barrages routiers, l'homme congolais « surfe » sur une réalité sociale rythmée par des billets de banque, petites ou grandes coupures, terreau corrompé qui enlève à l'être humain le sens de ses responsabilités citoyennes et des normes vitales, pour le réduire aux comportements sans normes, où l'argent est roi et où l'homme devient son petit esclave, sans que cela choque ou indigné qui que ce soit. Montez dans les hauts lieux des institutions comme les ministères et cherchez à obtenir les documents dont vous avez besoin comme citoyen. Observez attentivement les personnes qui sont en face de vous et observez-vous vous-même en face d'elles : vous verrez comme la corruption est le cœur de la vie au Congo et vous en saisirez l'ampleur et l'iniquité destructrice. Dans les institutions universitaires, milieux dont l'intelligence, la raison et les valeurs devaient être l'emblème, observez comment tout se monnaie et se vend sous de multiples formes : vous comprendrez à quelle profondeur d'effondrement se trouve le Congo. Prenez la peine d'étudier le système d'impôts et de taxes partout dans le pays : vous saurez comment l'Etat est une coquille vidée de son souffle économique par ses propres agents dont l'esprit de corruption est devenu un mode d'enrichissement le plus répandu et le plus prisé. Le comble est que tout le monde voit cela, tout le monde sait cela et tout le monde, ou presque, cautionne le système tel qu'il fonctionne : le Congo dans les profondeurs de ses réalités.

Si vous cherchez à comprendre pourquoi rien n'est fait là où la corruption fonctionne à ciel ouvert et pourquoi l'Etat congolais est impuissant face à ce fléau, les explications vous seront abondamment fournies, sérieusement ou avec humour, de manière savante ou par poussées de paroles populaires dont le pays a le secret. « C'est la crise », entend-on dire, et la corruption est un art de gérer la crise, selon le beau principe de l'article 15 bien connu des Congolais : « Débrouillez-vous ». Dans une société de débrouillardise, corrompre et se laisser corrompre instituent la norme. C'est l'homme qui s'écarte de cette norme qui fait problème et « gâte le système ». La crise a plusieurs noms : pauvreté, misère, salaire insuffisant, faiblesse de l'Etat, désorganisation de la société, impuissance des citoyens. Face à tout cela, on fait ce qu'on peut et comme on ne peut pas changer les choses seul, on plie devant le système et on se laisse formater par le moule du système, avec bonne conscience. On ne voit même pas que pendant ce temps le pays se désagrège dans ses ressorts économiques et politiques, qu'il se décompose dans son sens des valeurs et coule à pic. Evidemment, personne ne pense qu'il est responsable, ni le ministre qui a pourtant un salaire loin d'être un salaire de misère, ni le douanier qui a déjà accumulé une grande fortune et investi abondamment dans l'immobilier, ni le professeur d'université dont le salaire a été réajusté par les pouvoirs publics, ni le gros commerçant dont les affaires prospèrent dans le chaos qu'il aimerait entretenir éternellement, ni le puissant homme politique

qui négocie avec chaque investisseur qui passe devant lui un certain pourcentage sur les sommes en jeu, dans un affairisme où le pays est le vrai perdant et le vrai « dindon de la farce » nationale. Si tous ces hommes sont jusqu'au cou dans le système de corruption, pourquoi continue-t-on à justifier leur comportement par la misère et la crise, comme si le Congo n'était qu'une nation des miséreux et des pantins pitoyables sans énergie de vie ?

En réalité, le problème est ailleurs. La banalité des actes et des attitudes de corruption au Congo est le signe que la pathologie de la corruption a une double dimension que la seule crise et la seule misère ne peuvent justifier.

La première dimension de cette pathologie est anthropologique, comme diraient les philosophes. Elle concerne l'homme congolais dans son être : une inconsistance et une insignifiance qui vous enlèvent tout sens de responsabilité et de dignité, non pas parce que vous êtes pauvre ou misérable, mais parce que vous avez fait le choix de vivre comme un être d'inconscience, pour parler comme le Sénateur Mutinga Mutuishayi. Un être de légèreté et de soumission à la dictature d'une société où l'on a perdu tout sens de grandes valeurs de l'humain. La corruption au Congo a sa cause dans ce choix. Un choix conscient ou inconscient, accepté ou subi, intériorisé ou admiré de l'extérieur de soi à cause des possibilités qu'il confère.

Pour se convaincre qu'il s'agit bel et bien d'un choix social, il suffit de regarder sereinement quel est le modèle de l'homme qui a réussi sa vie, selon l'imaginaire congolais. Ecoutez seulement la musique congolaise actuelle et l'efflorescence de ses *mabanga*¹⁴ et vous comprendrez qu'en réalité, l'homme célébré est l'expression d'une corruption de l'être et d'une inversion de toutes valeurs qui comptent, humainement parlant. Il n'est pas le modèle de la responsabilité ou de l'engagement à construire un Congo nouveau. Il n'est pas le miroir de l'effort pour une grandeur dont le pays pourrait s'enorgueillir. Il est plutôt et très souvent l'image des options qui conduisent à la banalisation des actes et des attitudes de corruption dans les bureaux des douanes, sur les routes entre les villes et les campagnes, dans les ministères, dans les universités ou dans les alcôves d'une politique où tout se négocie en pourcentage de gains personnels. Il en incarne les logiques de fond : la logique de la réussite par la facilité, par la chance, par le soutien d'un proche bien placé ou tout simplement par la capacité, comme la chèvre, de « brouter là où elle est attachée ».

Il ne faut pas croire que tout le monde est ainsi au Congo et que personne ne sort du moule. Ce serait faux et caricatural. Le vrai problème est que le système dominant de réussite sociale est celui-là : la musique à la mode l'exalte, traçant

¹⁴ Noms glorieux célébrés par les musiciens en vogue dans leurs incantations pour les célébrités à la mode.

pour les générations montantes une voie qui ne peut mener qu'à l'effondrement de la nation. Quand un peuple s'accommode d'une telle vision de lui-même dans le chef de ceux que l'on admire et que l'on célèbre dans l'imaginaire populaire, il fait le choix de la déchéance. Les justifications qu'il se donne et les légitimations qu'il s'invente face aux actes, aux attitudes et aux pratiques de corruption, sous forme du poids de la crise et de la misère sont, à la longue, superficielles et spécieuses. Le Congo ne peut d'ailleurs pas se donner le luxe de se croire un pays d'éternelle misère et d'éternelle crise. S'il s'enferme dans cette image et en fait sa réalité, le problème est dans l'insignifiance de sa vision du monde et dans l'inconsistance de son imaginaire.

La deuxième dimension pathologique de la corruption au Congo, c'est son caractère systémique. Il s'agit d'un ordre global de corruption intériorisé, organisé et accepté selon des codes visibles ou invisibles. Tout le monde y participe « en pensée, par action ou par omission ». Souvent, cette dimension de système de corruption échappe aux analystes. On croit qu'il n'y a là que des actes, des attitudes et des pratiques sans liens avec tout ce qui se passe partout dans la société. En réalité, la corruption est devenue le soubassement des logiques d'ensemble de la société.

Elle est une culture qui structure la politique, l'économie et toute la vie sociale. Plus précisément, elle est devenue, dans

tous ces domaines, une structure fondamentale sans laquelle vous ne comprenez pas le fonctionnement du pays, à tous les niveaux. Elle est à la fois un mode d'être, un mode de penser, un mode d'agir et un mode de vivre. Elle fait système et intègre les personnes dans le système. Economiquement, elle procure les moyens d'être au cœur de la société et de s'y positionner à une certaine hauteur, selon une logique de puissance et de domination. Elle devient dynamique de force politique. Socialement, elle donne les possibilités de se faire voir et d'exister, selon le modèle congolais de réussite, ou même tout simplement de s'accorder au fameux « article 15 » : « *Débrouillez-vous* ». On ne la considère pas comme répréhensible parce qu'elle sert de liant et de ciment pour développer des inter-solidarités grâce auxquelles ceux qui ont réussi peuvent aider les petits et les misérables, dans un système qui fait culture, dans les mentalités comme dans les visions du monde.

La preuve qu'il s'agit bel et bien d'une culture et d'une logique de fond propre à tout un système d'existence sociale ? On n'entend pas, dans la société actuelle, beaucoup de débats sur les sources d'enrichissement fabuleux de nos compatriotes, qui qu'ils soient. Il est rare d'entendre glorifier ceux qui ont réussi par la sueur de leur front, par la force de leur intelligence ou par le génie de leur imagination. Même ceux-là se trouvent un jour ou l'autre face au rouleau compresseur des impôts, des taxes, du besoin de matabiche et des exigences du *madesu ya bana* (

en lingala : haricots pour les enfants). Il faut un mental de fer et une énergie d'airain pour ne pas être entraîné dans le courant houleux du système tel qu'il fonctionne.

En plus, il est rare que vous entendiez qu'une grande opération est lancée au Congo contre les corrupteurs et les corrompus, que telle ou telle personnalité est tombée dans les mailles d'une puissante structure étatique d'endiguement de la culture et des pratiques de la corruption. Les priorités de lutte sont ailleurs et elles font oublier que le Congo meurt d'être un pays corrompu dans son être et dans ses structures. Les priorités, ce sont les élections à gagner, c'est la Constitution à réviser et le territoire national à libérer, comme si personne ne voyait que le préalable pour mener tous ces chantiers à bien, c'est avant tout de casser le système et la culture de la corruption de l'être même de l'homme congolais.

Plus grave encore, au moment où les enjeux d'avenir ont pour nom « la société d'espoir », « les cinq chantiers de la République », « la révolution de la modernité » et « la construction d'un Congo émergent » à plus ou moins brève échéance, on semble ne pas voir le lien entre la réussite de ces projets et la lutte radicale contre la corruption dont la gangrène prive l'Etat des poumons économiques que sont la bonne gouvernance et la culture de la responsabilité citoyenne, leviers qui ne peuvent pas du tout fonctionner

dans une société de corruption de l'être, des mœurs et des pratiques économiques et financières.

2. Rupture et invention

Considérons que tout ce que nous venons d'écrire concerne l'ancien homme congolais et que tout cela se conjuguera désormais au passé face aux exigences d'émergence du « nouvel homme congolais » et d'une nouvelle société congolaise. Il y a une lutte ferme à mener pour une rupture radicale avec les orientations de la société qui ont jusqu'ici favorisé la profusion de la culture, des mentalités et des pratiques de corruption au Congo. Notamment : le goût des élites pour les richesses mal acquises, le tropisme des biens matériels sans effets pour le développement de la nation, la faiblesse de l'Etat devant les puissances de l'économie de l'ombre qui profitent du chaos congolais, la montée d'une culture de l'inconscience et le refus de considérer que le peuple congolais constitue une communauté de destin qui doit vivre des valeurs, des intérêts, des rêves et des passions fertiles pour sa grandeur dans le monde. Les solutions existent face à tout cela et le « nouvel homme congolais » devrait les considérer comme les priorités pour son avenir.

Il convient de penser avant tout au redressement et au renouveau du système éducatif congolais dans son ensemble, autour d'une idée du Congo fondée sur un être-ensemble et un vivre-ensemble dans une citoyenneté de

responsabilité communautaire. Ce qui manque cruellement à la nation congolaise, c'est cette haute idée d'elle-même et de sa destinée dans le monde. Une telle idée se construit, s'aiguise et se diffuse par la puissance de l'éducation et l'énergie de la formation de ce que nous devons considérer comme le devoir du « nouvel homme congolais ». Pour le dire autrement, il faut féconder l'imaginaire congolais avec une forte idée de la grandeur des Congolais et du Congo.

Il convient aussi que l'Etat congolais prenne ses responsabilités dans la lutte contre la corruption, avec des institutions solides de destruction de l'esprit d'impunité qui règne actuellement. Sans le sentiment que le pays est réellement gouverné au nom des intérêts communs et des valeurs communautaires qui rassemblent la nation dans une haute vision qu'elle a d'elle-même, la corruption aura encore des lendemains qui chantent, qui dansent et qui gonflent au Congo. En revanche, si les pouvoirs publics se décident et se déterminent à agir pour une nouvelle société congolaise animée par une certaine éthique et un ordre citoyen garanti par des lois qui s'imposent à tous, le pays vaincra la corruption et mettra ses richesses au service du développement durable et du bonheur communautaire.

Enfin, le Congo a besoin d'une grande politique de lutte contre les inégalités, contre la misère rampante qui gangrène la société et pour l'émergence d'une économie de la prospérité et de l'enrichissement à vaste échelle. On

devrait se souvenir de la vieille sagesse de Plutarque : « *Le déséquilibre entre les riches et les pauvres est la plus fatale et la plus ancienne des maladies des républiques.* » Quand de grands pans de la population sont condamnés à la faim et qu'ils croupissent dans la misère la plus inimaginable et qu'entretemps, les hautes sphères de la société dilapident les richesses de la nation dans une vie futile et absurde, il y a péril en la demeure. Il faut une nouvelle politique de développement de la société « *dans son ensemble* », pour reprendre l'expression du moine bouddhiste français Matthieu Ricard. Cet homme de sagesse pense à une politique économique qui se fonderait sur la vision fertile de Gandhi : « *Il y a assez sur terre pour répondre aux besoins de tous mais pas assez pour satisfaire l'avidité de chacun.* » La RDC devrait suivre aujourd'hui cette voie d'une économie fraternelle et altruiste.

12

Sortir de « l'esprit de mort » et promouvoir « l'esprit de vie »

Par le génie dont le langage populaire a le secret et par la force des énergies d'espoir qui agitent l'imaginaire politique de la nation, les expressions « esprit de mort » et « esprit de vie » désignent actuellement en RDC des réalités qu'un étranger en visite rapide ne comprendrait pas de prime abord.

1. Un langage qui donne à réfléchir

A Kinshasa, le petit peuple a qualifié « d'esprit de mort » les vieux et très dangereux petits cars de transport urbain qui sillonnent, sans normes ni sécurité, la capitale du Congo. Alors qu'ils constituent des engins de mort nuisibles dont les effets sont connus de tout le monde, il est difficile de s'en passer dans la situation actuelle des choses où nulle autre possibilité que la marche à pied et les motos de fortune ne représente une véritable alternative pour le déplacement des populations pauvres. Dans ces conditions, nommer « esprit de mort » ces cars de transport n'est pas seulement une manière de parler ou une pure figure de style. C'est une formule réaliste qui doit donner à réfléchir sur la vérité profonde qu'elle révèle.

De même, quand les nouveaux bus de transport urbain fournis par le gouvernement dans une politique d'assainissement de la circulation des populations à Kinshasa a reçu le nom « d'esprit de vie », on sait que l'expression, choisie sans doute dans les hautes sphères du pouvoir de l'Etat, ne l'a pas été au hasard. Elle est l'antidote, au cœur du langage congolais, de l'expression « esprit de mort ». Dans ce sens, elle donne aussi à réfléchir sur la vérité qu'elle révèle. Mais qu'est-ce que ces expressions veulent vraiment mettre en lumière et donner comme matière à penser dans la société congolaise maintenant ?

2. Une anthropologie de la mort dans un contexte de misère et de souffrance

Avant tout, il faut dire qu'il y a un humour mordant et féroce dans l'expression populaire « esprit de mort » qui désigne les vieux cars de transport sans normes ni sécurité. Une manière de rire de soi et de s'accommoder d'une existence dans l'ensemble placée sous le signe des souffrances, de la misère, du désarroi, du désespoir et de la désorientation existentielle face au futur. On recourt à un humour macabre pour désigner toute une anthropologie globale de la mort comme symbole d'une certaine manière d'être et de vivre : une existence ponctuée par l'incontournable présence de véhicules-cercueils, comme si leur destination véritable était chaque jour les tombes vers lesquelles ces engins archaïques roulent à « tombeau

ouvert », dans l'imaginaire du peuple. Quand la vie est placée sous le signe de la mort en permanence, il vaut mieux, pour ne pas perdre le moral, en rire que d'en pleurer, comme dit l'adage consacré.

En réalité, ce rire d'humour n'est pas un vrai rire. C'est un ricanement terrible adressé aux élites économiques et politiques de la nation sur l'état réel de la vie du petit peuple au jour le jour. Un vieux petit car brinqueballant sur les routes de Kinshasa, qui constitue un danger permanent et propage partout des peurs sourdes, quand il est nommé « esprit de mort », ne peut être qu'un message sur le vrai état de la nation dans tous les secteurs de la vie. Il est une parole publique destinée à dire à tous ceux qui ont des responsabilités dans le pays d'ouvrir les yeux sur la société et d'être attentifs aux orages qu'un peuple, qui a tous les jours en face de lui la mort comme type d'esprit, pense et exprime réellement.

Il dit : « il faut ouvrir les yeux et les oreilles sur les besoins de base dont moi, vieux car de transport nuisible et dangereux, je suis le message terrible ».

Ces besoins sont criards en eux-mêmes. Principalement le manque d'infrastructures matérielles et sociales (routes, énergie, soins médicaux, protection sociale, qualité de l'environnement dans un vaste pays qui a besoin de vivre pleinement) et le manque de garanties des droits fondamentaux inaliénables pour un peuple qui veut vivre

dignement (droit à la vie, droit au bonheur, droit aux politiques sociales fructueuses, droit à l'éducation fertile et efficace, droit aux rêves rayonnants et droit à un avenir prospère).

Au fond, ces manques sont l'expression d'un profond déficit de ce que l'économiste indien Amartya Sen appelle le développement des capacités humaines, c'est-à-dire les forces d'une liberté qui crée, construit et lance les initiatives concrètes d'une destinée maîtrisée et heureuse.

De ce point de vue, le chaos de la circulation urbaine animée par des vieux cars nommés « esprits de mort » dit quelque chose de fondamental auquel les autorités de l'Etat doivent être fortement sensibles. A savoir :

- Que le Congo est dans un état de sous-développement visible et inacceptable pour un pays aux potentiels de développement gigantesque.
- Qu'il convient de savoir que ce sous-développement visible et inacceptable est une dynamique de mort qui n'affecte pas seulement le petit peuple, mais manifeste surtout l'état inquiétant de tout le leadership congolais dans tous les domaines de la vie.
- Qu'une nouvelle conscience doit naître au Congo pour casser les ressorts de cette dynamique de mort, avec un leadership dynamique qui ressuscite le dynamisme créateur de tout le peuple dans de nouvelles initiatives de vie, ici et maintenant.

Construire le développement comme « esprit de vie » face à toutes les pathologies de « l'esprit de mort », telle est l'exigence pour le Congo.

3. Le grand impératif : le développement

Visiblement, le gouvernement de la République semble avoir compris la signification globale du terme « esprit de mort » dans la ville de Kinshasa. En donnant à ses propres cars tout neufs et bien sécurisés le nom « d'esprit de vie », il manifeste sa connaissance des enjeux du nouveau leadership dont les populations ont urgemment besoin.

Les enjeux de mentalité, d'abord. Ils consistent à créer un type d'esprit positif pour une vision fertile de transformation sociale en profondeur. Pour reprendre les mots de Mgr Joseph Kalamba Mutanga dans son ouvrage *Comment rendrais-je au Seigneur tous les biens qu'il m'a faits ?*, l'impératif est de frapper l'esprit des populations pour qu'elles commencent à « penser positivement » et à croire qu'un autre Congo est possible, rien qu'au vu de ce qu'un gouvernement responsable peut engager en matière de transport. Toute l'action de communication du Premier Ministre de la République va dans ce sens, et on peut espérer qu'elle impulse une nouvelle perception des réalités congolaise dont les bus « esprit de vie » sont aujourd'hui un symbole lancé à dessein, pour ceux qui ont des yeux pour voir, des oreilles pour entendre et un cerveau pour réfléchir.

Les enjeux d'action, ensuite. Ils concertent le sens de responsabilité que l'Etat doit insuffler dans l'esprit d'un peuple grâce à une politique de contrôle de l'univers des « esprits de mort » que l'on doit briser par l'ordre des normes et des principes de sécurité. L'opération de mise hors jeu d'un nombre de cars nuisibles à Kinshasa est déjà un pas dans la bonne direction pour un nouveau Congo possible. Elle a sans doute été lancée à dessein comme symbole-message par les pouvoirs publics.

Il faut tout de suite ajouter que l'action du gouvernement dans cette lutte contre « l'esprit de mort » reste, somme toute, timide et limitée.

Elle est limitée dans sa portée parce qu'elle n'a pas vraiment, rien que dans le domaine des transports, éradiqué « les esprits de mort » qui continuent encore à hanter la vie de la ville de Kinshasa. Dans la mémoire de la population, on sait qu'à plusieurs reprises, chaque fois que l'Etat a voulu lutter contre ces « esprits » en achetant de nouveaux bus, depuis l'ère de la Deuxième République déjà, il n'a ni pourvu la ville des cars en nombre suffisant ni lutté de manière efficace pour un nouvel ordre de transport urbain. Rien ne permet de penser que cette fois sera la bonne, au dire du petit peuple. Il faut pourtant l'espérer : un renouveau des transports du pays par la modernisation des moyens de circulation publique serait un signe fort pour la

réussite de ce que l'on appelle avec emphase au Congo « la Révolution de la modernité ».

Plus préoccupant, il y a comme une timidité inexplicable dans la mise en route de cette modernisation de la nation. En se contentant d'une « croissance sans développement visible » de manière immédiate par les populations dans leur vie quotidienne, les autorités politiques et économiques se concentrent sur des paramètres macro-économiques, sans doute fort importants pour un pays qui ambitionne de devenir émergent, mais dont les effets n'ont pas suffisamment de force de frappe non seulement pour en finir avec « les esprits de mort » que sont les cars de transport nuisibles, mais pour vaincre « l'Esprit de mort » que ces cars manifestent dans la vie de la nation. Notamment : la corruption, la misère rampante, l'inconscience sur les exigences du développement et la gouvernance sans volonté d'affronter le mal congolais dans toutes ses dimensions. Comme diraient Amartya Sen et Jean Drèze, on dirait que ce qui préoccupe la haute politique congolaise, c'est la « *recherche systématique de l'expansion économique, sans guère se préoccuper du partage de ses fruits et de ses effets sur la vie des individus* ». Quand cette recherche cloche dans la manière dont elle est perçue par l'imaginaire des élites économiques et des couches populaires de la nation parce qu'elle n'offre pas des résultats impressionnants qui dépassent les effets d'annonce publics très médiatisés, on peut craindre que la

timidité de la politique menée finisse par décevoir les immenses espoirs suscités par les responsables économiques et financiers de la nation. « L'esprit de vie » ne serait alors qu'un dessein passager ou un mirage dans le désert, au lieu d'être la lame de fond d'une politique de développement au sens le plus concret du terme : la puissance qui libère les capacités fécondes des populations, et pas seulement le catalogue des réalisations de l'Etat, « sur fonds propres », comme on aime à le dire au Congo maintenant.

Or, libérer les capacités, c'est s'engager dans quatre combats décisifs auxquels doivent maintenant s'atteler les autorités publiques en RDC :

- La bataille de l'imaginaire qu'il s'agit de construire sur des bases d'une haute idée de la qualité de vie du peuple.
- La bataille de l'éthique comme force des valeurs pour une société qui veut s'affirmer comme société humaine dans le monde.
- La bataille de la gouvernance responsable dans les domaines de l'économie, de la politique, de la culture et de la géostratégie.
- La bataille de l'éducation pour faire émerger une nouvelle société congolaise aujourd'hui.

L'heure est venue pour que le leadership congolais engage tout le peuple dans cette vision du développement. C'est cela le véritable « esprit de vie ».

4. Libérer les capacités

Le problème au Congo actuellement, c'est le fossé entre les gigantesques préoccupations que pose « l'esprit de mort » au sens populaire du terme et « l'esprit de vie » au sens que devraient lui donner les responsables de la gouvernance globale de l'Etat. Plus exactement : le problème est dans les attentes et les aspirations des populations et le développement proposé par les élites dirigeantes. Entre les deux, il manque de véritables ponts institutionnels et un limon d'imaginaire commun pour impulser un esprit d'action qui crée et promeuve une vision du nouveau destin pour le développement de la nation.

Les ponts institutionnels et le limon d'imaginaire dont nous parlons, ce sont les ancrages politiques, économiques et culturels qui ont permis à certains pays de réussir la dynamique de vie des populations et dans la construction d'un esprit de développement. Amartya Sen et Jean Drèze ont donné des exemples probants de quelques Etats à l'intérieur de l'Inde dont le Congo peut repenser les leçons pour sa propre gouverne. Selon ces auteurs, ces Etats ont tracé une voie qu'ils résument en six points. Notamment :

- Le lancement « des politiques sociales actives », qui permettent au gouvernement d'inscrire sa gouvernance dans le génie d'inventivité de son propre peuple, à travers des projets concrets de développement. Le gouvernement impulse un

- nouvel esprit de transformation sociale, dans une grande politique d'ensemble. Les populations en incarnent l'élan dans la profusion d'initiatives autour des besoins de base que l'on veut satisfaire en comptant à la fois sur une vision sociale commune et sur la chiquenaude initiale donnée par le gouvernement. Il s'agit de libérer des synergies Etat-populations pour un nouvel état d'esprit de vie.
- La mise sur pied des « principes universels en matière de fourniture de services publics essentiels ». C'est-à-dire : la prise en charge par l'Etat, de manière claire, de ce qui relève du champ public : une vraie gratuité de l'éducation de base, une couverture médicale universelle, la garantie de l'eau et de l'électricité pour les populations, une politique d'infrastructures solide et cohérente.
 - Une administration efficace, non gangrenée par l'esprit de corruption qui détruit tout effort de construction du développement. Il s'agit d'assainir les mentalités publiques pour des comportements sains en matière de vie publique.
 - L'organisation d'une véritable lutte contre les inégalités, dans un volontarisme d'Etat qui se concrétise par des initiatives d'action de promotion sociale des couches les plus pauvres de la population et pour l'impulsion des projets lancés par une classe moyenne dynamique et consciente de sa mission.
 - « Une participation citoyenne active à la politique démocratique » que renforcent des « politiques étatiques constructives ». Sans une vision démocratique du destin communautaire assumée par une société civile qui mobilise les énergies des

populations, sans une animation des débats démocratiques au sein des partis politiques sérieux et engagés, sans un Etat qui garantit à la démocratie son espace d'expression créatrice, il est difficile aujourd'hui de construire un esprit de développement.

- « Une culture des capacités humaines. » C'est celle que de bonnes et fortes structures d'éducation rendent possibles dans des domaines comme les sciences, la technologie, la créativité sociale, l'action politique et l'engagement citoyen.

Ces six points sont importants pour la société congolaise aujourd'hui. En RDC comme en Inde, il y a un besoin de services publics consistants et fructueux. Il y a un besoin d'une politique claire de redistribution des fruits de la croissance, d'une énergie mentale de construction d'une société du bonheur partagé, à travers les piliers d'une « liberté réelle », « de la lutte énergique contre la pauvreté », du sens de la démocratie et du progrès social. Ce sont ces fruits qui donnent sens aux réussites macro-économiques. Il convient maintenant que le gouvernement mette au centre de ses préoccupations le développement de ses exigences comme véritable « esprit de vie » au cœur du Congo.

Pour l'année nouvelle 2015, c'est le meilleur vœu que nous lui souhaitons tout comme nous souhaitons au peuple de la RDC la rupture avec « tous les esprits de mort » qui

gangrèment son imaginaire et sa conscience. Le nouveau défi de la nation niche là. Il faut le relever.

13

L'avenir monétaire de la République Démocratique du Congo¹⁵

Quand on observe le monde actuel du point de vue des réalités monétaires, on constate trois grandes lignes de fond.

Il y a d'abord l'existence de grandes puissances économiques avec une monnaie dominante. C'est le cas du dollar pour les Etats-Unis. C'est aussi le cas du yuan pour la Chine, qu'elle utilise comme instrument de pénétration commerciale dans le monde, avec ses énormes excédents de balance des paiements, lesquels font de l'Empire du Milieu le financier du monde. C'est enfin le cas de la Russie dont les produits de base, notamment le gaz, sont utilisés comme instrument de la reconquête de l'Empire Soviétique par le président Poutine, autour du rouble en tant que monnaie de puissance.

A côté de ces pays continents, on observe la formation de grands blocs économiques avec une monnaie unique, fruit

¹⁵ Cette réflexion économique et philosophique est le fruit d'une coopération intellectuelle entre le professeur Tshiunza Mbiye et moi-même. Elle exprime notre esprit à nous deux comme chercheurs engagés dans une certaine vision critique mais constructive des problèmes de notre pays.

d'un travail de convergence des critères comme ceux des déficits publics sur PIB, des dettes publiques sur PIB, d'inflation, de réserves de change et des taux de change. C'est le cas de l'Europe dans son union monétaire avec l'Euro. C'est aussi le cas de l'Amérique du Nord, avec l'ALENA, un bloc qui va du Canada au Mexique, formant une zone de libre échange, avec le dollar comme monnaie dominante. En Asie, le yen est utilisé comme monnaie d'échange entre les pays qui n'acceptent pas l'hégémonie du yuan.

1. Qu'en est-il de l'Afrique ?

Dans le continent africain, la réalité de base est celle de l'émission monétaire. Chaque pays ou groupe de pays dispose de sa monnaie, même si on observe depuis plus de 15 ans les projets de création des zones monétaires ou d'intégration monétaire. D'abord, au niveau du continent avec le Projet de Coopération Monétaire Africaine (PCMA) piloté par les banques centrales et qui devait doter le continent d'une monnaie unique à l'horizon 2020. Ensuite, au niveau régional où d'autres projets ont vu le jour, qui devaient déboucher sur la mise en circulation des monnaies régionales en remplacement des monnaies nationales. C'est le cas des pays membres de la SADC qui devraient, à l'horizon 2018, se doter d'une monnaie commune, des pays membres du COMESA, qui, à l'horizon 2025, devraient avoir une monnaie commune.

Il convient d'observer que le processus censé doter le continent et les régions des monnaies uniques est calqué sur le modèle européen, avec toute la batterie des critères de convergence comme les ratios déficit public-PIB, dette publique-PIB, réserves internationales, taux de change, taux d'inflation, tout en ignorant les préalables nécessaires à la réussite de ce genre d'intégration monétaire. Préalables qui sont de l'ordre d'une vision commune et d'un projet d'ensemble partagé sur la base des valeurs communautaires. Faute de cette base, selon certaines évaluations, aucun des projets existants ne dotera ni le continent ni les régions des monnaies uniques ou communes, à part peut-être l'UEMOA et la CEMAC, qui regroupent les anciennes colonies françaises avec le franc CFA comme monnaie commune et à laquelle se sont joints d'autres pays, anciennes colonies britanniques ou hispaniques, d'abord sous la forme d'une chambre de compensation, puis sous la forme d'une agence monétaire. Les questions qui se posent pour l'Afrique sont celles-ci :

- Comment expliquer l'émiettement monétaire qui persiste et l'échec d'étape dans la volonté de doter le continent et les régions des monnaies communes?
- Si l'on doit aujourd'hui travailler pour la construction de la monnaie unique africaine ou des monnaies communes régionales, c'est pour quels enjeux ?

2. Monnaie et intégration

Il convient avant tout de poser la question suivante qui doit être à la base de toute réflexion sur la monnaie dans le monde d'aujourd'hui : nous économistes, en Afrique ou ailleurs, sommes-nous sûrs de savoir ce qu'est la monnaie? Il est vrai que dans les facultés de gestion et de sciences économiques, sont enseignées, jusqu'à la nausée, les trois fonctions cardinales de la monnaie: unité de valeur, moyen de paiements et réserve de valeur.

Mais la monnaie est plus que cela et la compréhension de son sens exige une démarche interdisciplinaire, qui va au-delà des considérations purement économiques et financières. C'est peut-être pour avoir négligé ces dimensions humaines fondamentales où s'enracinent la monnaie et les forces motrices de son sens que les projets d'intégration monétaire en Afrique tournent en rond.

Sur ce point, on devrait prendre au sérieux l'affirmation du philosophe français Patrick Viveret, auteur d'un beau livre intitulé *La Cause humaine*. Sans aucune réserve, Patrick Viveret écrit: « *les économistes ne comprennent pas la monnaie* », pour deux raisons.

La première, c'est que la monnaie n'est pas d'origine économique, mais religieuse. En la comprenant selon son origine, l'on peut saisir le sens de la crise financière qui a frappé le capitalisme financier mondial ces dernières

années. Car le mot « finance », comme le mot « monnaie », renvoie à *fides* c'est-à-dire « confiance, foi ». Et les économistes eux-mêmes y font allusion lorsqu'ils parlent de la monnaie de papier (billets de banque) et de la monnaie d'écriture en les qualifiant de *fiat money*. En plus, le socle de la monnaie que les économistes ignorent, selon Viveret, vient de *credere* signifiant croire, d'où est tiré le terme « crédit », c'est-à-dire la confiance faite par une banque lorsqu'elle crée la monnaie en octroyant le crédit à un client.

La deuxième raison invoquée par Viveret, pour laquelle il pense que les économistes ne comprennent pas la monnaie, c'est la tendance, que la plupart d'entre eux ont de ne pas poser sur la monnaie un regard pluridisciplinaire destiné à en saisir l'ampleur du sens et la profondeur de signification. Quand on s'enferme dans une vision monodisciplinaire d'une réalité aussi profondément ancrée dans les relations, on s'interdit de comprendre les grandes crises de la société actuelle. On s'interdit surtout de saisir tout ce qui est en dehors de l'économie et qui pourtant est important et décisif pour saisir la substance de l'économie. A savoir : les relations de pouvoir, les forces de croyance.

L'émiettement monétaire de l'Afrique et surtout l'échec du processus d'intégration dans les étapes actuelles ne peuvent s'expliquer que si l'on prend en compte les dimensions de foi, de confiance et de relations de pouvoir

qui structurent la vie des nations africaines aujourd'hui. Si on n'arrive pas à la monnaie unique africaine et à aux monnaies uniques régionales, c'est le signe qu'il y a une profonde crise de confiance, de foi et de relations humaines entre les pays africains aujourd'hui. C'est un problème de conscience communautaire et de foi politique avant d'être un problème d'économie et de finance.

3. Mimétisme et échec actuel des projets d'intégration

L'économiste Mundell, partant de l'observation des faits prévalant dans les pays développés, loin de la situation que connaissent les pays africains, candidats aux projets d'intégration, avait théorisé les préalables à la création à ce qu'il avait qualifié de zones monétaires optimales. Les pays candidats devaient être caractérisés par les relations commerciales développées et des niveaux de développement pas trop asymétriques dans un contexte de mobilité des facteurs de production (principalement le capital et le travail). Les pays devaient être ouverts et disposer d'une base d'exportations assez diversifiées les uns vis-à-vis des autres membres. Combien de pays africains, soit au niveau du continent, soit à celui des régions, remplissent ces préalables théorisés par Mundell? Faut-il s'étonner de l'échec actuel de tous les projets, du moins à cette étape? Ne fallait-il pas, comme le propose le professeur Kabeya Tshikuku, partir de l'identification de

véritables obstacles à l'intégration et proposer un processus pertinent de construction de l'unité monétaire?

L'autre mimétisme concerne les critères et règles de convergence macroéconomique afin d'accélérer l'intégration en se fondant sur l'expérience européenne. En plus des critères mentionnés ci-dessus, au niveau de la monnaie unique africaine, il y avait aussi les critères dits de second rang, encore plus difficiles à réaliser, tels que la non-accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs, porter les recettes publiques à 20% du PIB, ramener la masse salariale dans le secteur public à moins de 35% des recettes fiscales totales, maintenir stable le taux de change réel, financer à hauteur de 20% des investissements publics sur recettes fiscales et maintenir des taux d'intérêts réels positifs. Combien de pays sont prêts en cette septième année du lancement de la monnaie africaine ? Nous ne disons pas qu'il faut rejeter ces critères en bloc. Nous pensons qu'il faut les reformuler à partir des situations concrètes que connaissent les pays africains.

4. Pourquoi l'émiettement ?

Nous avons signalé les pays comme les Etats-Unis, la Chine, l'Europe de 17 membres de l'Union monétaire européenne. Ces pays ont formé des grandes forces d'action grâce à leur monnaie, source de leur puissance et de leur domination. Le dollar domine le monde depuis Bretton Woods, par lequel les Etats-Unis finançaient sans pleurs, avait clamé le

président Charles de Gaulle, leurs déficits des finances publiques et de leur balance de paiement. Aujourd'hui, la Chine, grâce à une monnaie sous-évaluée, engrange des excédents, au point de totaliser plus de 2.500 milliards de dollars, une véritable réserve de guerre économique et politique surtout vis-à-vis des Etats-Unis dont elle finance le rachat de dettes.

Que dire de l'Afrique et de ses monnaies qui apparaissent comme de petites monnaies sans souffle, arrimées pour la plupart aux grandes monnaies qui leur servent de couverture et même de parapluie, comme c'est le cas pour le franc CFA, hier sous parapluie du Francs français, aujourd'hui sous celui de l'Euro ?

Dans ce schéma, l'émiettement monétaire de l'Afrique est l'expression d'une anthropologie de l'impuissance et d'un esprit de servitude, pour reprendre l'expression de l'économiste camerounais Tchuindjang Poemi, mort dans de circonstances mystérieuses pour avoir critiqué la zone franc dans un ouvrage désormais classique : *Monnaie, servitude et liberté*. La servitude dont il est question n'est pas seulement celle imposée par les rapports de force mondiaux, mais la servitude volontaire acceptée et entretenue par les Africains eux-mêmes, faute d'une dynamique de liberté tendue vers l'avenir. On peut parler d'une servitude volontaire, car les dirigeants savent qu'ils peuvent se construire un destin nouveau sur une véritable

unité monétaire de liberté, soit au niveau continental, soit au niveau régional, qui rendrait l'Afrique forte.

Mais ils ne semblent pas vouloir s'engager sur cette voie avec une réelle volonté de réussir. Le retard sur le projet de construction de l'unité monétaire en Afrique manifeste ce manque de volonté. Il est temps que les jeunes générations d'intellectuels africains comprennent que l'émiettement monétaire les rend prisonniers de l'impuissance et de la politique de servitude voulue. Il est temps qu'elles comprennent qu'il n'est pas possible de s'enfermer dans une telle prison au moment où l'exigence majeure pour le continent est de viser la puissance et la liberté.

5. L'intégration monétaire africaine : quels enjeux ?

Depuis la crise financière de 2007-2008, qui a vu le capitalisme financier s'effondrer dans ses principes fondamentaux de marché régulateur des relations sociales et de l'enrichissement d'une minorité comme force de ruissellement dont tous autres (99% dont parle Stiglitz) allaient bénéficier automatiquement, et devant le creusement des inégalités aussi bien entre pays qu'au sein même des pays développés que vient d'épingler F. Bouguignon, ancien Directeur de la Banque Mondiale, le monde entre dans une période de remise en question radicale du système du capitalisme financier et de son projet de civilisation. L'économie doit changer de vision. Elle ne doit plus être une simple science de production et de

distribution des richesses dans la seule perspective d'accumuler les profits pour une minorité qui accapare le pouvoir politique, financier, social et même culturel. Elle ne peut plus être une économie de captation, comme dirait Patrick Viveret, mais une économie du bonheur partagé.

Si l'Afrique s'inscrit dans cette nouvelle vision de l'économie, la monnaie unique sera alors pour elle le signe d'un choix pour construire un autre destin, pour l'émergence d'une nouvelle société, pour parler encore comme dirait Patrick Viveret. On sortirait alors du système de captation pour mettre l'argent au service des valeurs essentielles : pour le consacrer à l'amitié, à la créativité, à l'art, aux valeurs morales et spirituelles. La monnaie, en plus des fonctions que lui reconnaissent les économistes, serait un instrument pour nouer des liens de convivialité, de solidarité, d'altruisme, valeurs fondamentales du terroir du monde noir.

14

Penser l'économie autrement en République Démocratique du Congo

Comme ensemble des connaissances et bouillonnement d'activités clairement repérables dans la société, l'économie s'inscrit au Congo d'aujourd'hui dans un contexte des mutations qui exigent qu'elle soit repensée en fonction des problèmes auxquels la nation et le monde sont confrontés. Pendant longtemps, elle avait donné l'impression d'être une science sûre, dont les facultés universitaires enseignaient et diffusaient les théories avec conviction et fortes certitudes, comme si avec elle, la vie disposait d'un levier puissant pour sortir des hasards et des incertitudes et donner aux sociétés des bases d'enrichissement et des règles pour vaincre la pauvreté. Les étudiants qui entraient dans ses arcanes bénéficiaient d'une aura de respectabilité due au caractère de discipline utile dans un pays en développement et de champ d'où l'on sort avec la certitude de décrocher un emploi bien rémunéré. Les économistes étaient censés avoir une sorte de recette magique et de clé de songe pour booster les finances du pays et faire entrer les citoyens qu'ils éclairaient de leur savoir dans l'orbe d'une sécurité financière sans faille. Ils constituaient une caste dont personne n'aurait osé remettre en question la splendeur du savoir.

La situation a changé depuis un certain nombre d'années, avec les crises à répétition dans lesquelles le Congo s'est enfoncé au fil des décennies.

Ceux qui connaissent l'histoire du pays n'oublieront jamais toutes les décisions économiques désastreuses qui furent prises depuis le temps des équipes économiques de Mobutu jusqu'à nos jours. Ils ont dans l'esprit les opérations de zairianisation et de rétrocession qui virent toute la classe dirigeante congolaise conduire le pays au désastre alors que les conseillers économiques du président auraient dû voir venir la catastrophe. On se souviendra surtout des innombrables plans de redressement qui n'accouchèrent que des souris pourries. Lorsque les économistes voulurent se dédouaner en accusant les politiques d'être la cause de la tragédie économique et financière de la société congolaise, personne n'a oublié la réplique cinglante du président Mobutu. Il traita ses économistes d'être des économistes de chambre. Entendons : des théoriciens coupés des réalités de tous les jours et souffrant d'une crise d'autisme face aux misères et aux souffrances du peuple congolais.

Il n'y avait pas que ce reproche. Mobutu les accusait, en fait, d'incompétence par rapport à la situation mondiale dans laquelle le Zaïre était plongé et d'incapacité à penser des théories et des pratiques endogènes pour casser les ressorts des politiques d'ajustements structurels qui vidaient le sang de toutes les veines du pays. Quand le chef

désavoue ainsi ses cerveaux économiques et que ceux-ci le lui rendent bien en l'accusant d'incurie économique et financière, ce n'est pas seulement le système mobutiste qui est en question, mais la science économique elle-même dans le contexte congolais et dans les impacts des politiques économiques mondiales sur le pays. La question n'est pas seulement celle d'une classe politique incapable de mettre en œuvre les recommandations de ses économistes, mais aussi celle du contenu même du savoir de ces économistes et de la pertinence des connaissances qu'ils ont accumulées face aux vrais problèmes de la nation.

Aujourd'hui encore, devant l'état général de la RDC en matière économique et financière, beaucoup de chercheurs et beaucoup de personnes de bonne volonté se posent ces questions. Surtout au sein du petit peuple qui ne peut du tout pas comprendre comment un pays dont le monde entier exalte les gigantesques richesses croupit dans d'indicibles misères. D'immenses masses dans ce pays vivent encore au cœur des ténèbres, dans un hors-monde dont l'écume de l'élite économique, politique et financière qui agite les théories savantes ne peut même pas imaginer les conditions d'existence.

« *La faute incombe au système* », disaient les doctes économistes au temps de Mobutu, sans s'interroger sur le contenu même de leur propre science et de ses orientations pratiques. Aujourd'hui, quel est l'état du système qui s'était

gangrené de l'intérieur au temps de Mobutu et dans quelle situation se trouve l'économie comme théorie et comme pratique au Congo?

1. Le Congo comme système

Dans les années 1990, les spécialistes du Congo avaient décrit le système de Mobutu autour de trois réalités : la pyramide de la violence, la pyramide de la corruption et la pyramide de l'incurie.

La violence, moteur du système, faisait régner la peur et la terreur. Cela rendait possible une double prédation du pays : la prédation interne faite par l'élite au pouvoir et la prédation externe liée à l'extraversion du Zaïre dont profitait le capitalisme international qui se transforma en néolibéralisme mondialisé.

La corruption, ciment du système, permettait à tout le monde de ponctionner tout le monde et de détruire le tissu moral de la société. A tous les échelons de la société, on pouvait toujours se « débrouiller » et la misère devenait quelque part supportable. L'incurie devenait ainsi une réalité volontairement entretenue. La crise de l'université congolaise est le miroir de cette incurie entretenue. Il fallait détruire les bases du savoir et de la matière grise pour rendre le pays paisiblement gouvernable par l'élite de la violence et de la corruption.

Dans un tel contexte, il n'y a pas de science économique du tout. L'économie tout entière échappe à la connaissance et son enseignement se coupe des réalités à penser. Elle s'enferme dans le psittacisme universitaire et dans le complexe de perroquets qui répètent théories sur théories sans disposer d'espaces pour transformer ces théories en pratiques endogènes.

Son enseignement pèche par l'oubli des trois principes essentiels qui devraient être au cœur de la science économique :

- Le principe de globalité : penser l'économie dans le contexte global du monde, de ses mutations et de ses évolutions, dans ses pathologies et ses aspirations.
- Le principe de systématité : analyser les réalités dans toutes leurs ramifications pour savoir où agir si l'on veut changer les choses.
- Le principe d'endogénéité : parler à l'intérieur et de l'intérieur de sa propre réalité.

Dans le système mobutiste, l'économie comme science théorique et comme activité pratique n'avait aucun sens de ces principes. Elle se pensait et se pratiquait dans le contexte d'un pays dominé de l'extérieur, dans une ambiance d'aliénation, d'extraversion et d'éclatement de ses visions du monde. Elle n'avait aucune conscience réelle de ses devoirs face à la nation. Elle avait beau proposer des solutions, imaginer des recettes pour sortir le pays de la

crise, il était impossible que ses savoirs aient un impact sur les réalités. Au fond, le pays n'avait ni la culture ni le sens de l'économie et il était impossible de penser l'économie et de faire l'économie dans une nation sans culture ni sens de l'économie.

La situation a-t-elle changé? Sans doute. Mais pas suffisamment pour transformer la nature du système congolais. Ce système est une jungle, si on le considère du point de vue de la violence qui le fait vivre. Mais il est pire que la jungle, du point de vue de la vision du monde que Mobutu lui a fait développer. Un mot lingala exprime bien cette essence : *mobomano*, là où l'impératif est de tuer. Tuer non pas comme les animaux tuent afin de satisfaire leurs instincts de vie, mais comme les hommes seuls savent le faire : par la force de l'inhumain. Dans un tel contexte, la science économique et l'économie dans son ensemble ne relèvent plus du marché comme leur lieu dont l'université a fait son champ d'étude, mais de quelque chose de plus vicieux et de plus nuisible : l'inhumain.

La discordance entre l'économie de l'inhumain et l'économie du marché a caractérisé le système zaïrois. Elle est encore au cœur du système congolais, parfois de manière feutrée, parfois ouvertement, avec la violence, la peur, la terreur, la corruption et l'incurie propre à l'être congolais tel qu'il est perçu dans les clichés et les préjugés du monde.

2. Mais que se passe-t-il dans le monde ?

Nous venons de présenter les réalités du point de vue de la brève histoire du Congo indépendant. Ce n'est pas la seule dimension utile pour éclairer les problèmes. Il faut aussi considérer les choses dans l'espace mondial actuel et dans ses réalités économiques.

Ces dernières années, face aux crises financières multiples qu'elle n'arrive pas à juguler à l'échelle mondiale, la science économique a cessé d'être aux yeux de beaucoup la science fiable et sûre qui livre des recettes et fournit des orientations sans failles pour guider le champ de l'économie avec sûreté et intelligence. Le néolibéralisme a perdu de sa superbe. Beaucoup d'économiste lui cherchent une alternative et l'éthique devient une discipline prisée par tous ceux qui veulent donner un sens humain aux activités économiques et humaniser l'espace mondial par l'aspiration à un autre monde possible.

C'est le moment de chercher à savoir ce que la science économique a enseigné jusqu'ici comme principes de connaissance et ce qu'elle a fait de l'économie dans sa réalité profonde.

Il n'y a pas longtemps, une institution congolaise de recherche, Pole Institute, a consacré son université d'été pour les jeunes à cette préoccupation. Elle a pris la question du point de vue pratique : interroger les sciences

économiques sur leur capacité à promouvoir et à développer l'esprit d'entreprise en vue de lutter contre le chômage, la pauvreté et la misère des générations montantes, celles qui subissent aujourd'hui les affres de la crise économique inhérente au néolibéralisme dans ses pathologies. Plus concrètement, dans une société où la conception ancienne du travail salarié ne peut plus offrir à tous les jeunes qui sont sur le marché de l'emploi des opportunités à la hauteur de leurs aspirations ni fournir des postes suffisants à ceux qui ont fini leurs études, il s'agissait de s'interroger sur ce qu'il y a lieu de faire pour que les jeunes eux-mêmes construisent des alternatives économiques et financières crédibles.

3. Développer l'esprit de l'aigle

Derrière cette préoccupation économique, c'est la société actuelle à l'échelle mondiale et à l'échelle nationale et locale qu'il fallait interroger, analyser et scruter pour saisir les possibilités qu'elle offre à une jeunesse tiraillée entre rêves et désillusions. Si on considère cette société dans son fonctionnement aujourd'hui comme le cadre à l'intérieur duquel les nouvelles générations doivent se battre pour réussir selon les canons qu'elle promeut, il convient que les jeunes connaissent ces canons, les maîtrisent et s'y épanouissent. Cela exige une certaine culture, une certaine vision du monde et une certaine force d'action sans lesquelles on se trouve mis hors circuits économiques et

financiers, ou simplement hors-monde, dans le camp des perdants, des vaincus et des misérables. Lorsque l'on parle de l'économie du marché et de la globalisation de la planète sous la houlette du néolibéralisme ; lorsque l'on parle des nations riches qui sont les maîtres du monde, des pays émergents qui sont sur la voie de l'enrichissement et des pays pauvres qui se trouvent dans les marges de l'histoire mondiale maintenant, il est bon de savoir que l'on indique en réalité la puissance d'une tournure d'esprit pour réussir dans le monde : l'exaltation des normes agressives qui relèvent de la volonté de vaincre, de gagner, de s'élever au-dessus des autres. On parle, pour prendre une image forte utilisée par un des animateurs de l'Université d'été de Pole Institute, Paulin Kalubi Kabasela, des « Aigles » qui volent au plus haut des cieux et considèrent la terre comme un espace des proies à abattre, à dominer et à prendre, sans états d'âme. C'est l'esprit même du marché mondial.

Dans ce marché dominé par les Aigles, il est impératif d'apprendre aux jeunes Congolais les lois des Aigles : la science économique des Aigles, les savoirs financiers des Aigles et la culture du regard perçant et de la vitesse des Aigles qui foncent pour s'emparer de leurs proies. La richesse, individuelle ou collective, dépend de la maîtrise de ce grand savoir des aigles sur le marché mondial. Au cours de leur de formation à l'Université des Grandes Vacances, les jeunes ont appris les grandes lois de cette connaissance. A savoir :

- que la richesse d'un pays ne dépend ni de son âge, ni de sa superficie, ni des trésors de son sol et de son sous-sol, mais de l'éducation de sa population aux qualités d'esprit qui relèvent du développement de la matière grise et de la culture des Aigles ;
- que toute personne qui veut réussir dans le monde actuel aux plans économique, commercial et financier doit pouvoir connaître où puiser les savoirs nécessaires à la domination des marchés, à la construction de grandes entreprises et des empires financiers ainsi qu'à la conquête des espaces commerciaux à l'échelle mondiale ;
- que toute une science est aujourd'hui disponible pour apprendre l'étude du marché, les étapes des plans d'affaires et les fondamentaux du devenir-Aigle dans la société, but même de l'enseignement de l'économie aujourd'hui.

A l'exemple de Samsung dont on projeta un petit film publicitaire très significatif aux jeunes et de Microsoft dont la réussite fut constamment évoquée au cours de l'Université d'été, il fut mis en lumière les qualités indispensables à la réussite dans l'univers des Aigles, à l'échelle des entreprises comme à l'échelle des comportements individuels et des pratiques sociales. Parmi les qualités mises en relief, la connaissance du milieu de vie et du climat des affaires, l'intelligence créatrice et organisationnelle, le souci du dépassement de soi et l'instinct de conquête, la capacité d'observation, d'analyse et d'imitation, l'endurance et l'innovation, ainsi que la rage

de vaincre ont eu une place de choix pour l'émergence d'une culture économique, commerciale et financière dont la jeunesse congolaise a besoin. Pour lutter contre la pauvreté, créer un esprit d'enrichissement et libérer des logiques sociales du développement solide et durable, il faut acquérir ces qualités. C'est le vrai socle pour, à la fois,

- développer l'esprit d'entreprise et booster la volonté d'entreprendre chez les jeunes : ouvrir leur esprit aux exigences de l'entrepreneuriat aujourd'hui, à partir d'une connaissance des besoins et des champs essentiels pour la création des richesses en RDC ;
- promouvoir les nouvelles utopies de développement de l'Afrique et les nouveaux rêves personnels de réussite dans l'économie de marché et dans la société-marché aujourd'hui.

4. Vers la construction d'une économie communautaire

Mais le monde tel que l'économie du marché et la société-marché nous le présentent en tant que monde où seuls comptent les Aigles, est-il vraiment l'idéal du monde tel que les aspirations les plus profondes des humains le veulent ? La deuxième partie de l'université d'été de Pole Institute a cherché à répondre à cette question. Le point de départ a été une réflexion sur les vrais enjeux de la richesse et de la pauvreté selon l'économie du marché et la société-marché aujourd'hui. D'après leurs canons d'évaluation, c'est en termes de possession d'argent et de biens, c'est-à-dire en

termes de ce que l'on n'a pas et que l'on doit acquérir que se mesure le statut d'homme riche, de société riche ou d'homme pauvre et de société pauvre. Une analyse plus approfondie de la question, comme celle menée par l'ONG Enda Graf au Sénégal, montre que les choses sont plus complexes. Il y a d'autres types de pauvreté dont il faut tenir absolument compte pour relativiser la vision marchande des réalités :

- La pauvreté sociale qui est pauvreté relationnelle : à ce niveau, est pauvre celui qui n'a personne pour être avec lui.
- La pauvreté symbolique liée au manque des liens de vie avec son environnement physique ou spirituel : est pauvre celui dont la qualité des liens avec son environnement naturel (écosystèmes), ses héritages culturels, ses perspectives de générations futures et ses sphères métaphysiques dans toutes leurs splendeurs n'a aucune consistance pour son être et son bonheur dans la société.
- La pauvreté sémantique ou le manque de la capacité de donation de sens à sa propre vie et à son propre monde : est pauvre celui qui ne parle pas à partir de ses propres mots, de ses propres références et de ses propres signalisations idéologiques.

S'il en est ainsi, la richesse aussi devra être saisie au sein d'une anthropologie des relations humaines, des liens avec

la nature, l'histoire et avec l'horizon de sens. Ces richesses sont capitales et il faut aujourd'hui les intégrer dans ce qui compte le plus pour les être humains : être heureux, donner du bonheur et en recevoir dans une société où l'on n'est pas jugé en fonction de ce que l'on n'a pas, mais en fonction de ce que l'on est et de ce que l'on peut promouvoir et partager.

D'où l'importance d'une économie sociale et solidaire comme pouvoir de créer et d'épanouir une économie d'humanité, une économie éthique. Cette économie de l'enrichissement communautaire est dotée des valeurs de solidarités essentielles, qui visent le développement durable et le principe de responsabilité commune face à la construction de l'avenir et au bonheur partagé.

Face aux principes des aigles, il s'agit tout simplement d'une économie des êtres humains sensibles à leur vulnérabilité et à leur fragilité, qui veulent vivre ensemble, se développer ensemble et s'aimer au-delà des critères du marché que sont la croissance et les possessions matérielles. Au fond, pour définir cette économie, on peut recourir aux principes fondamentaux développés par l'économiste chilien Manfred Max-Neef :

- *« l'économie est au service des citoyens, et non les citoyens au service de l'économie ;*
- *le développement concerne les personnes et non les objets :*

- *la croissance n'est pas la même chose que le développement, et le développement ne requiert pas nécessairement la croissance ;*
- *aucune économie n'est possible en l'absence des services fournis par les écosystèmes existants ;*
- *l'économie est un sous-système d'un système plus vaste mais fini, la biosphère. La croissance incessante est donc impossible ;*
- *un processus économique ou des intérêts financiers ne peuvent en aucun cas être placés au-dessus du respect de la vie ».*

Beaucoup de penseurs dans le monde actuel militent pour cette économie, dans le cadre d'une société du bonheur communautaire, au sein d'une civilisation fondée sur les valeurs d'altruisme, de fraternité et de bienveillance, pour reprendre les termes des penseurs comme Matthieu Ricard, Jacques Attali ou Joseph Stiglitz.

Rêverie pieuse ? Non. Plutôt gigantesque défi pour le monde, au moment où l'économie des Aigles empile crises sur crises et se fragmente sans offrir à l'humanité le bonheur auquel il aspire. C'est la crise de cette économie qui exige de nouveaux principes comme ceux de l'économie sociale et solidaire.

5. Penser et vivre autrement l'économie au Congo

Au Congo, il est curieux de voir que toutes ces nouvelles orientations n'ont déclenché ni une refondation des

sciences économiques ni une réorientation en profondeur des pratiques financières. On est encore enfermé dans l'économie et le marché au sens zaïrois de *mobomano* au lieu de s'orienter vers le dépassement de la mondialisation néolibérale par l'altermondialisation éthique. Cette léthargie est étonnante au moment où un monde nouveau s'enfante un nouveau monde et une nouvelle économie sous le label de l'altruisme, mot dont les résonnances devait soulever dans les cœurs des Congolais des résonnances culturelles très puissantes pour changer la société.

Le temps est venu d'entrer dans ces résonnances et d'y enfanter un « nouvel homme congolais. »

15

L'aide au développement peut-elle être le moteur pour l'émergence de l'Afrique et du Congo ?¹⁶

Introduction

La question à laquelle nous consacrons la présente réflexion préoccupe beaucoup de chercheurs africains et congolais. Elle concerne le rôle exact des institutions financières internationales et des organisations d'aide au développement dans notre continent. Sont-elles un ferment au sein des pays africains qu'elles peuvent conduire à devenir des pays émergents, selon le langage à la mode, ou constituent-elles des freins et des obstacles à la libération des esprits, à l'indépendance d'action et à la construction des institutions politiques, économiques, sociales et culturelles pour une autre Afrique possible ? Peuvent-elles vraiment contribuer à construire une Afrique qui sortirait une fois pour toutes des affres des crises innombrables dont elle souffre depuis le début de l'ère moderne ou sont-elles des instruments d'une aide fatale, comme le soutien l'économiste zambienne Dambisa Moyo¹⁷ ? Sont-elles oui ou non en mesure de propulser dans le monde une société

¹⁶ Ce texte, nous l'avons écrit ensemble, le professeur Tshiunza Mbiye et moi, dans une dynamique de complémentarité entre l'approche philosophique qui est la mienne et l'approche économique, financière et monétaire dont il est un des maîtres incontestés dans notre pays.

¹⁷ Dambisa Moyo, *L'Aide fatale*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2009.

africaine qui se tournerait résolument vers un destin de grandeur et de puissance, comme un continent capable de compter dans le monde et d'être une entité humaine sur laquelle l'humanité entière peut compter ? »

1. Contexte de la question

Cette question n'est pas nouvelle. Elle a été au cœur des débats africains tout au long de nos décennies d'indépendance. Pendant l'euphorie des premières années d'autodétermination politique de l'Afrique, elle a pris la forme de lutte contre ce que l'on désignait en ces temps-là par le terme de néocolonialisme. Mais cette lutte n'a pas conféré aux nouveaux pays indépendants une forte capacité interne de définir quel type de relations nouvelles ils pouvaient et devaient nouer avec les anciens colonisateurs. C'était la période de la guerre froide et la bipolarité du monde dans ce contexte vidait les indépendances de toute possibilité de décision endogène en matière de développement et d'insertion dans l'ordre du monde à partir des intérêts propres du continent. L'Afrique indépendante subissait plus une situation de fait qu'elle n'impulsait une destinée nouvelle. Elle était prise dans le tourbillon d'une histoire qui s'était configurée après la deuxième guerre mondiale. C'est cette histoire de turbulences qui avait donné naissance à des institutions et des organisations internationales chargées de structurer la politique et l'économie du monde : les Nations Unies, le FMI et la Banque Mondiale. C'est en elle et par elle que l'économie mondiale sera régulée selon des intérêts dont la guerre froide a clairement montré qu'ils étaient des intérêts de puissance entre deux pôles antagonistes : deux

idéologies, deux visions du monde, deux perspectives d'avenir.

L'ordre capitaliste et l'ordre communiste ont ainsi tenu l'Afrique en tenailles et tous les problèmes des nations africaines indépendantes n'ont pas pu être traités par les Africains en toute liberté. L'indépendance des années 1960 fut globalement un leurre et une illusion, avec des emblèmes qui n'avaient aucune consistance politique ou économique. Les meilleurs des Africains avaient conscience de cette situation tragique, mais ils furent réduits au silence soit par assassinat, soit par neutralisation forcée, soit par cooptation dans le système régnant.

A quoi ont servi les institutions et les organisations internationales à cette période ? A promouvoir trois logiques, essentiellement :

- La logique de l'humanitaire dans les situations de conflits armés désastreux comme au Biafra et au Congo-Kinshasa, ainsi que dans des catastrophes d'effondrement social comme la famine en Ethiopie et au Sahel.
- La logique des interventions militaires directes pour colmater les brèches des drames créés par l'ordre international bipolaire, comme dans le chaos congolais où les casques bleus des Nations Unies s'engouffrèrent pour sauver le pays de l'implosion.
- La logique de l'aide au développement octroyée à des régimes politiques qui n'en comprenaient pas la signification et qui l'utilisaient souvent dans l'irrationalité la plus totale et selon les

impératifs de consolidation des régimes autoritaires à la solde des puissances de la guerre froide.

Aucune de ces logiques n'a été une logique de développement des peuples. Aucune nation africaine indépendante en contexte de guerre froide ne fut à mesure, grâce à ces logiques, de se doter d'une réelle politique ni d'une réelle économie de promotion humaine. Encore moins d'une culture et d'un imaginaire de développement. Les institutions financières internationales et les organisations d'aide au développement se sont beaucoup agitées à cette période et ont mis en jeu de gigantesques moyens en Afrique. Elles ont conçu de multiples plans d'appui et d'ajustement structurel. Mais tout cela ne fut pas vraiment au service d'un puissant projet de construction d'une Afrique nouvelle. Le Zaïre de Mobutu fut l'exemple type de l'inanité de ce que ces organisations et ces institutions ont entrepris en Afrique avec des pouvoirs dictatoriaux sanguinaires : le pays des *Gros Travaux pour Zéro*, comme disait un humoriste bien inspiré qui traduisait ainsi le sigle de l'organisme allemand GTZ. Dans son caractère de situation caricaturale, le cas emblématique du Zaïre a poussé les analystes à proposer des hypothèses d'explication extrêmes pour comprendre ce qui s'est réellement passé : soit les institutions financières internationales et les organisations d'aide au développement sont formatées pour ne jamais servir de moteur, d'impulsion, de levier ou de ferment du développement ; soit les Africains qu'elles viennent aider sont culturellement inaptes à se développer. Les deux thèses se partagent le champ des discussions de l'intelligentsia africaine dans ses joutes pathétiques et

stériles. Mais posent-elles réellement le vrai problème ?

Avec la fin de la guerre froide et le triomphe du capitalisme néolibéral et son idéologie du marché, on a cru un temps que le monde était devenu unipolaire et que l'Occident restructurerait la planète selon ses intérêts certes, mais avec un brin d'éthique dans un libéralisme à visage humain. Malheureusement, ce temps d'illusion ne dura pas longtemps dans l'imaginaire des Africains. Ni le FMI, ni la Banque mondiale, ni l'OMC, ni les organisations d'appui au développement, ni même l'ensemble flou que l'on désigne par le terme de communauté internationale ne comprirent qu'il fallait changer fondamentalement de voie et sortir des logiques du système mondial dans sa vision de l'Afrique. Loin de cela, la seule nouveauté de cette période fut la croissance exponentielle des ONG censées se substituer aux Etats faillis pour se rapprocher des terroirs locaux au nom d'un développement local crédible. Un développement dont on ne se rendait pas compte qu'il était impossible dans le contexte d'une politique mondiale sans boussole, incapable d'aller vers une vraie et profonde promotion humaine. Ce manque de boussole se vérifiait dans des décisions politiques aveugles. Les Etats-Unis lancèrent une dynamique étonnante de renaissance africaine au nom de laquelle ils lâchèrent leurs anciens alliés comme Mobutu pour mettre en selles de nouvelles figures comme Afeworki (Erythée), Zenawi (Ethiopie), Museveni (Ouganda), Kagame (Rwanda), sans se demander s'il était vraiment dans l'intérêt de l'Afrique d'inculturer une renaissance conçue ailleurs. La communauté internationale ne sut pas comment gérer la crise au Rwanda et un génocide grandeur nature fut perpétré dans

ce pays sous les yeux des soldats de l'ONU. Avec comme tâche d'huile effroyable la déstabilisation de toute la Région des Grands Lacs qui entra en pleine turbulence.

Le Congo-Zaïre, exemple type de l'échec des politiques internationales du développement et de sécurité, entreprit alors sa descente aux enfers. Aujourd'hui, c'est ce pays qui abrite la plus vaste mission onusienne de maintien de la paix, le plus grand nombre d'ONG au kilomètre carré dans chaque ville et, en même temps, il constitue la plus grande catastrophe humanitaire depuis la deuxième guerre mondiale : plus de six millions de morts, selon les estimations les plus sérieuses et les plus fiables. Est-ce un hasard ? A ce niveau, les hypothèses avancées oscillent aussi entre deux extrêmes dans l'intelligentsia africaine : soit les institutions financières, les organisations d'aide au développement et les ONG internationales sont formatées pour noyer le Congo dans les profondeurs infernales du sous-développement ; soit les Congolais sont victimes d'un syndrome d'imbécillité collective inguérissable. Hypothèses aussi infécondes l'une que l'autre, qui ne posent pas du tout le vrai problème. Il faut ajouter qu'aujourd'hui, on ne peut pas considérer ces hypothèses sans prendre conscience que le contexte du monde que l'on croyait bipolaire ne l'est pas du tout. Nous vivons en réalité dans une situation de mondialisation, ou plutôt, de confrontation multilatéraliste entre mondialisation et altermondialisation.

Au cœur de la mondialisation qui fut vue au début comme le triomphe de l'Occident et de l'occidentalisation du monde, on se rend compte que de nouvelles puissances émergent : la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres dragons sur

lesquels l'Occident ne règne plus du tout.

Dans le camp de l'altermondialisation, la société civile s'est structurée en toile d'araignée pour réclamer un autre monde possible. Des exigences d'une autre économie et d'une dynamique écologique du développement prennent corps. De nouvelles forces d'imagination et d'intelligence ont cessé de croire à la capacité de l'Occident à donner au monde des valeurs pour l'avenir. Et l'on a le sentiment qu'il n'y a pas de pilote dans le jumbo jet qu'est notre monde actuel. De nombreux pilotes ont chacun leur logique propre et cherchent à tirer profit d'une situation où les confrontations souterraines font naître et développent des irrationalités identitaires complètement égoïstes ainsi que des illogismes mafieux tout en détruisant les efforts de régulation planétaire que des organisations comme l'OMC cherchent à faire fleurir pour une mondialisation solidaire. Même le surgissement des ONG des droits humains et la solidification des structures d'observation des nations sous un angle éthique avec des dynamiques comme celles de Green Peace, d'Amnesty International, de Human Right Watch ou de Transparency International n'a pas garanti une stabilité planétaire pour le développement global de l'humanité. Le monde lutte pour l'enfantement de la nouvelle voie qui lui garantirait un avenir, comme dirait Edgar Morin.

Il s'agit là d'un nouveau contexte dans lequel, pour reprendre le mot d'Amin Malouf, tous les jeux sont ouverts, au sein d'une arène globale où les nations et les continents aiguisent leurs stratégies de présence sur le marché mondial et déploient leurs politiques de développement en

tirant profit de leurs propres atouts. Cela en vue de peser sur les actions des institutions internationales et des organisations mondiales.

L'Afrique vit dans cette nouvelle situation du monde. Le vrai problème n'est plus de savoir si les institutions internationales et les organisations d'aide au développement sont bonnes ou mauvaises pour nos pays, mais de savoir ce qu'il convient de faire et quelle riposte il convient d'imaginer pour qu'elles deviennent utiles à nos nations. Comment les plier à notre volonté et faire d'elles un atout et pas un obstacle ? Comment solidifier nos puissances d'action et nos énergies d'organisation pour que le jeu et les enjeux du monde soient à notre faveur ? Par quels mécanismes devons-nous cesser de subir un destin pour construire nous-mêmes une destinée ? C'est un problème de changement de cap et d'orientation dans notre vision de la planète.

Nous ne devons plus avoir peur d'un supposé formatage des grandes organisations mondiales pour notre échec. Nous devrions plutôt puiser dans notre sens de stratégie pour que cette faiblesse devienne notre force. Cela signifie rompre avec les crispations, les fatalismes, les frilosités et les désespoirs qui nous caractérisent en Afrique pour sortir de notre syndrome d'immobilisme et construire un imaginaire d'intelligence et de volonté de vaincre. Cela selon une perspective d'altermondialisation résolument tournée vers l'avenir. Au fond, il s'agit de nous changer nous-mêmes pour pouvoir changer l'ordre du monde, selon la vieille sagesse philosophique. Il s'agit d'organiser nos structures d'être et de vie pour pouvoir organiser les

structures du monde et les dynamiques de construction de l'avenir. Avec une Afrique décomplexée et combative.

2. Les acteurs

Pour ce faire, une analyse des acteurs de la situation actuelle de mondialisation et de globalisation est utile et instructive. Elle permet d'intégrer l'action des institutions financières internationales et des organisations d'aide au développement dans les stratégies qui sont mises en œuvre dans les batailles actuelles du monde.

Le premier acteur sur lequel se concentrent tous les fantasmes des Africains, c'est l'Occident. Il est faussement vu comme une entité monolithique qui ourdit des complots, affinent des conspirations et conçoit des stratégies de maintien des pays africains dans un éternel sous-développement, afin de mieux asseoir une domination sans fin sur toute l'humanité. Cet Occident mythologisé aurait entre ses mains des institutions et des organisations visibles ou occultes, au service des pouvoirs vampires et cannibales dont les services secrets sont prêts à éliminer promptement tout chef africain épris d'indépendance et de liberté. Dans un maillage irrésistible de l'ensemble de la planète, il place partout ses sbires, ses pions, ses *illuminati* sans foi ni loi, sans tendresse ni pitié. Il affaiblit ainsi toute velléité de résistance ou de révolte dans les pays qu'il domine, à travers des structures comme la Françafrique ou la francophonie. Entre les griffes d'un tel système diabolique, tout serait perdu pour l'Afrique.

Tout et pour très longtemps. Il suffit, dit-on, de regarder la conspiration internationale contre la pauvre et

pitoyable République Démocratique du Congo, que l'on veut exploiter et dépecer, pour se faire une idée de la férocité des logiques occidentales à l'égard de l'Afrique. Tous les ogres, tous les vautours se rassemblent autour d'une nation qu'ils assassinent à coup d'interventions militaires, d'aide humanitaire ou d'appui au développement.

Penser ainsi l'Occident, les institutions internationales et les organisations d'aide au développement, c'est oublier que tout a une histoire et que l'histoire est faite de mutations et des métamorphoses qui s'imposent selon des logiques immaîtrisables ou suivant les choix et les décisions des hommes. L'Occident de la guerre froide n'est pas l'Occident de l'actuelle mondialisation. Au sein même de cette histoire, les Etats-Unis ne représentent pas une seule et unique réalité, sous Clinton, sous Bush fils ou sous Obama. Les crises financières comme celles de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal n'ont rien à voir avec la situation allemande ou l'état des pays scandinaves. Chaque fois que les défis nouveaux apparaissent, l'Occident dans sa diversité et dans ses tensions réfléchit à nouveaux frais sur ses intérêts multiples, pays par pays, ou tout ensemble, pour imaginer les stratégies qui ne sont pas définies d'avance et ne peuvent pas se résumer en une volonté luciférienne de tuer l'Afrique et de se nourrir de son cadavre. Les institutions financières qu'il domine et les organisations d'aide au développement revoient aussi leurs stratégies en fonction des mutations de base, des métamorphoses nécessaires et des réformes souhaitables. Or ces mutations, métamorphoses et réformes de fond sont maintenant visibles dans un vaste phénomène mondial :

l'émergence de nouvelles puissances et les nouvelles impulsions de changement par cette émergence même. Appelons cela la preuve par le *BRICS*.

Rien ne prédisposait ces pays à s'imposer sur la scène mondiale. Il y a quelques décennies, eux aussi, comme l'Afrique, étaient enclins à subir la toute-puissance et la morgue de ceux qui se croyaient maîtres absolus du monde. Mais lorsqu'ils ont compris que le monde est une arène ouverte où l'on doit affûter chacun ses propres armes et ses propres stratégies face aux autres ; une arène où il faut, comme dans les arts martiaux, savoir se servir des forces de l'adversaire pour le vaincre, ils ont découvert que le secret est dans la matière grise et dans la volonté de vaincre. La face du monde en est transformée. On le voit bien en Afrique où la Chine est devenue un acteur majeur de la géostratégie mondiale. Cela grâce à une volonté politique manifeste, à un souci rigoureux d'organisation, à l'imagination de nouvelles stratégies d'action et à l'une des plus farouches volontés de vaincre dans le champ économique mondial aujourd'hui. L'actuel ministre chinois des relations extérieures caractérise cette dynamique comme une innovation théorique et pratique dont les idées de fond sont celles de développement pacifique, de relations économiques et politiques gagnant-gagnant, de multilatéralisme mutuellement bénéfique et d'ouverture au monde dans la perspective d'un avenir de prospérité, même au prix de grands et lourds sacrifices.

La Chine, c'est la chine, et l'Afrique, c'est l'Afrique, dira-t-on. Et on ajouterait sans doute, avec malice : il ne faut pas comparer les incomparables. Il n'y a ni même mentalité, ni

même culture, ni même niveau d'intelligence sociale, ni même volonté collective. L'Afrique, déterminée par la mentalité et la culture d'esclave, aura du mal à se relever de ses atavismes pour devenir tigre politique et dragon économique. Trop faible, trop extravertie, trop prise dans les griffes de l'Ogre néocolonial, elle est incapable de libérer des ressorts de créativité et d'invention de nouveau destin.

Le raisonnement peut séduire certains, mais il est spécieux. Il oublie que l'Afrique aussi n'est pas un bloc monolithique. Elle a une histoire. Elle est sensible aux mutations. Elle sait saisir les opportunités pour bondir et rebondir. Malgré tout ce qu'on peut dire, les indépendances furent pour elle un splendide moment de bondissement et de rebondissement. En dépit des faiblesses dont elle a fait montre dans sa démocratisation, elle a vécu avec ses conférences nationales des années 1990 comme un temps fort de bonds et de rebonds. Les dictatures féroces et sanguinaires ne sont plus son mode d'être politique dominant. Et aujourd'hui, elle n'est plus l'Afrique qui coule à pic et qui est condamnée à l'inanition économique et financière comme on le disait il y a à peine deux décennies. On parle de plus en plus maintenant d'émergence de lions politiques et de tigres économiques africains, pour des pays qui comprennent l'urgence et le sens des réformes utiles à engager maintenant en vue de sortir du complexe de victimisation dans lequel un certain discours africain se complait et s'emmure.

En plus, l'Afrique sait désormais qu'elle peut s'ouvrir, par son intelligence et sa volonté, aux autres sphères de relations, en dehors des routines de nos relations avec le

monde occidental dont la domination sur les institutions financières et les organisations d'aide au développement n'est plus ni absolue ni de longue durée. La multi-latéralité de possibilités de liens politiques et économiques est devenue un atout de taille. Même la République Démocratique du Congo dont on croit qu'elle est un chaos social par excellence, un vide d'Etat et un gouffre pour l'aide internationale, même elle, dans ses désarrois, cherche vers la Chine des bouffées de sauvetage. Même elle, dans son errance et ses problèmes de sécurité et d'unité, comprend peu à peu qu'il y a lieu de tirer profit des organisations financières internationales et des organisations d'aide au développement pour se réorganiser dans ce que le philosophe Prince Kaumba Lufunda Samajiku appelle *le réveil du géant*. Quand bien même cette dynamique ne serait pas encore très visible et qu'elle souffrirait encore d'un déficit manifeste d'organisation et d'action, elle est fortement sensible dans les débats intellectuels et dans l'imaginaire populaire dont le souci et le souhait du changement sont permanents. Au *Club pour l'Eveil du Congo*, nous n'hésitons plus à parler aujourd'hui du nouveau rêve congolais et à investir toute notre foi en lui. Il s'agit là d'une nouvelle lame de fond qui réorientera sans doute la vision de la présence et du rôle des organisations internationales et des institutions financières internationale en RDC.

Ces organisations et ces institutions sont elles-mêmes en pleines mutations. Elles s'interrogent sur leur vocation et s'orientent vers une remise en question radicale du travail qu'elles ont accompli en Afrique. Quand on est sensible à leurs rapports d'activités, à leurs rapports sur la

situation d'un pays comme la RDC et à leurs documents de stratégie, on aurait du mal à les considérer simplement comme de petites mains invisibles du néocolonialisme assassin ou des ogres patentés pour précipiter le continent africain dans le trou noir de la misère et du sous-développement. Elles s'inquiètent du manque de résultat dans leurs politiques de développement où sont pourtant investies des ressources financières monumentales. Elles se demandent avec quels acteurs locaux travailler pour plus de fécondité en matière de développement. Elles désespèrent parfois de devoir coopérer avec des autorités politiques aux mentalités et aux attitudes corrompues, tout comme elles exultent quand l'économie numérique propulse des pays comme le Nigeria ou le Ghana à l'avant-scène du monde. Il suffit d'analyser sans état d'âme les politiques des institutions qui représentent l'union européenne en Afrique et de travailler de près avec les personnalités qui les dirigent pour comprendre que leur vraie angoisse n'est pas de participer à un naufrage programmé du continent africain, mais de ne pas pouvoir conduire le continent à prendre sa place de choix dans l'économie mondiale. Même s'il existe des trusts mafieux et des conglomérats d'exploitation, de pillage et de prédation, ce ne sont pas eux qui conçoivent et orientent les politiques de développement dans l'ordre mondial actuel, en Occident ou ailleurs. L'essentiel aujourd'hui se situe à un autre niveau : dans la quête des règles qui puissent, d'une manière ou d'une autre et progressivement, conduire le continent africain à prendre son destin en main et à devenir suffisamment fort pour résister aux puissances de l'économie de pillage, d'exploitation et de prédation. Dans cette situation d'interrogation et de réévaluation sur elles-

mêmes, les organisations d'aide à l'Afrique sentent que le monde a changé et que le développement mondial pacifique dans la dynamique gagnant-gagnant deviendra de plus en plus un concept central dans l'éthique planétaire qui se construira peu à peu. C'est sous cet angle qu'il est bon de les regarder aujourd'hui en Afrique pour que l'Afrique fasse d'elles non pas un cheval de Troie pour la destruction de nos pays, mais le limon, le levier et le ferment possibles d'une nouvelle ouverture au monde.

3. Les nouveaux enjeux du développement

La question aujourd'hui n'est donc pas de savoir si les institutions internationales et les organisations d'aide au développement peuvent être au service du développement du continent africain. Elle est de savoir comment faire pour qu'elles le deviennent dans le nouveau contexte du monde, en une grande fécondité d'initiatives et une ardente effervescence d'actions, avec des Africains capables de prendre le destin de l'Afrique en main. Elles ne le deviendront que si l'impulsion est donnée de l'intérieur même de l'Afrique, grâce aux ressources d'intelligence, de volonté et d'organisation des élites dirigeantes et des populations africaines elles-mêmes. C'est dans le changement de cap et d'orientation au sein des pays africains, ou plus exactement, dans l'élan d'une Afrique unie pour sa liberté, sa prospérité et son développement, que le nouveau rôle de ce que l'on appelle la communauté internationale deviendra visible au sein des institutions financières et des organisations mondiales. Contrairement à ce que l'on croit : ce ne sont pas ces institutions et organisations qui font des hommes et des sociétés ce

qu'elles veulent qu'ils soient ; ce sont les hommes et les sociétés qui font de ces structures et ces institutions ce qu'elles doivent être profondément. Dans une Afrique organisée comme entité intelligente à partir d'une action panafricaine impulsée par l'Union Africaine, aucune organisation internationale ne pourra dominer notre continent. Mais dans une Afrique émiettée en des pays sans éthique politique ni cohérence économique, la plus petite ONG de développement et les plus grands trusts financiers mondiaux feront la loi, aidés par des élites politiques et financières locales sans foi ni loi. D'où l'urgence de voir émerger de nouveaux leaders africains qui ne soient pas propulsés au pouvoir et manipulés par les puissances étrangères hostiles aux vrais intérêts du parti. D'où également l'urgence de doter l'Afrique de nouveaux lieux de formation pour ces leaders du nouveau type.

Les enjeux sont en fait ceux-ci : construire une Afrique unie autour des institutions africaines solides, développer l'intelligence sociale des élites et des populations dans nos pays, créer un imaginaire de la volonté de vaincre et faire rêver nos peuples d'une dynamique Africaine de la grandeur, de la puissance et du bonheur communautaire. C'est au cœur de ces enjeux que les organisations internationales pourront avoir du sens pour l'Afrique : contribuer à son développement, comme on disait hier, à son émergence, comme on dit aujourd'hui. Grâce au génie de l'Afrique elle-même.

Conclusion

Le problème est donc entièrement entre nos mains d'Africains aujourd'hui. Il est dans notre capacité d'assumer la force de notre liberté et la puissance de notre créativité au sein du monde actuel, sans complexe d'aucune sorte ni sentiment de ne pas être à la hauteur de notre développement.

Quand on s'enracine dans le pouvoir créateur qui est en soi et que l'on s'organise pour en faire le levier des relations à tisser avec les autres, on enrichit ces autres et on se laisse enrichir par eux.

La clé, comme dirait Mamadou Koulibaly, c'est la qualité, la puissance organisatrice et le pouvoir de créativité du leadership africain. « Le facteur de succès de tout pays prospère réside dans la qualité des hommes et en particulier de ceux qui le dirigent et leur capacité à adopter des politiques de liberté qui permettent l'exploitation intelligente des ressources, la création et la stimulation des valeurs et des normes intangibles propres aux sociétés couvertes.¹⁸ »

Ces leaders pour le développement de l'Afrique dans une perspective endogène, il convient maintenant de les former et de les éduquer face aux défis d'aujourd'hui et de demain.

¹⁸ Mamadou Koulibali, *Leadership et développement africain, Les défis, les modèles et les principes*, Paris, L'Harmattan, 2008.

TROISIEME PARTIE

Pour une nouvelle université congolaise

16

Sauver l'université congolaise comme lieu de l'intelligence

Depuis plus de trois décennies déjà, des cris d'alarme s'élèvent de partout dans le monde intellectuel congolais pour attirer l'attention de toute la nation sur l'effondrement de l'université du pays. Des milliers d'articles, de rapports, de livres et de compte-rendus de recherche ont été publiés sur le sujet, sans qu'aucune réforme de fond ne soit vraiment tentée ni aucune perspective de révolution fondamentale réellement ouverte.

1. Que se passe-t-il ?

Chaque fois que la question a été sérieusement abordée comme à la Conférence Nationale Souveraine au début des années 1990 ou, plus récemment, à une rencontre de réflexion organisée au bord des chutes de Zongo dans le Kongo Central par l'autorité de tutelle de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, les propositions de changement élaborées sont restées lettre morte, comme si leur véritable destination était les tiroirs du ministère et de la primature. On croirait que les responsables du système éducatif congolais sont paralysés dans leur

capacité d'action et de décision, envoûtés par un esprit d'autisme désastreux au point de ne pas se rendre compte qu'il y a péril en la demeure et que c'est l'avenir de la nation qui est en jeu. Cette situation est d'autant plus étonnante que la crise de l'université est sur toutes les langues dans toutes les couches de la population. Depuis le monde politique qui, sans rien faire de significatif, l'évoque pour la déplorer, jusqu'aux parents d'étudiants qui ne savent plus à quel Saint se vouer, en passant par les étudiants eux-mêmes qui savent bien ce qu'ils sont devenus : des jeunes privés d'avenir dans une société sans orientation pour la promotion de la matière grise. Même les professeurs d'université ne se font plus d'illusion sur le monde dans lequel ils travaillent : les plus conscients d'entre eux savent qu'ils chevauchent un cheval en errance et qu'ils tiennent une enveloppe vide, ou plus exactement, qu'ils vivent dans des tonneaux qui font du bruit pour rien et roulent à grande vitesse vers le non-sens.

Que se passe-t-il pour que toute une nation laisse ainsi s'effondrer les possibilités de développement de son intelligence sociale et s'accommode d'un système universitaire profondément médiocre, chaotique et erratique ? Comment se fait-il qu'aucune initiative d'envergure ne soit prise à l'intérieur des universités elles-mêmes pour qu'elles soient créatives dans le pays et compétitives à l'échelle mondiale ? Que signifie l'indifférence manifeste des autorités politiques face au

désastre et l'impuissance des acteurs sociaux devant une catastrophe aussi manifeste ?

2. Cheminement désastreux

Dans les innombrables débats entre professeurs d'université au Congo, nous sommes confrontés à ces questions et les lames de fond de nos réflexions peuvent être présentées globalement selon quelques lignes de force.

Il y a avant tout la ligne du regard vers le passé, depuis la création de l'université Lovanium au début des années 1950 jusqu'à nos jours.

Au début, dans le contexte de la colonisation belge, l'objectif de la création de l'enseignement supérieur au Congo était clair. Il s'agissait de former une petite élite coloniale noire au service de la métropole, avec des « évolués » coupés de leurs milieux et formatés pour vivre comme des auxiliaires des Blancs dont ils devaient adopter superficiellement le mode d'être dans un pays arrimé aux intérêts de la Belgique. Il fallait aller petit à petit dans cette orientation pour doter le Congo de cette nouvelle couche des « peau noire-masque blanc » dont le travail servirait à encadrer les populations, dans des fonctions subalternes bien définies, pour un maillage efficace du pays avec des agents nègres serviles contrôlant leurs propres frères.

Le schéma belge ne marcha pas. Face à l'accélération de l'histoire qui imposa l'indépendance comme nouveau projet de reprise de l'initiative historique par les Africains sur leur terre, les choses dérapèrent vite et échappèrent à la vision belge de l'université. L'autodétermination du pays surgit quand les colons n'avaient même pas un noyau fort pour gouverner un Etat moderne. Les « évolués » qui eurent entre leurs mains les rênes du pays furent pris dans le vertige d'une destinée inattendue. Faute d'une bonne intelligence des enjeux du présent et de l'avenir, ils ne virent même pas que leur existence fut de nouveau précipitée dans un moule dont le projet n'était pas le leur : le projet néocolonial. Ils avaient les insignes de l'indépendance mais pas l'indépendance elle-même. Celle-ci ne fut pas un transfert de destin, comme dirait Malraux, mais une manipulation des symboles de liberté pour aboutir à la dictature de Mobutu.

Le projet universitaire dans ce contexte fut celui de la mise en scène d'une élite pour un projet néocolonial sans que cette élite sache elle-même à quel jeu elle jouait, ou plus exactement, à quel jeu elle était jouée, elle et le pays qu'elle devait diriger. Ceux des Congolais qui comprenaient qu'ils étaient dans un jeu des dupes, Mobutu les neutralisa ou les élimina, professeurs comme étudiants. Ceux qui eurent la conviction que l'indépendance se construisait par la promotion d'une nouvelle intelligence créatrice pour mettre la modernité occidentale devenue incontournable

au service d'un vrai projet de liberté pour le Congo, la dictature les réduisit au silence en s'emparant de leur discours pour le transformer en une philosophie de l'authenticité exaltée comme farce, selon le mot de Mudimbe, ou comme identité de pacotille sans impact sur le fond des réalités. C'est ainsi que l'université de l'authenticité zaïroise, qui visait la promotion de l'homme zaïrois sur la terre zaïroise, en vue du développement endogène et du rayonnement du pays dans le monde, perdit vite le souffle. Elle était une université fondée sur le mensonge et la fausse conscience.

Le mensonge, c'était de cacher l'aliénation sous des programmes solides, avec des enseignants solides formés pour la plupart en Europe et des citoyens chauffés à blanc par une idéologie qui les rendaient sûrs d'eux-mêmes, sans qu'ils comprennent pourtant qu'ils étaient au service d'un régime de dictature. Un régime politique qui les corrompait peu à peu et mettait leur intelligence au service d'une mystification idéologique.

La fausse conscience, c'était de se croire libre parce qu'on accédait au haut savoir de l'Occident alors que tout le contenu de ce haut savoir et toute son orientation faisaient de l'intellectuel congolais un caniche et un perroquet. Les grandes intelligences congolaises qui ont été pourtant des caniches et des perroquets du savoir occidental, l'université néocoloniale du mobotisme en a formé en abondance. Mais

elles n'ont eu pour choix que de servir la dictature ou de s'exiler vers les pays occidentaux dont ils maîtrisaient les savoirs de manière magistrale. L'intelligentsia nationale en arrivait ainsi à oublier le projet de liberté qui aurait été le cœur d'une authenticité fertile et créatrice et le projet de développement et du rayonnement de leur pays comme nation indépendante et forte. Sous Mobutu, l'université congolaise a été une fabrique d'hommes et de femmes tiraillés entre la soumission à une dictature qui les méprisait et les écrasait, et le rêve d'être cooptés par les institutions occidentales pour échapper à la dictature, sans savoir que les connaissances et l'existence contrôlées par les hôtes qui vous accueillent en Europe ou en Amérique du Nord sentent toujours quelque part « *l'odeur du père* », selon le mot de Mudimbe, c'est-à-dire le contrôle discursif et l'aliénation épistémologique irrémédiables.

En plus, on n'est pas vraiment outillé dans ce contexte pour résoudre réellement les problèmes de son propre pays, ainsi que l'a remarqué avec justesse le professeur Richard Mugaruka. En même temps, on a toujours le sentiment d'être un étranger et d'avoir quelque part trahi sa propre nation en restant à l'étranger, même comme personnalité de luxe et intellectuel adulé partout dans le monde. De ce drame intérieur, toute la génération de l'université de Mobutu n'en est pas encore sortie ni dans sa structure de conscience, ni dans ses systèmes de connaissance, ni dans ses méthodes pédagogiques, ni dans ses rêves d'avenir.

Nous en savons profondément quelque chose parce nous appartenons à cette génération dont le moule a forgé notre être-dans-le monde en RDC, nous forces intellectuelles de la nation. Ce moule, il faut que le Congo en casse toute l'ossature pour un nouveau projet d'université.

Depuis la chute de Mobutu, le monde dans lequel le Congo vit est le monde du néolibéralisme comme rationalité globale. Dans cette rationalité, comme l'affirment Pierre Dardot et Christian Laval, il ne s'agit pas seulement « *d'une politique économique qui donne au commerce et à la finance une place prépondérante. Il s'agit de bien autre chose, il s'agit de bien plus : de la manière dont nous vivons, dont nous sentons, dont nous pensons. Ce qui est en jeu n'est ni plus ni moins que la forme de notre existence, c'est-à-dire la façon dont nous sommes pressés de nous comporter, de nous rapporter aux autres et à nous-mêmes* ». La vérité néolibérale du monde est devenue une norme contraignante. « *Cette norme enjoint à chacun de vivre dans un univers de compétition généralisée, elle somme les populations d'entrer en lutte économique les unes contre les autres, elle ordonne les rapports sociaux au modèle du marché, elle transforme jusqu'à l'individu appelé désormais à se concevoir comme une entreprise* ».

Après Mobutu, on se serait attendu à voir le projet universitaire congolais prendre à bras-le-corps cette vérité du néolibéralisme et entrer de manière compétitive dans le

champ mondial de la recherche et de la créativité intellectuelle, comme une université de combat, selon les règles mêmes du jeu néolibéral. Rien de tel n'a été pensé et le Congo ne s'est même pas donné une élite compétente pour ouvrir cette perspective de pensée, faute de hauts lieux géostratégiques pour le faire. On pourrait même dire que le Congo ne comprend pas la logique du néolibéralisme comme logique de monde et qu'il ne dispose d'aucun projet universitaire pour former les générations montantes à se battre dans le monde tel qu'il est, dans son ordre ou dans son désordre.

Quand on ne se dote pas aujourd'hui d'une force intellectuelle capable de se mouvoir efficacement dans les logiques dominantes, grâce à une certaine organisation des connaissances et à une forte capacité de forger des stratégies de recherche pour y prendre une place de choix et y réussir une destinée forte, on ne peut pas dire que l'on a une université pour notre temps. C'est le cas de la RDC aujourd'hui. Au temps de Mobutu, il y avait au moins une vision dictatoriale de la société dans laquelle les dirigeants inscrivaient leur relation au monde universitaire et jouaient à merveille leur farce de l'authenticité, dans l'illusion d'être dans un pays qui veut compter dans le monde. Aujourd'hui, il n'y a rien. L'université danse dans le vide et son chaos est terrifiant : avec des institutions d'enseignement supérieur qui n'en sont pas du tout, des programmes sans colonne vertébrale, des enseignants sans

pouvoir et qui ont pour la plupart démissionné de leur responsabilité éducative, des étudiants globalement sans avenir et des parents en déshérence, tout cela dans une ambiance de corruption généralisée qui fait douter partout dans le monde qu'il y ait encore une véritable université au Congo.

Rappelons encore ici le diagnostic qu'a fait à ce sujet l'ancien ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Bonaventure Chelo Lotsima : l'université congolaise, écrit-il, connaît « *une régression considérable dont la cause majeure réside dans l'accoutumance aux antivaleurs dans les établissements de l'ESURS, avec comme conséquences la défaillance de la recherche scientifique, le discrédit du niveau de formation congolaise par rapport aux standards internationaux et la perte du sens civique et moral dans le vécu des intellectuels congolais* ». Aux yeux du ministre, les établissements qui auraient dus être des « *hauts lieux de formation de l'élite congolaise sont malheureusement devenus des pépinières de tous les maux qui sont à la base de la dérive de la nation (...): la tricherie, la corruption, le favoritisme, la débauche, l'insalubrité, le banditisme, le détournement, le vol, etc.* » On ne peut pas être plus explicite.

Dans ce contexte, quand on parle de l'université au Congo, on valorise un mensonge et on promet une fausse

conscience. On sait qu'il n'y a rien en profondeur et on fait semblant de croire qu'il y a quelque chose.

Par exemple : dans la société où la notion d'emploi sérieux et permanent a disparu et où le chômage des jeunes est désastreusement massif, on fait croire aux générations montantes que l'université les prépare à des postes sûrs et fortement rémunérés et qu'il suffit de choisir les filières scientifiques d'avenir pour y accéder. On dévalorise ainsi les filières des humanités, des lettres et des sciences humaines qui apprennent pourtant à penser et à réfléchir aux étudiants et on met tout l'espoir d'un pays dans des filières de métier de pure exécution, en dehors de toute culture générale, comme si le futur appartenait aux robots humains qui ne font que des gestes stéréo-typiques et automatisés. Et lorsque ces robots finissent leurs programmes de seconde zone, qui ne correspondent même pas aux standards internationaux de compétitivité, ils se rendent compte que la société n'a rien prévu de rationnellement solide pour les intégrer au marché du travail, rêve ultime de tout jeune à qui on fait croire que travailler sous l'autorité d'un patron est l'ultime joie de l'existence.

Autre exemple : le mythe du diplôme et la banalisation de ce parchemin universitaire rendent de moins en moins compte de la substance des connaissances véritablement reçues et maîtrisées. Qui peut aujourd'hui garantir que les

diplômes innombrables délivrés par les universités congolaises sont l'expression d'un vrai savoir et d'un vrai savoir-faire ? Rien que dans le simple domaine de la maîtrise de la langue, la régression des étudiants dans l'usage correct de la langue d'expression courante désespère de plus en plus les professeurs d'université qui rejettent la faute au système primaire et secondaire. En cela, ils affirment que c'est l'ensemble du circuit éducatif qui s'est effondré. Ne parlons pas des filières comme celles de la formation des ingénieurs et des informaticiens : la place du Congo dans ce domaine dans le monde d'aujourd'hui n'est ni la mieux lotie, ni la plus performante, ni la plus créative. Le Congo n'y côtoie pas l'Inde dans les sphères de la formation de haut niveau, encore moins les grandes nations d'invention et d'innovation comme les Etats-Unis ou le Japon. Quand aux facultés de médecine, ce que disait le professeur Ilunga Kabongo dans les années 1970-1980 est toujours d'actualité : *« plus nous formons les médecins, plus notre système de santé manque de crédibilité. Je ne connais pas un seul Congolais haut placé qui ne préférerait pas aller mourir en Belgique, en France, en Inde ou en Afrique du Sud au lieu de se faire soigner dans nos hôpitaux ici au pays »*. Pourtant, chaque année, de nouvelles facultés de médecine et des sciences médicales poussent comme des champignons en RDC, contre toute logique de performance et d'efficacité. *Allez-y comprendre quelque chose !* dit le langage populaire.

Troisième exemple : la misère des étudiants dans le domaine de la lecture des grandes œuvres de l'humanité, en littérature comme en sciences, est partout manifeste, avec pour corollaire le recul de la maîtrise de la culture humaine et de ses héritages fondamentaux. Des jeunes qui sortent de l'université sont censés connaître certaines références de base qu'ils n'ont pas en fait et dont on fait semblant de croire qu'ils les ont. Comment seront-ils capables de construire une pensée, de structurer une logique dans la réflexion et de maîtriser les grands débats de société si les bases mêmes de la pensée humaine leur échappent complètement ? Nous exagérons sans doute et nous généralisons abusivement, mais c'est à dessein pour que le pays décide de prendre le taureau par les cornes.

En fait, ces exemples indiquent une situation d'imaginaire vicié : beaucoup de Congolais ont une représentation d'eux-mêmes comme universitaires dans les institutions d'enseignement supérieur et dans la société alors que la réalité est loin de correspondre à cette image. On se ment ainsi à soi-même dans son mental et on ment à la société, tout cela sous couvert d'un système éducatif qui ne se donne même plus la peine d'apprendre aux jeunes à résoudre les grands problèmes de leur société. Tout le monde sait cela et personne parmi les décideurs ne bouge sérieusement le petit doigt. C'est cela qui est littéralement incroyable au Congo.

3. Un enseignement en plénitude, une université de combat

Tout ce que nous venons de présenter, nous aimerions qu'on l'appelle désormais l'université du vieil homme congolais, ou plutôt l'université de l'ancien Congo. Il faut rompre avec elle et regarder l'avenir selon d'autres orientations. Notamment : penser un nouveau projet universitaire congolais et bâtir de nouvelles stratégies de développement de l'enseignement supérieur en RDC.

Penser un nouveau projet universitaire congolais. Face aux exigences du présent, la maîtrise des logiques de la mondialisation néolibérale est un impératif absolu. Il faut au Congo une génération de nouveaux universitaires qui connaissent le monde d'aujourd'hui et qui se battent selon l'esprit de compétition féroce dans le champ intellectuel, dans le champ économique, dans le champ politique comme dans le champ culturel. Si l'on ne forme pas une génération de combat dans ce domaine, on sera à jamais une nation faible et impuissante, à la queue des nations, comme le montrent les multiples classements mondiaux sur les indices du développement humain, sur le climat des affaires ou sur le sentiment du bonheur de vivre dans son propre pays. Jetez un coup d'œil au dernier classement des pays africains établi par la Fondation Mo Ibrahim et vous en saurez quelque chose concernant notre pays.

Il y a plus. La vocation de l'université congolaise n'est pas de s'enfermer dans la barbarie actuelle du monde et dans la férocité cannibale qui s'y cache sous le nom du néolibéralisme. Il faut une université qui ouvre de nouveaux horizons. Une université qui remet en question la logique néolibérale pour une mondialité fraternelle et une culture du bonheur partagé, grâce à la maîtrise des rationalités de solidarité et des normes des sciences au service de l'humain.

Ce projet est indispensable et le « nouvel homme congolais » doit en faire la base de la nouvelle université congolaise : l'université de l'altermondialisation, qui vise le changement global de la société par la capacité de répondre aux problèmes concrets des populations. Ce n'est pas un vœu pieux : c'est le défi pour sauver le système d'enseignement supérieur et universitaire du pays.

Développer de nouvelles stratégies d'action et de créativité.
Nous pensons ici à l'urgence d'éduquer l'homme dans sa totalité et de sortir du schéma de formation de petits robots d'exécutants sans imagination créatrice, sous prétexte que l'université est au service de l'emploi et que le Marché est sa divinité tutélaire. En réalité, c'est la philosophie même de l'emploi dans son ensemble que l'université doit repenser et restructurer au lieu que ce soit l'emploi au sein du Marché social qui pense et restructure l'université. Il faut pour ce faire créer une articulation nouvelle, une

dynamique d'inter-enrichissement et d'inter-fécondation entre humanités, sciences sociales, sciences économiques, sciences politiques et toutes les disciplines des sciences dites exactes, avec de nouvelles disciplines comme les neurosciences ou les sciences de l'information et de la communication. Comme dirait Edgar Morin, il faut décroiser les savoirs, unir les diversités scientifiques, sortir du morcellement des disciplines pour une vision globale de la transformation du monde dont l'université serait non seulement le creuset, mais le levier.

A cela, il faut ajouter l'impératif de lier *l'endogénéité* comme principe qui consiste à former des hommes qui répondent aux défis de leur société et *la mondialité* qui consiste à contribuer à résoudre les grands problèmes du monde. Avec cette double orientation stratégique, « le nouvel homme congolais » construira une université digne de sa destinée.

Enfin, il faut aujourd'hui travailler à diffuser l'esprit universitaire dans la société même, grâce à la création et à la multiplication non pas des instituts universitaires au sens classique, mais des centres, des réseaux, des clubs, des think-tanks et des groupes d'éducation populaire qui servent des lieux alternatifs de promotion de la matière grise et des valeurs. Un maillage de tout le Congo avec de telles structures de l'intelligence sérieusement et organiquement animés par des universitaires susciterait

une masse critique des « Nouveaux Congolais » pour
changer le pays.

C'est cela qu'il faut, impérativement.

17

Refonder l'enseignement supérieur à partir de la base

Au Congo, on veut toujours redresser la situation universitaire de la nation par le haut, en rassemblant les professeurs, les experts et les grands spécialistes des théories éducatives. Sans doute croit-on que tous ces hauts dignitaires du monde de l'enseignement supérieur ont des recettes différentes de celles qui ont toujours été proposées et qui seraient tout d'un coup maintenant dotées d'une nouvelle magie de transformation radicale de l'université congolaise? On se trompe : la transformation de la situation universitaire par le haut est à bout de souffle, du simple fait que les réformateurs font maintenant largement partie du problème à résoudre. Ils sont eux-mêmes la gangrène du système qu'ils ont contribué à mettre en œuvre et qu'ils ont corrompu profondément.

Aujourd'hui, il est urgent d'ouvrir une autre voie et d'inventer de nouvelles stratégies, qui procèdent par ceux qui sont le centre de l'université : les étudiants. Ce sont eux qui devront révolutionner leur université et c'est avec eux qu'il est urgent de lancer un dialogue de fond sur l'université dont ils rêvent, compte tenu des réalités

catastrophiques qu'ils vivent et dont ils peuvent mesurer les conséquences sur l'avenir du pays où ils devront vivre.

1. Pourquoi la voie d'en haut ne donne rien ?

Jusqu'ici, chaque fois que l'on doit discuter de la nouvelle voie à ouvrir pour changer l'université congolaise, on se presse de chercher les hautes intelligences que sont les professeurs, les experts et les spécialistes dont on attend de nouvelles orientations, de nouveaux programmes et de nouvelles pratiques. Il existe aujourd'hui de montagnes de documents qui servent de directives pour la nouvelle université congolaise, sans que rien de consistant ne soit vraiment visible comme pouvoir et réalité de changement.

Au contraire, d'année en année, les mêmes rengaines, les mêmes jérémiades et les mêmes reproches sont ressassés sur la corruption du système universitaire congolais, la baisse du niveau et de la qualité de l'enseignement, le chaos organisationnel, la destruction des infrastructures et l'effondrement éthique de tout l'espace universitaire.

A ces plaintes, les mêmes réponses sont données : la cascade des ministres dont chacun a son idée de ce qu'il faut faire, les commissions innombrables, les réunions à n'en pas finir et les propositions des réformes toujours plus abondantes les unes que les autres. Le vrai changement, on n'en voit pas.

L'heure est venue de se demander pourquoi rien ne change en profondeur. La réponse est celle-ci : quand on veut changer les choses avec ceux qui sont le cœur même du problème, on ne change rien du tout. L'élite dirigeante qui réfléchit sur les problèmes de l'université congolaise souffre aujourd'hui d'un imaginaire caractérisé par les pathologies suivantes, connues depuis longtemps :

- Une mentalité d'extraversion que l'élite universitaire n'a jamais remise en question de manière fondamentale pour penser vraiment le Congo à partir des problèmes réels du Congo.
- Un complexe de perroquet qui reprend les savoirs venus d'ailleurs sans développer ni des forces d'appropriation réelle ni des pouvoirs d'invention de nouvelles voies à partir d'une nouvelle conscience de ce qu'il faut faire.
- Un manque d'un esprit d'organisation et de recherche qui mette sur pied des réseaux de créativité centrés sur les aspirations réelles du pays.
- Un esprit de jouissance qui a transformé la classe intellectuelle en caniches au service des politiques non pensées et en troupeau d'esclaves de l'argent.
- Une tendance à rouler inutilement les mécaniques pour montrer qu'on est de grandes intelligences alors qu'on a rien montré de l'efficacité de cette intelligence dans le développement du pays et la construction d'une société de développement crédible.

Avec ces pathologies, il est difficile de miser sur une pensée créatrice et autocentrée ainsi que sur des remises en question décisives concernant les orientations de l'université congolaise, en vue des propositions qui ouvrent au Congo de nouvelles perspectives universitaires.

Tant qu'on ne comptera que sur l'esprit d'une élite gangrenée par des pathologies dont elle ne voit pas qu'elles sont le cœur du problème de l'enseignement universitaire au Congo, on tournera en rond et rien ne changera. Ce qui fait problème, c'est « l'esprit de mort » de l'élite universitaire congolaise actuelle. Il devra être avant tout transformé par « l'esprit de vie » d'une vision nouvelle du Congo que ceux qui ont conscience du désastre de l'université congolaise devront libérer.

2. Réorienter l'imaginaire universitaire à partir de la base

Tous ceux-là qui savent qu'il faut des changements de fond devront se tourner vers les victimes du système universitaire actuel, ces jeunes gens devenus maintenant acteurs et fossoyeurs d'une institution qui est pourtant l'avenir même de leur pays. Il s'agit des étudiants. Jamais ils n'ont été associés à la réflexion sur la transformation de l'université congolaise. Jamais ils n'ont été mis au cœur des mécanismes de responsabilité citoyenne sur ce que doit être l'enseignement supérieur du pays. Jamais ils n'ont eu conscience que ce sont eux l'université et qu'ils doivent

construire le « nouvel esprit de vie » de l'intelligence congolaise contre « l'ancien esprit de mort » développé par les vieilles élites extraverties et cassées dans leurs ressorts par les mentalités de caniche et de jouisseurs sans intelligence.

Sans vouloir faire des étudiants une nouvelle classe messianique pour changer l'université congolaise, il est impératif pour les nouvelles autorités dirigeantes de l'enseignement supérieur au Congo de savoir que rien de nouveau ni de grand ne se fera en matière de réforme, de réorientation ou de révolution universitaire congolaise si la réflexion n'est pas conduite avec les forces de base que sont les étudiants. Il convient que les étudiants prennent conscience de ce que l'université actuelle a fait d'eux : des « morts » intellectuels, des « êtres » sans avenir, des futurs esclaves des maîtres du monde, sans souffle créateur ni destinée de puissance. Plus que les professeurs, les experts et les spécialistes en réformes éducatives, ce sont les étudiants qui ont intérêt à voir l'université congolaise changer. Il faut leur demander alors quelle vision ils ont de l'avenir du Congo, quel Congo ils veulent construire, quels savoirs ils veulent développer, quelles infrastructures ils veulent voir surgir dans leur espace de vie. Cela doit conduire à des questions plus radicales encore. Notamment : Avec quels pouvoirs politiques faut-il changer les choses ? Selon quelle gouvernance doit-on conduire la nation ? Quelles révoltes constructrices et quelles

puissances de résilience faut-il libérer? Quelles forces d'action historique faut-il faire naître pour une nouvelle destinée au Congo ?

Aujourd'hui, dans tous les milieux universitaires, ces questions devront être au cœur d'un grand débat où les étudiants sont engagés avec ceux de leurs enseignants qui savent que les réalités doivent changer. Même les vieux cocotiers intellectuels qui veulent continuer à recevoir des vieilles recettes de réforme qui n'ont jamais marché, il est bon que les étudiants les secouent et renversent leurs vieilles outres, pour une nouvelle université congolaise.

Si le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et universitaire veut réussir, il est urgent pour lui de lancer le grand débat au sein des universités, avec les étudiants, en une sorte de grande palabre d'où les nouvelles idées prennent corps non seulement du point de vue des contenus des enseignements, mais surtout du point de vue de la philosophie globale, de l'organisation radicale et de la révolution infrastructurelle du monde universitaire congolais. Comme l'a dit récemment le Président américain Barack Obama pour justifier sa nouvelle politique de coopération avec Cuba : *« quand on a pendant cinquante ans essayé des recettes qui n'ont pas marché, il vaut mieux tenter d'autres méthodes pour changer l'ordre des choses »*.

A bon entendeur, salut !

18

Mobiliser les parents pour le redressement de l'université congolaise

Dans l'état de crise chronique de l'intelligence et de l'enseignement dans les universités congolaises aujourd'hui, il convient d'affirmer avec force que la voie du redressement ne relèvera plus désormais de la seule compétence des experts des institutions de formation supérieure. Elle exige de creuser d'autres sillons et d'ouvrir d'autres horizons d'avenir.

Dans le chapitre précédent, nous avons attiré l'attention sur l'urgence d'impliquer les étudiants dans la recherche de vraies solutions au problème, à partir des consultations universitaires organisées par le ministère de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, nous mettons en lumière une autre route de sortie de crise : l'engagement des parents dans la configuration des politiques universitaires, dans le suivi de la qualité des enseignements et des connaissances ainsi que dans la construction de nouvelles utopies pour une autre université congolaise.

1. La démission des parents : une plaie ouverte

Notre expérience dans l'enseignement universitaire congolais nous a fait prendre conscience d'un fait : les familles comme forces éducatives ne sont, pour le monde des universités, que des pourvoyeuses d'étudiants et des sources de financement pour leur fonctionnement. Les parents des étudiants n'interviennent ni dans la conception du projet académique ni dans la vision des programmes, ni dans l'orientation des disciplines, ni même dans la supervision de la vie de tous les jours au sein de l'univers universitaire. Une fois qu'ils ont placé leurs enfants dans une institution d'enseignement supérieur, il ne leur reste plus qu'à s'acquitter de divers frais qu'on attend d'eux et d'attendre à la fin de l'année les résultats de leurs enfants. Cela sans même chercher à savoir si ces résultats correspondent à un vrai contenu de connaissance, s'ils échappent à la corruption généralisée de l'enseignement universitaire congolais, ou s'ils ressortissent au système des points que l'on transmet par des voies autres que l'intelligence et que l'on fait disparaître comme par enchantement, au gré des humeurs et des guises des professeurs largement véreux. Tout ceci est le signe d'une arrogance organisée par le système lui-même, qui se croit être un lieu en apesanteur, sur lequel les parents n'ont aucun droit ni aucune exigence de demander des comptes, de quelque manière que se soit. C'est également le résultat d'une démission des parents eux-mêmes, qui n'ont jamais

pensé qu'il est de leur responsabilité d'avoir l'œil sur l'éducation universitaire des générations des jeunes dont on sait pourtant qu'ils sont l'avenir du pays.

On peut dire certes qu'il n'est pas de la compétence des parents de s'occuper des structures universitaires *ad intra*, au risque d'entretenir une regrettable confusion de rôles et de responsabilité avec les enseignants et les autorités académiques. Mais dans l'état d'effondrement actuel de l'université congolaise, tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés par l'avenir de la nation ont le devoir de participer à l'invention de voies nouvelles de redressement et de sortie de crise. Ne rien faire, baisser les bras et se réduire à répéter des jérémiades populaires sur l'état des universités, cela n'a pas de sens. Il faut agir et imaginer des propositions fortes pour sauver l'éducation universitaires au profit de nouvelles générations et de l'avenir de la nation.

La voie qui s'impose, c'est celle de structures de responsabilité pour les parents. Des structures qui leur permettraient d'être présents dans la vie des universités au Congo, de manière forte, dynamique, responsable et engagée. Il s'agit particulièrement, dans la vision que le pays doit avoir de son université, de la mise sur pied des clubs, des associations, des think tanks et des réseaux d'action qui aient pignon sur rue et qui donnent de la voix pour orienter la vie universitaire comme lieu d'éducation.

En fait, l'université est un milieu trop important pour être laissé entre les seules mains des professeurs et des autorités académiques ou politiques : il lui faut un engagement démocratique, une pression publique et une conscience de responsabilité populaire qui montrent clairement tout l'intérêt national d'un peuple face à son présent et à son avenir, en matière de connaissances et de savoirs, en matière d'intérêts nationaux et de valeurs de vie, en matière d'utopies et de rêves pour le futur.

Compte tenu du fait que le pays dispose d'une forte dose de parents qui ont déjà suivi eux-mêmes la voie de la formation universitaire, il n'est pas difficile d'imaginer qu'ils puissent s'organiser, pour sauver l'éducation universitaire au Congo, en forces de redressement, et même de refondation radicale, du système d'enseignement supérieur du pays. On doit attendre des Ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de les conduire à se configurer dans ce sens, pour l'intérêt de la nation.

Sans une action forte et déterminée dans ce sens, on doit craindre que l'université tourne à vide, avec des enseignements sans orientation sociale, avec des recherches sans ancrages dans les réalités concrètes, avec des professeurs et des autorités académiques qui ne sont redevables à personne parce que personne ne se donne la

peine de savoir ce qui se fait réellement au sein des universités.

2.- Changer le sens des choses

Aujourd'hui, le Congo ne peut pas se permettre de s'embourber dans une telle démission. Il est impératif que de nouvelles structures d'action éducative se mettent en place, avec des parents comme souffle et limon. Leurs tâches essentielles devraient être de différents ordres suivants :

- Prendre le pouls de l'état réel des universités à travers un dialogue permanent avec les jeunes universitaires, avec les enseignants et avec les autorités académiques, dans des espaces d'information ouverts pour créer une mobilisation nationale autour du rôle des universités au Congo.
- Interpeller chaque université sur l'image qu'elle a dans son terroir de vie et sur son action pour changer ce terroir, en vue de donner aux universitaires la conscience de leur pouvoir réel de transformation sociale.
- Entretenir un esprit de discussion publique sur l'état de l'université congolaise, à travers des débats médiatiques torrides ou sereins, organisés pour faire savoir à toute la communauté nationale ce que les universités sont réellement.

- Faire pression pour qu'une certaine éthique de l'intérêt du pays soit attisée dans les milieux universitaires comme dynamiques de liberté créatrice et de puissance inventive.
- Veiller à voir les universités devenir non pas des lieux de ressassement des savoirs stériles, mais des forces pour allumer le feu des révolutions qui permettent au pays de se penser en termes de puissance, de grandeur, d'émergence véritable et de développement réellement durable.

A travers ces fonctions de vigilance, d'aiguillon, de pression, d'interpellation, de mobilisation pour la qualité et de participation à la construction d'une nouvelle conscience nationale, les parents ouvriront des horizons pour l'émergence de nouveaux codes de conduite chez tous les acteurs du monde universitaire et pour la mise sur pied des réformes institutionnelles à l'intérieur même des universités. Cela afin que celles-ci s'évaluent en permanence comme lieux de recherche, de production des connaissances, d'enseignement de haut niveau et de formation du « nouvel homme congolais » capable de répondre à tous les défis auxquels la RDC fait face maintenant.

Pour que l'université congolaise devienne une vraie force du changement social et de l'émergence d'un nouveau Congo, c'est dans le sens d'une mobilisation des parents

pour la cause universitaire qu'il faudra aller résolument, en synergie avec les efforts des ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, avec toutes les autorités académiques et les professeurs qui sont conscients des changements à impulser, et surtout, avec les étudiants qui devraient constituer le « centre » de l'action éducative dans les universités, pour reprendre la belle expression du Chanoine Plevoets.

Ressusciter l'université congolaise pour une société de l'intelligence et du savoir-faire¹⁹

A la question de savoir ce qu'il pense des universités congolaises aujourd'hui, un expert en la recherche sur l'état de l'enseignement supérieur en Afrique a un jour répondu par une méchante boutade du philosophe Eboussi Boulaga au sujet de l'université de son pays, le Cameroun : « Ne parlons pas des morts ». Pour méchante qu'elle est, cette boutade n'en est pas moins l'image dominante répandue actuellement dans le monde sur l'enseignement universitaire au Congo. On le croit mort, en encéphalogramme plat, avec des apparences de vie entretenues par des habitudes où l'on fait semblant d'enseigner encore pour donner le change au monde alors que le monde dans son ensemble sait qu'au Congo l'université est morte comme lieu de formation, comme lieu

¹⁹ Ce texte est celui du professeur Tshiunza Mbiye, qui m'a demandé d'y collaborer pour un éclairage sociologique et philosophique. Nous avons voulu y proposer des perspectives pour une nouvelle université congolaise dans le contexte de nouvelles ambitions du gouvernement de notre pays, avec l'espoir qu'une nouvelle ère s'ouvre pour l'enseignement supérieur en RDC.

de la recherche et comme lieu de production des connaissances. C'est une image caricaturale qui ne correspond pas à la réalité des choses.

Ce que l'on ne sait pas dans cette image convenue entretenue par toutes les rumeurs négatives sur ce qui se passe dans notre pays, c'est le fait qu'actuellement l'université congolaise est dans un processus de résurrection dont on doit peu à peu attendre une révolution des connaissances et des pratiques pédagogiques dans les années qui viennent. Face à des signes évidents du réveil de l'espace universitaire congolais, il est bon de sortir du pessimisme pour un nouvel élan dont tous les acteurs engagés dans les changements à impulser dans nos institutions d'enseignement supérieur devront prendre connaissance ici et maintenant.

Nous sommes sensible à ces signes de résurrection et c'est de leur signification que nous nous proposons de parler dans la présente réflexion, dans le but de secouer l'ensemble du monde universitaire congolais pour qu'il s'engage dans la dynamique nouvelle qui prend naissance et se déploie peu à peu.

Un signe évident de résurrection

Le fait est trop rare pour qu'on ne le mette pas en lumière vigoureusement : le Premier Ministre de notre République vient de présenter un mémoire de DEA en économie à

l'Université de Kinshasa, sur un thème très significatif pour aujourd'hui : « *Efficacité des institutions et progrès économique* ». Derrière ce geste purement académique vibre une conscience dont on ne peut comprendre la portée que si on l'inscrit dans l'ensemble d'une politique nationale de résurrection des institutions d'enseignement supérieur. A l'échelle de responsabilité qui est la sienne et avec les informations abondantes dont il dispose sur les réalités congolaises, africaines et mondiales, le chef du gouvernement aurait pu se tourner vers des universités étrangères prestigieuses pour solliciter un diplôme qui aurait eu un grand rayonnement intellectuel. Il aurait pu sans problème s'adresser à des économistes de renommée mondiale qu'il connaît et se placer sous leur parapluie universitaire pour se tailler une place de premier plan dans la production des connaissances sur le Congo. Ce n'est pas cela qu'il a fait : il est resté fidèle à l'université nationale qui l'a formé et aux maîtres qui l'ont connu et dont il a sollicité le jugement sans complaisance ni parti pris. Il a voulu en cela faire comprendre aux universitaires du pays la confiance de la politique gouvernementale dans l'Université congolaise qu'il s'agit de redresser et dont il faut redorer le blason dans le monde. Une politique globale est lancée et c'est elle qui constitue un grand signe d'engagement pour de nouveaux choix chez les universitaires congolais.

Nous ne pouvons pas ne pas signaler que le Premier Ministre du pays avait déjà accepté il y a quelques mois les

honneurs d'un doctorat honoris causa que l'Université protestante du Congo lui avait octroyé. Là aussi, au-delà du rituel convenu et de ses brillances académiques, c'est la confiance dans l'université congolaise et le choix de la redresser qui sont en jeu. On n'accepte pas un doctorat honoris causa de la part d'une institution que l'on considère comme une coquille vide, surtout quand on est à la tête du gouvernement d'un pays. On l'accepte quand on a foi dans l'institution universitaire de sa nation et qu'on a en tête une politique globale pour le système éducatif. Le Premier Ministre s'inscrit dans cette orientation.

Cela s'est vu dans la manière dont il a lancé une dynamique de reconnaissance de la valeur des professeurs qui l'ont formé comme il l'a fait dans la grande cérémonie d'hommage au professeur Mualaba à l'Université de Lubumbashi. C'est là qu'il a montré par sa présence à cette cérémonie et par son intervention que l'intention qui l'animait était celle de la résurrection et du redressement de l'université congolaise dans l'ensemble de ses missions d'éducation, de recherche et de production de connaissances. On a pu voir à quel point la mission de la revalorisation de cette prestigieuse institution qui fut la gloire du Congo au temps de l'université Lovanium et des débuts de l'Université nationale du Zaïre (UNAZA) préoccupait le gouvernement.

La chiquenaude du ministre de l'enseignement supérieur

La preuve de cet intérêt et de cette ambition est visible dans la manière dont l'actuel ministre de l'enseignement supérieur conduit la politique d'assainissement des universités congolaises. En supprimant beaucoup de structures non viables dans notre système universitaire national, le ministre a commencé un nettoyage qui se poursuivra sans doute d'année en année pour ne laisser que des institutions dont la valeur scientifique sera avérée.

Il est significatif à cet égard qu'il ait aussi demandé à chaque université d'inscrire dans son budget la publication d'une revue universitaire de haut niveau où les enseignants et les chercheurs pourront faire montre de leur créativité et de leur génie. Il ne s'agit pas d'une décision prise à la légère, mais d'une exigence à laquelle aucune institution universitaire ne pourra échapper sans encourir de sanctions académiques visibles.

Toujours à l'actif de l'actuel ministre de l'enseignement supérieur : la conscientisation du monde universitaire à la revitalisation éthique des établissements d'enseignement supérieur, afin que disparaissent le système d'antivaleurs qui a conduit à l'effondrement de notre système éducatif au Congo. En mettant l'éthique au centre de la résurrection de l'université congolaise, le ministre cherche à donner à l'enseignement, à la recherche et à la production des

connaissances un souffle sans lequel on ne peut pas parler d'une université de qualité dans notre pays. On peut espérer que ce souffle fera disparaître bientôt les gangrènes de la corruption, des points sexuellement transmissibles, de la volatilité mystérieuse des cotes des étudiants, de la médiocrité de l'enseignement dispensé par certains professeurs et du faible niveau intellectuel des jeunes générations aujourd'hui.

Même si l'on peut dire que certaines des nominations qu'il a décidé à la tête des institutions universitaires de l'Etat n'ont pas bénéficié de toute l'information et de toute la lucidité nécessaires sur la qualité éthique et scientifique des certaines personnes placées à la tête des institutions, on doit accueillir avec joie la volonté qui y est manifestée d'avoir une nouvelle université congolaise : une université solide, performante et capable de mettre sur le marché de l'emploi et dans la société des hommes et des femmes capables de maîtriser les grands enjeux mondiaux d'aujourd'hui.

Des hirondelles qui feront le printemps

L'impulsion donnée par le gouvernement de la République à travers le Premier Ministre et le ministre de l'enseignement supérieur commence à donner du fruit dans l'imaginaire universitaire congolais. On entend un certain nombre d'enseignants parler de la nouvelle confiance qu'ils ont dans nos institutions universitaires. On voit se lever

une nouvelle volonté de la part de professeur d'être à la hauteur de leur tâche et les étudiants désirent de plus en plus que leurs universités soient de standard mondial et figurent bientôt à des places enviables dans le classement annuel mondial des institutions universitaires.

Tout cela constitue de bons signes, mais il faut éviter qu'ils ne soient comme une seule hirondelle qui ne fait pas le printemps.

Si nous avons mis en lumière tous les signes dont je viens de parler, notre ambition est de nous adresser à tout le monde universitaire du Congo pour dire une seule vérité fondamentale : le combat qui se mène aujourd'hui pour la résurrection de l'université congolaise est décisif. C'est le combat où tout le monde est appelé à des engagements personnels et aux actions collectives pour changer l'image de notre nation dans le monde, avec une multitude d'hirondelles qui feront notre printemps.

Il est inacceptable que notre université soit perçue comme elle est perçue en Afrique et dans le monde sans que cela ne suscite en nous un sursaut d'orgueil et une volonté de montrer au monde ce que nous Congolais, nous savons faire pour construire notre destinée dans le monde d'aujourd'hui. Il est impensable qu'en matière de connaissance, de savoir, de savoir-faire et de la créativité scientifique, nous ne montrions pas au monde tout le génie qui est le nôtre. Le temps de la résilience universitaire est

venu et c'est un temps de décisions radicales pour réfléchir profondément sur l'essentiel à entreprendre en matière de révolution pédagogique, de révolution scientifique et d'inventivité technologique au Congo.

Quand nous parlons de révolution pédagogique, nous pensons à tout ce qu'il y a à entreprendre dans le domaine des infrastructures universitaires, dans la réhabilitation de la lecture des grandes œuvres de l'humanité, dans la relance de la culture de l'intelligence et dans la valorisation de la créativité au sein de nos universités.

Quand nous parlons de la révolution scientifique, nous pensons à la qualité de nos productions théoriques et pratiques dans les universités congolaises, de manière à faire de nos institutions d'enseignement supérieur des lieux où l'on attend que les universitaires résolvent concrètement les problèmes de nos sociétés grâce à un certain type d'esprit et à une certaine capacité d'agir dans le monde.

Quand nous parlons de l'inventivité technologique, nous pensons à la promotion de la science et de la technologie au Congo. Ce sont des domaines indispensables au développement durable et à la transformation sociale. Tous les pays qui ont une influence dans le monde actuel prennent soin d'investir dans la science et dans la technologie.

Si nous ne comprenons pas que la résurrection de l'université congolaise doit être la matrice de ces révolutions et qu'il faut créer des institutions qui deviennent le creuset de ces révolutions, nous risquons de louper la révolution de la modernité que nous ambitionnons de réussir. Nous risquons de réduire cette révolution à un slogan vide comme beaucoup d'autres slogans dont les cadavres jonchent notre histoire.

Il y a deux institutions indispensables auxquelles le Premier Ministre et son ministre de l'enseignement supérieur doivent être sensibles et qu'ils doivent créer pour la résurrection de notre université :

- une académie nationale des sciences où les meilleurs cerveaux du pays mettront ensemble leur génie en permanence afin d'inventer un Congo à la hauteur des enjeux du monde actuel ;
- et un réseau de centres congolais de recherche scientifique qui pourront animer la vie scientifique au Congo de manière vigoureuse et créative, dans toutes les institutions congolaises d'enseignement supérieur et universitaire.

Nous n'osons pas croire qu'à la primature et au ministère de l'enseignement supérieur, on n'a pas en tête ces institutions nouvelles pour la construction de notre avenir.

Une urgence : l'Académie nationale des Sciences de la RD Congo

Dans le contexte actuel dominé en République Démocratique du Congo par le désir de promouvoir une « révolution de la modernité » sur notre sol et par l'ambition de construire à plus ou moins long terme un « Congo émergent » qui s'affirme comme un lion économique, un tigre politique et un dragon culturel au cœur de l'Afrique, l'une des conditions majeures pour réussir ce gigantesque pari est de mobiliser toutes les forces de l'intelligence congolaise dans une culture et dans des institutions consacrées au développement des sciences et à la recherche scientifique au sens global du terme. Il s'agit là d'un impératif qui devrait donner à notre nation non pas seulement la capacité de résoudre ses problèmes de manière forte et confiante, mais surtout de se hisser au rang de nouveaux pays d'avenir dont la dynamique des sciences ouvrira à l'Afrique et à l'humanité de nouvelles possibilités de bonheur et d'espérance, grâce à ce qu'il convient de nommer sans peur aujourd'hui « le génie congolais ». Pour les pouvoirs publics dans notre pays comme pour les forces intellectuelles et les énergies d'imagination nationale, nous sommes devant une réalité plus ardente qu'un beau rêve et plus exaltante qu'une utopie. Nous sommes devant un défi exigeant et un enjeu de première importance pour un peuple qui doit se construire une grande destinée. Le Congo doit relever ce défi,

concrétiser cet enjeu et réussir cette destinée en fertilisant tout son génie.

Esprit scientifique et développement des nations

Quand on considère le chemin suivi par les nations qui comptent dans le monde d'aujourd'hui et sur lesquelles le monde d'aujourd'hui compte en matière de prospérité, de développement et de puissance créatrice, la culture et les institutions scientifiques y joue un rôle primordial. En termes d'ambition comme en termes de ressources humaines et de moyens financiers, beaucoup est fait pour que la recherche et l'esprit scientifique y soient des leviers et des moteurs de nouvelles richesses et d'une nouvelle volonté de rayonner dans le monde.

Les vieilles nations dites développées ont toujours en leur sein des débats torrides sur le budget à allouer à la recherche et aux centres scientifiques nationaux. Elles sont en compétition permanente dans la dynamisme créateur de leurs inventeurs et de leurs chercheurs. Chaque année, leurs forces de l'intelligence et de l'imagination créatrice mesurent leur puissance par l'attribution des prix Nobel et par des multiples prix nationaux et récompenses internationales qui « boostent » l'esprit et le désir de développer et de promouvoir la science. Aux Etats-Unis, en France comme en Allemagne ou en Angleterre, il existe des instances d'observation de l'état de la créativité scientifique nationale et des baromètres de mesure des capacités des universités à être performantes au niveau planétaire, avec un classement qui devient aujourd'hui l'un des rendez-vous

importants pour savoir quel est le poids de nations dans l'intelligence créatrice et l'imagination inventive.

Talonnant ces vieilles nations dans la recherche de l'hégémonie scientifique mondiale et de la puissance économique pour fertiliser cette économie, de nouvelles nations émergentes prennent déjà leur place dans le concert de la créativité.

Ce n'est pas un hasard si, en Chine, Deng Xiao Ping a donné au nouveau dynamisme de son pays un double levier. D'abord un mot d'ordre économique clair : « Enrichissez-vous ». Ensuite une décision de grande importance : la création de l'Académie des sciences de Chine, une structure des savants autour de laquelle gravitent actuellement plus de six millions de chercheurs. On parle beaucoup de la nouvelle prospérité chinoise et de l'impulsion qu'elle donne au nouvel homme chinois pour conquérir le monde. On ne voit pas souvent le dynamisme scientifique qui hisse peu à peu la Chine au rang de puissance scientifique, dans une volonté politique clairement affichée de peser sur l'avenir de l'humanité.

Ce n'est pas non plus un hasard si l'Inde consacre à l'éducation scientifique un immense budget qui l'impose comme un creuset mondial de formation des informaticiens les plus performants, qui s'exportent aujourd'hui dans les pays riches comme l'Allemagne et les Etats-Unis. L'Inde a compris que la science est le moteur de la modernité et le secret de la puissance. Qu'elle soit d'ailleurs aujourd'hui une puissance atomique montre à quel point la recherche scientifique est au cœur de sa vision géostratégique des rapports de force entre nations.

Les autres pays du Groupe BRICS sont portés par la même dynamique de valorisation de la recherche et de l'éducation scientifique. Leurs résultats en matière de croissance et de développement les font rayonner actuellement comme les nouveaux modèles parmi les peuples. Cela n'est pas dû au hasard ou à la chance. Il suffit de regarder la montée fulgurante des universités brésiliennes dans la volonté de s'ouvrir aux pays pauvres et d'aider leurs institutions de formation pour comprendre que la matière grise scientifique est une préoccupation vitale pour les dirigeants brésiliens et pour les chercheurs du Brésil.

Si des pays comme les Etats-Unis, le Japon, l'Union Soviétique, la France et l'Allemagne, tout comme les puissances émergentes dont le Brics, la Corée du Sud ou Singapour, qui surfent actuellement sur les crêtes des richesses des Nations, ont compris que la promotion de l'intelligence scientifique et de ses possibilités d'innovation est le moteur du développement dans le climat de compétition mondiale, il y a là une véritable leçon des choses et une nouvelle loi du destin pour les autres nations. Surtout pour l'Afrique et pour le Congo, notre pays dont l'ambition doit être de faire de la « révolution de la modernité » et de « l'exigence d'émergence » autre chose que des incantations et des slogans sans consistance.

Tous les pays que nous avons pris comme modèle du dynamisme de la créativité scientifique et exemples montrent à quel point la science est indissociable de l'esprit de la modernité et de la force d'émergence dont la RDC parle et qu'elle cherche à incarner. Cet esprit et cette force ne tombent pas du ciel : ils se construisent, ils s'organisent, ils s'animent grâce à des structures et des organisations que l'on fertilise avec des décisions et des choix à

la fois politiques et économiques, grâce à la clairvoyance de certains dirigeants qui comprennent dans quelle direction un pays doit aller s'il vise la prospérité, le développement, l'influence mondiale et le rayonnement planétaire. Ces responsables du destin de leurs nations engagent des financements lourds pour des centres de recherche scientifique. Ils en font une affaire d'Etat et encouragent le développement d'une culture du mécénat pour la promotion des sciences non seulement en lien avec la technologie, mais avec le développement des peuples et le souci de la cause humaine, dans des structures fortes de production des théories fondamentales et des pratiques innovatrices.

Sans culture scientifique, sans structures pour animer cette culture, sans des chercheurs de première grandeur pour la fertiliser par des découvertes et des innovations au service des citoyens, sans moyens lourds pour féconder l'univers de la recherche, il est illusoire de parler d'une quelconque révolution de la modernité et d'une quelconque possibilité pour une nation de devenir un pays émergent. Tenons-nous en pour dit en République Démocratique du Congo.

Culture scientifique et esprit de recherche

Quand nous parlons ici de la culture scientifique dans un pays, nous pensons avant tout à la recherche et à la manière dont les universités, les centres scientifiques et les instituts de hautes études l'organisent pour répondre aux problèmes de la société, faire des découvertes et promouvoir une dynamique d'intelligence globale portée par les chercheurs.

Il existe des pays qui ont fait de cette culture une priorité, par décision et par choix. Leurs chercheurs sont souvent encadrés dans une dynamique de stimulation inter-fécondante entre pairs et d'orientation politique nationale. Ils ont un statut officiel reconnu et bénéficient de tous les avantages liés à ce statut de service scientifique à rendre à la nation.

Il existe aussi des pays où la recherche scientifique n'est pas une priorité du tout, même au sein de leurs institutions de formation supérieure. On ne peut pas attendre de ces derniers pays un élan d'innovation ou de développement de grande envergure. Ils n'inventent pas, ils peuvent juste consommer ce que les autres nations produisent.

Dans notre pays, nous nous trouvons dans une situation pire encore : celle où règne non seulement une glaciale indifférence à la recherche comme exigence et priorité, mais surtout une culture de la mort de la recherche en tant que telle. Oui, en RDC, la culture de la recherche a été remplacée par la culture de la mort de la recherche. C'est contre cette situation qu'il faut s'organiser et lutter en vue de faire entrer la société congolaise dans la révolution de la modernité. Sans ce choix fermement fait, sans cette décision clairement prise dans les instances de direction de notre pays, cette révolution ne sera qu'un slogan vide.

Il n'y a pas de recherche sans structures pour la recherche ni chercheurs de grande envergure

Ajoutons tout de suite qu'il n'y a pas de recherche sans structures pour la recherche : des institutions consciemment destinées à cette tâche et organisées sur des bases solides,

fécondes et riches pour répondre à des problèmes précis, avec une armée des chercheurs qui se consacrent à plein temps à leur travail. Dans cette perspective, la recherche n'est pas un travail d'amateur ni un passe-temps de dilettante. Elle est une tâche essentielle et capitale pour un pays, qui exige des efforts constants de stimulation, de créativité et d'innovation, avec obligation de résultats compte tenu des moyens que des institutions publiques ou des mécènes mettent à la disposition des chercheurs. Dans notre pays, il est consternant de constater qu'au sein même de nos institutions d'enseignement supérieur et universitaire, les centres de recherche sont rares et là où ils existent, ils sont des parents pauvres auxquels personne ne consacre ni temps conséquent ni moyens réels. On ne parle d'eux qu'à l'occasion des colloques sporadiques animés par des enseignants qui ne sont pas chercheurs pour un cran et qui croient que le travail d'un chercheur se réduit à quelques petites heures perdues et futiles. En fait, nous sommes dans des universités sans centres de recherche ni chercheurs, sans conscience de stimulation scientifique ni volonté de production de nouvelles connaissances et d'animation de nouvelles pratiques de transformation sociale. Inutile d'imaginer une quelconque révolution de la modernité dans un tel contexte de vide.

Une urgence : l'Académie des sciences de la RDC

Dans ce contexte, il y a urgence de doter le pays d'une structure dynamique consacrée à la stimulation, à la solidification et à la promotion des sciences et de la recherche scientifique au sens global, celui qui lierait la recherche fondamentale aux perspectives technologiques pratiques et mettrait la cause

humaine dans toutes ses dimensions au centre des découvertes, des innovations et des inventions. Une telle structure dynamique veillerait à ce que la recherche scientifique devienne action de transformation sociale et dynamique de formation d'un esprit d'intelligence au cœur de notre nation. Il s'agira, en fait, de poursuivre des lignes de force et de solidifier des axes d'action suivants :

- Rassembler les plus grands scientifiques du pays, dans tous les domaines des savoirs, pour qu'ils constituent une énergie nationale de promotion des sciences et de stimulation concrète de la recherche.
- Animer des réseaux de connaissance à travers des centres de haut niveau soutenus par une politique globale de l'Etat dans son souci de révolution de la modernité comme priorité de notre nation aujourd'hui.
- Permettre aux plus grands savants congolais de conduire leur recherche dans une atmosphère de passion créatrice et d'ambition de servir nos populations.
- Assurer la publication des travaux scientifiques congolais et les partager avec les autres espaces scientifiques dans le monde.
- Suivre l'évolution des sciences au Congo et veiller à la qualité de leur production.
- Faire valoriser le statut des chercheurs dans les instances de formation supérieure et universitaire.

Bref: faire de la République Démocratique du Congo une grande puissance scientifique mondiale. Ni plus. Ni moins.

Dans ces lignes de force et ces axes d'action, c'est la place même de la science dans la société et de la recherche au cœur de la science qu'il s'agit de garantir selon des orientations pratiques qui fassent du Congo le pays des grandes découvertes, des grandes innovations et des grandes inventions dans le monde d'aujourd'hui.

Avec l'Académie des sciences de la RDC, le pays passera réellement de la culture de la mort de la recherche à la culture de la recherche comme pouvoir de vie dans une société d'espoir, pour reprendre l'un des plus beaux mots d'ordre du vocabulaire politique congolais.

QUATRIEME PARTIE

Du passé vers l'avenir congolais

Les logiques de l'émergence

21

La composition du nouveau gouvernement donne à réfléchir

Cette chronique a été écrite dans un contexte précis : après une année d'attente et d'innombrables supputations, un gouvernement de cohésion nationale promis par le Chef de l'Etat a vu le jour. Il était en lui-même un message politique dont il fallait décrypter le sens et lire les enjeux concernant l'image du Congo dans le monde et l'action du changement devant les impératifs de l'avenir congolais. Si nous reprenons cette chronique ici, c'est parce que le regard que nous portons sur le nouveau gouvernement dépasse la dimension conjoncturelle de sa formation et touche aux dimensions structurelles de la crise congolaise. Il donne à penser le Congo comme épreuve pour l'intelligence et son peuple comme destin à construire.

La constitution du nouveau gouvernement congolais en décembre 2014 donne aujourd'hui à réfléchir. Elle fait réfléchir sur sa signification réelle, sur son projet véritable, sur sa mission profonde et sur ses chances de donner à la nation congolaise un élan de développement et de paix. Pendant plus d'un an, ce gouvernement était attendu comme la concrétisation des espoirs suscités par les grandes assises de cohésion nationale dont les résultats avaient été remis au Chef de l'Etat et rendus publics autour

des grands axes de renouveau national et d'espoirs éclatants. Maintenant que sa composition est connue, le sentiment général qu'il suscite est qu'il correspond à tout, sauf au grand projet de cohésion nationale qu'il est censé incarner comme dynamique au cœur de la nation.

1. Ratage d'enjeux

La cohésion nationale présupposait une grande écoute du peuple et de ses aspirations les plus ardentes : la paix, la sécurité, la lutte contre la misère, le développement social, le progrès économique et la construction d'un pays qui ait confiance en lui-même et en ses capacités de rayonnement dans le monde. De telles aspirations exigent des figures dont le profil est celui d'un attachement aux grands intérêts communautaires et aux valeurs de rassemblement autour d'une même volonté d'unir le Congo pour le progrès. Au lieu de ce profil éthique fondé sur les intérêts collectifs, le nouveau gouvernement est plutôt le gouvernement des chefs des partis politiques dont les projets ne sont centrés que sur eux-mêmes dans un contexte où seuls comptent, selon la position que l'on occupe, la conservation du pouvoir pour les uns, l'accession à la mangeoire nationale pour certains autres, et pour tous, l'accumulation des moyens personnels de vivre ailleurs au cas où les lendemains seraient sombres après 2016. Ou la possibilité d'être toujours dans le jeu politique national s'il y a reconfiguration de l'espace politique congolais au cours des

années qui viennent. Ainsi interprété comme champ du pouvoir, le nouveau gouvernement est sans assises éthiques ni souffle moral dont la cohésion nationale a besoin. C'est un gouvernement de stricts intérêts politiques, qui se fonde sur un véritable autisme face à ce que le peuple congolais attendait avec le concept de cohésion nationale.

Ce concept présupposait une grande vision du pays. C'est-à-dire un regard tourné vers l'avenir, son éclat, son incandescence et sa richesse. Au lieu de porter ce grand rêve du Congo, le nouveau gouvernement a du plomb dans l'aile dans sa constitution même. Les ministres qui y comptent vraiment, qui ont la mainmise sur l'espace intérieur, l'organisation des élections, la sécurité nationale, les finances et les relations extérieures sont de la mouvance présidentielle dont ils défendront les intérêts bec et ongles, en bonne logique politicienne, même si ceux-ci ne vont pas dans le sens des intérêts supérieurs des populations et des peuples. Tous les autres ministres, à commencer par le premier d'entre eux, n'ont pas entre leurs mains les rênes de l'orientation nationale pour la construction du pays. Ils sont au mieux, des forces d'appoint à la majorité présidentielle qui peut se passer d'eux à tout moment, au pire des simples figurants qui se contentent des avantages matériels que leurs postes offrent. Sans pouvoir réel, ils joueront à la danse du ventre, en attendant de sortir du gouvernement le jour où la

majorité présidentielle le décidera. On n'appelle pas « cohésion nationale » une telle disproportion entre puissance et impuissance. Le dindon de la farce dans tout cela, c'est le peuple congolais, tout simplement. On joue sur son dos une cohésion nationale qui n'en est pas une.

La cohésion nationale exige une grande parole partagée entre forces politiques et énergies populaires pour discuter des problèmes du pays et trouver des solutions fertiles. Il y a un an, lors des assises qui ont proposé l'idée du nouveau gouvernement, on avait senti que la visée était d'unir le pays dans toutes ses composantes, sans laisser dans l'ombre certains partis et certaines dynamiques de la société. Les propositions remises au Président de la République allaient dans ce sens. Malheureusement, pendant tout le temps d'attente du nouveau gouvernement, la majorité présidentielle s'est engagée dans le sens de la recherche des soutiens pour la révision constitutionnelle, avec des rencontres restreintes à Kingakati, qui ont vidé les assises de la cohésion nationale de leur substance et ont remplacé l'idée de la cohésion nationale par l'idée d'un gouvernement des combattants, c'est-à-dire des faucons prêts-à-tout pour que le pouvoir ne change pas de main aux prochaines élections. La grande parole démocratique pour unir la nation est devenue la menace guerrière brandie par le camp au pouvoir. Le nouveau gouvernement ressortit plus à cette logique de conservation du pouvoir qu'à la volonté de faire de la société congolaise un pays uni

et solidaire. Il est symptomatique de voir comment les prises de position sur ce nouveau gouvernement divise actuellement le pays au lieu de le rassembler autour d'un grand projet communautaire et d'un grand rêve national. Même les partis d'appoint qui sont au gouvernement sont divisés sur leur participation : on n'y parle de débauchage et de fragilisation, comme si l'enjeu n'était que la petite politique politicienne au lieu du grand dessein pour la nation congolaise. Dans les milieux médiatiques, la cacophonie est totale : les jeux d'intérêts fragmentent les prises de position et ouvrent la voie à toutes les interprétations possibles, sauf celle d'un gouvernement dont le but serait d'unir la nation.

La cohésion nationale, c'est pour construire un pays du grand agir. Or ce gouvernement actuel, dont il ne faut pas oublier qu'il vient après celui qui fut présenté comme « le gouvernement des surdoués », semble n'être que le gouvernement des chefs politiques prompts à s'empoigner dans des débats stériles et non à agir ensemble pour construire l'avenir. En congédiant les « surdoués » pour les remplacer par les « caïmans », sans même qu'une évaluation sérieuse de la politique des « surdoués » soit faite, on ne va pas dans le sens d'une action réellement concertée où le peuple se sentirait impliqué. Tout semble n'être qu'une mascarade politico-policienne alors qu'il s'agit du destin même du pays.

Au fond, il y a maintenant un gouvernement qui ne correspond pas aux enjeux réels de la cohésion nationale. L'opinion publique ne tardera à voir qu'il ne fera rien de bon ni de grand par rapport aux aspirations des populations. Les ministres gagneront eux-mêmes à leur propre jeu de la mangeoire, mais la nation congolaise, elle, ne gagnera rien au change. Il est bon de le dire maintenant pour que, lorsque ces choses arriveront, on se souvienne que l'échec était prévisible et qu'il ne fallait pas perdre le temps avec un gouvernement manifestement programmé pour casser les ressorts des grands rêves du peuple du Congo.

2. Pour une politique de la responsabilité du peuple

Aujourd'hui, il est impératif de comprendre que dans le contexte du Congo et de ses problèmes, la constitution d'un gouvernement ne peut pas se réduire à la politique politicienne du partage du pouvoir et de la gestion des intérêts politiques autour de la mangeoire nationale. Le Congo est confronté à des problèmes trop profonds et trop sérieux pour être laissés entre les mains des politiciens et des partis politiques. La vraie politique, il appartient à toute la population de la penser, de la vivre et de la gérer par la constitution des réseaux populaires d'action qui décident de se prendre en charge de manière claire. Avec comme mot d'ordre une proposition éclairante du penseur français Jacques Attali : « *agissez comme si vous n'attendiez plus rien*

des gens de pouvoir». Cela veut dire, à l'échelle individuelle : construire un imaginaire de liberté créatrice pour sortir des chantiers battus par les dictatures politiques, économiques, militaires et idéologiques qui tuent la puissance inventive de la personne dans tous ses potentiels de vie en plénitude. Avec un tel imaginaire, on agit comme un inventeur de nouvelles possibilités d'existence : les possibilités de la liberté, sans se laisser déterminer par les gens de pouvoir, qui qu'ils soient. Mais il y a plus dans le devenir-soi, quand on se situe à l'échelle des réseaux sociaux et de ses pouvoirs de création : il s'agit de construire, de promouvoir, de déployer et de développer des actions collectives de libération, selon le mot d'un autre penseur français Michel Séguier. Il faut alors penser, vivre, agir et rêver en termes d'organisations citoyennes pour des révoltes constructrices, des résiliences vigoureuses et des choix de vie inventifs pour changer le destin qui pèse en destinée qui libère, sans compter sur personne d'autre que soi-même comme personnalité agissante. Soi-même comme individu certes, mais surtout soi-même comme puissance de personnalité communautaire, à l'échelle du terroir de vie où l'on est enraciné.

Le poète congolais Tongo Lakik Mikobi, récemment disparu, exprime tout cela de manière lumineuse : « *Vivre comme un feu qui brûle ou une plante qui éclot, avec ses propres vitalités intérieures* ». Un autre penseur congolais, récemment disparu lui aussi, Jean-Marcel Kayoka Luendu,

ouvre le même horizon : « *La politique forte est celle qui jaillit des entrailles d'un soi créateur, pour changer sa propre vie et la vie de son peuple, contre toutes les tyrannies* ». Le devenir-soi dont parle Attali a ici une dimension communautaire de la philosophie de l'*Ubuntu* en Afrique : « *Je suis parce que nous sommes* ». Il est urgent de redécouvrir cette philosophie au Congo.

L'orientation ainsi définie est la seule qui vaille la peine d'être évoquée et invoquée comme philosophie de vie politique au Congo au moment où la politique politicienne déraile et dérive vers des intérêts sans consistance. C'est pour cela que le débat sur le pays ne devrait plus se concentrer sur la composition d'un gouvernement, mais sur le sens global de la gouvernance dans la nation. Cette gouvernance devra être maintenant repensée de fond en comble, pour qu'il intègre les vraies préoccupations des populations et conduise tout le peuple à se poser les questions de fond suivantes :

- Quand les sphères du pouvoir politique ne comprennent plus le sens communautaire de l'action politique, que convient-il de faire afin que le peuple devienne le cœur de la politique ?
- Quand les chefs des partis confisquent la politique en se partageant les postes de gouvernement en dehors de toutes préoccupations inhérentes au destin réel des populations, comment redonner à

l'engagement politique sa force de construction de la cohésion et de l'unité nationales ?

- Quand les enjeux de l'avenir de la nation sont phagocytés par les intérêts à court terme et les préoccupations purement individuelles sans commune mesure avec le grand dessein de la nation, dans quelle direction faut-il orienter la parole et l'action pour une vie digne d'un peuple soucieux de sa grandeur ?

Au-delà du brouhaha actuel sur le nouveau gouvernement, ce sont ces questions qu'il faut poser haut et fort pour indiquer ce qui compte vraiment au Congo actuellement.

Et ce qui compte vraiment, c'est la conscience individuelle et collective pour sortir des logiques de la politique politicienne et inventer de nouveaux lieux d'une politique profonde qui sera celle des citoyens. Celle-ci est une politique essentiellement alternative, qui ne dépend pas de ce que les politiciens pensent en fonction de leurs aspirations, mais de ce que les populations recherchent en termes d'intérêts communautaires.

Concrètement, il s'agit de développer quatre grandes dynamiques d'action aujourd'hui :

- La dynamique du refus des manigances politico-politiciennes : susciter des mécanismes d'organisations locales et les structures d'initiative

pour signifier au pouvoir public, quand il se trompe, qu'il se trompe ; quand il déraile, qu'il déraile ; quand il prend une fausse route, qu'il prend une fausse route. C'est le pouvoir d'indignation et de pression, il appartient à chaque citoyen et à toutes les sphères de la société civile.

- La dynamique de la réflexion communautaire inventive et novatrice : créer ou intensifier des lieux de recherche d'une autre politique possible, dans des clubs, des think tanks, des cercles culturels qui fassent rayonner les vrais rêves du peuple.
- La dynamique de l'éducation politique pour faire comprendre à tout le peuple ce qu'une vraie politique veut dire et à quelle action elle engage.
- La dynamique de l'invention de nouvelles logiques d'action de transformation sociale, autour des enjeux concrets de responsabilité citoyenne.

Au Congo, ces lignes d'orientation doivent être radicalisées pour donner aux populations leur puissance de contrepoids aux politiques politiciennes dont toutes les limites dans la constitution du nouveau gouvernement sont visibles. Il faut absolument que la voix des aspirations du peuple puisse se faire entendre, afin que le gouvernement soit moins le miroir des chefs des partis politiques que la vision que le peuple a lui-même de son propre destin. La RDC n'y est pas encore.

22

Gérer l'économie et la politique du Congo en pensant l'histoire nationale

Il y a au Congo une maladie sur laquelle l'attention n'est pas suffisamment portée dans la réflexion et la recherche : le manque de perspective historique dans la vision congolaise des problèmes du Congo. Par perspective historique, il faut entendre la prise en compte, la prise en charge du passé, du présent et de l'avenir en même temps, dans une volonté de faire bénéficier les générations futures de tous les sacrifices endurés par les générations passées et à endurer par les générations présentes pour construire un pays de grandeur, de puissance, de prospérité et de créativité rayonnante.

Cette maladie est fortement visible dans le champ de la gestion économique et financière de la nation, non pas seulement par les instances politiques chargées de la vie nationale, mais par toute la population dont l'être-ensemble ne donne pas l'impression de se préoccuper de ce que l'histoire du pays enseigne sur la gestion économique et financière du Congo depuis que le Congo est Congo.

Entre les élites dirigeantes et gestionnaires d'une part et le peuple d'autre part, la classe de l'intelligence qui est chargée à la fois de penser l'économie et les finances, et de ciseler l'idée même de la politique, n'est pas logée à meilleure enseigne : elle n'a pas encore fourni au pays une vision historique globale qui dise, dans le domaine de l'économie, les leçons à tirer du passé, les tâches à assumer dans le présent et tout ce qu'il est permis d'espérer dans le futur grâce à une politique globale responsable.

1. Ce qu'il faut savoir du passé

Si les populations congolaises avaient été rendues sensibles à ce que signifie l'économie et les finances du point de vue du passé le plus lointain comme de l'histoire immédiate qui a commencé avec le roi Léopold II, elles auraient su qu'il existe trois structures de base contre lesquelles les politiques congolaises devraient casser impérativement et tout le peuple en même temps. Ces structures sont les suivantes :

- La culture de la chasse et de la cueillette qui a caractérisé les premiers habitants du territoire et qui est perpétuée sans comprendre que c'est justement contre cette culture et cette mentalité qu'il convient de rompre vigoureusement maintenant pour entrer dans un nouveau paradigme de production économique et financière, pour que les générations futures aient un vrai avenir digne du monde dans lequel elles devront vivre.

- La culture de la prédation vorace et de l'exploitation sans limites des richesses du pays par l'étranger ou par les dirigeants nationaux, sur la base de la violence et des institutions d'écrasement des corps et de soumission des esprits.
- La culture de l'accumulation jouissive et d'enrichissement illicite ostentatoire, qui sert de paramètre de réussite dans l'imaginaire social congolais où tout se concentre sur les intérêts immédiats de « l'ego » personnel, familial ou tribal.

Ces trois cultures, c'est la structure élémentaire de la conscience politique ou de notre inconscient économique et financier. Le pays est géré avec une mentalité de la chasse et de la cueillette, de la prédation et de l'exploitation voraces ainsi que de l'accumulation jouissive ostentatoire, à tous les niveaux, sans qu'une remise en question critique de cette mentalité ouvre véritablement les yeux sur les conséquences de la perception des réalités politiques, économiques et financières.

La chasse et la cueillette, c'est une mentalité qui fait croire, comme le disait l'ancien Premier Ministre centrafricain Jean-Paul Ngoupande, que le destin économique et financier d'une nation peut ne dépendre que de ce que l'on récolte des matières premières nationales, du sol ou du sous-sol. Aujourd'hui, une telle vision est un archaïsme. Un faisceau des velléités passéistes dont on ne se rend pas compte qu'elles déterminent profondément encore l'esprit

congolais de manière négative, dans un monde où l'intelligence politique, économique et financière véritable dépend de la capacité de produire, de transformer et de distribuer à l'échelle du monde ce que l'on crée avec son esprit. Dans la population, au sein des élites économiques et financières tout comme dans l'esprit des forces dirigeantes en RDC, il est rare de trouver des personnes qui ne soient pas déterminées par une mentalité de la chasse et de la cueillette là où elles vivent, comme si la force créatrice de leur esprit avait tari en termes d'inventivité et de créativité. L'économie de la chasse et de la cueillette, avec l'esprit de « la politique du ventre » qu'elle crée, selon l'expression de Jean-François Bayart, tue littéralement l'économie du Congo. Il faut le savoir une fois pour toutes et édicter comme loi cette affirmation essentielle : dans le monde d'aujourd'hui, partout où règne l'esprit de la chasse et de la cueillette, le pays meurt et le peuple dépérit.

Il en va de même quand c'est la prédation, l'exploitation vorace, la corruption institutionnalisée comme système de vol et l'instinct d'écrasement et de soumission des populations par la force brute qui sont le cœur de la pratique économique et financière. Le roi belge Léopold II avait cru qu'un tel système lui donnerait des richesses infinies et éternelles. Il dut déchanter et donner son royaume du Congo à son peuple belge. Mobutu Sese Seko développa le même esprit tout au long de son règne. Il ruina sa propre nation et perdit son âme en voulant gagner tout

l'univers politique, économique et financier de son pays. Une loi peut être tirée de ces expériences : les pouvoirs qui croient qu'on peut tuer son propre peuple et accumuler des richesses éternellement pour soi, pour sa famille ou pour sa tribu se trompent. L'histoire se charge toujours de remettre les pendules à l'heure, selon ses mystérieux rythmes dont les humains ne maîtrisent pas les harmoniques de fond.

L'on doit ajouter ici que l'esprit de politique jouissive et de dilapidation éjaculatoire des richesses au seul profit de soi, de sa famille ou de sa tribu ne conduit pas non plus à rien de grand ou de fertile, dans la politique économique comme dans les finances d'une nation. L'histoire est pleine des « hommes forts » d'Afrique dont la chute révéla à quel point leur sécurité par l'accumulation des richesses ne fut qu'un leurre. Ils avaient beau thésauriser dans les banques étrangères, détourner des trésors famineux de leurs nations pour les placer en lieux sûrs dans les paradis fiscaux, ils ne furent pas heureux quand sonna pour eux l'heure de la chute et du bilan. Par manque d'une pensée centrée sur les intérêts communs, sur la réflexion de fond concernant l'essentiel et le sens de la vie, ils finirent comme finissent les petits pantins : sans grandeur ni rayonnement, loin de tout sentiment de respect de la part de leur peuple. On devra en tirer comme loi cette affirmation : ceux qui tuent leur pays par une politique de jouissance et d'accumulation ostentatoire des richesses rien que pour

eux se tuent eux-mêmes dans leur être et dans leur dignité, tôt ou tard.

Telles sont les vérités que les Congolaises et les Congolais doivent savoir pour étudier à fond l'histoire économique et financière de la RDC dans sa philosophie fondamentale.

2. S'engager dans la dynamique du faire

Si, dans une perspective de la connaissance historique, il y a une prise de conscience qu'aucune politique de la chasse et de la cueillette, qu'aucune politique de la violence, de la prédation et d'exploitation, qu'aucune politique du vol pour la jouissance ostentatoire ne mènent nulle part, la question économique et financière devient essentiellement celle d'une politique du faire : faire ce qu'il faut faire pour être un pays qui compte dans le monde et sur lequel le monde peut compter, selon une formule qui devra devenir la norme fondamentale en RDC.

Ce qu'il faut faire, c'est maîtriser la gestion d'un pays moderne et le gérer effectivement selon les rationalités qui conviennent dans les temps actuels. Notamment :

- *La rationalité de l'efficacité.* Elle consiste à analyser tout problème économique et financier en le divisant en autant de parties qu'il convient pour le mieux résoudre, selon le beau mot de Descartes. On recourt ici à toutes les connaissances issues des

sciences économiques et on les applique selon ce que l'on appelle de notre temps les standards internationaux, comme un « bon élève » du Fonds Monétaire International, selon la formule bien connue pour désigner certains pays africains. Nous voulons dire qu'il existe dans le monde actuel des règles financières planétaires et la RDC les connaît, du moins dans ses élites dirigeantes. On attend qu'elles les appliquent pour hisser le Congo à la hauteur de ce qu'il faut qu'il devienne, ici et maintenant : un pays du dynamisme créateur par la force du faire et non par l'éjaculation du verbe creux et de l'agitation stérile.

- *La rationalité éthique.* Ici, il faut savoir prendre distance avec la logique de l'efficacité mondiale actuelle pour en reconnaître les limites et les dépasser. Tout le monde sait que l'efficacité dont on parle aujourd'hui est l'efficacité néolibérale, fondée sur la compétition, le profit, la guerre économique, l'agressivité dévorante, avec ce que cela entraîne de division du monde entre vainqueurs et vaincus, entre gagnants et laissés-pour-compte. Un pays qui se laisse totalement gérer selon une telle logique ne peut pas construire le développement humain, qui exige une certaine logique de sensibilité au bonheur communautaire, une intégration de l'économie et des finances dans le souci de grandir ensemble, de réussir ensemble. Tout le problème est de savoir

comment cela se fait. La réponse est : cela se fait par la politique du sacrifice. Sacrifice de soi pour que ce soit le pays dans son ensemble qui réussisse économiquement. Cela veut dire que les gagnants dans le système décident, délibérément, de mettre leurs richesses au service de tous les autres compatriotes, dans une dynamique du bonheur social commun. On change ainsi complètement la vision de l'économie et on renverse l'ordre régnant du néolibéralisme par un ordre plus élevé : l'ordre spirituel du dépassement de l'ego par l'économie fraternelle, comme dirait Jacques Attali. Il convient d'insister ici sur un point : l'esprit du sacrifice est la voie qui mène à la destruction de l'esprit de la chasse et de la cueillette, à l'anéantissement de l'esprit de la prédation et du vampirisme vorace ainsi qu'au refus de toute philosophie de la jouissance ostentatoire au détriment du bonheur des populations. Quand l'on a une conscience tournée vers ce que l'on doit au pays pour qu'il devienne grand, fort et puissant, on ne le pille pas, on ne lui vole pas ses richesses, on ne l'appauvrit pas. En revanche, on lui donne toute la générosité qu'on lui doit par une vision de soi qui l'enrichit en développant les valeurs de travail créatif, de don de sa personne à sa nation et de partage de ce qu'on a de fécond, de bien, de beau et de splendide avec sa communauté. On ne vit pas de la chasse et de la

cueillette sur son dos, on ne se livre pas au jeu destructeur de la prédation pour l'appauvrir ni au vol organisé de manière ostentatoire pour l'avilir. On travaille pour produire les richesses qui l'enrichissent. Se sacrifier, c'est en fait s'investir dans une dynamique où l'on travaille non pas pour soi mais pour sa nation. On fournit tous les efforts pour que le centre de l'existence ne soit pas le dépouillement du pays par l'individu que l'on est, mais son enrichissement par le génie créateur que l'on a et que l'on développe. C'est une orientation globale de l'esprit pour créer un type de société où tous les citoyens mettent les intérêts du « nous » au-dessus des intérêts du « je ». On est là dans l'essence même de l'éthique africaine de la vie : « *Je suis parce que Nous sommes* » : l'*Ubuntu*, une vision du travail créateur et du dépassement de soi pour le bonheur collectif, pour la prospérité partagée, pour le développement humain durable. On ne doit donc pas comprendre le sacrifice de soi comme un dessèchement de soi, mais comme une force de ruissellement qui met le soi dans toutes ses richesses au service de la communauté. Se sacrifier, c'est ruisseler selon une maxime morale : « vivre et agir de telle manière que tout ce que je suis, tout ce que j'ai, tout ce que je fais et tout ce que j'espère devenir contribuent à construire un grand avenir pour mon pays, pour ma communauté ». Se sacrifier,

ce n'est pas se dépouiller, mais se dépasser par la création du bonheur partagé.

- *La rationalité du dépassement spirituel.* Le mot « spiritualité » n'a pas encore sa place dans l'économie et les finances, encore moins dans la vision politique des choses. Il faudra qu'il l'ait, au moins dans ce pays où les religions rayonnent partout sans changer la société. L'enjeu est justement qu'au Congo, la spiritualité fertilise l'économie et les finances en promouvant un autre imaginaire économique, tourné non seulement vers la logique du partage avec les autres, mais vers le sacrifice de l'aujourd'hui au profit des générations futures. Cela demande des choix décisifs et radicaux dans la vie concrète : le choix de l'option préférentielle pour les faibles et les petits, comme on dit en Amérique Latine, au lieu de tout consacrer aux hautes sphères de la société ; le choix de privilégier ce qui relève des intérêts communs au lieu de promouvoir les intérêts privés ; le choix de centrer les richesses nationales sur ce qui promeut la recherche et la créativité au service de tous au lieu d'exalter la jouissance pour quelques-uns. Cela demande une haute idée de l'homme, fondée sur une certaine idée de transcendance dont l'économie et les finances n'ont pas l'idée aujourd'hui.

Les trois types de rationalité peuvent sembler à certains égards contradictoires. Le défi est justement d'inventer une dynamique qui intègre ces contradictions. Comment ?

Par une volonté politique qui s'engage dans une orientation d'édification des grands travaux d'intérêt communautaire : les infrastructures routières, éducatives, sanitaires et géostratégiques auxquelles on consacrerait l'essentiel de ce que le pays produit en termes de richesses.

La politique ainsi orientée devra être une politique centrée sur les populations, sur le peuple dans ses besoins essentiels et dans ses aspirations fondamentales.

C'est cette politique que l'on doit appeler la bonne gouvernance au sens le plus fort du terme. Elle doit être l'essence du faire dans un pays comme le nôtre, qui a gagnerait à réussir une véritable économie du bonheur partagé.

3. Le rêve de la bonne gouvernance

Pour être efficace et porteuse de valeurs de vie, et pas de valeurs de mort, la politique économique de bonne gouvernance a besoin d'être fécondée par des grands rêves, des grands espoirs et une vigoureuse volonté d'espérance. Si on considère l'histoire de l'économie congolaise avec attention, on se rendra compte que la période la plus faste de la nation fut celle des débuts du règne de Mobutu, quand

celui qui se donna comme totem le léopard infusa dans l'esprit des Congolais une idée forte : l'idée que le destin était de construire une grande destinée au cœur de l'Afrique, avec l'authenticité comme projet de grand souffle et de grande envergure. Ce n'est pas pour rien que cette période est justement la période du *Shining Congo*. C'est parce qu'à cette époque, l'utopie politique des dirigeants donna au peuple une utopie de réussite et que tout le monde crut, eut foi dans cette perspective d'avenir que le Zaïre d'antan fut un grand peuple. Le pays fut bien géré parce qu'il avait un rêve fiable, crédible, avec des dirigeants et une population qui savaient qu'ils voulaient aller quelque part ensemble : vers la grandeur.

Quand les dirigeants se mirent à trahir ce rêve par la chasse et la cueillette, par la violence et la prédation ainsi que par la jouissance ostentatoire et l'accumulation jubilatoire et insensée, l'effondrement commença, puis s'amplifia. L'économie congolaise mourut par inanition de l'imaginaire. Depuis, le peuple cherche toujours à voir si ses dirigeants croient en un grand rêve et sont prêts à y mettre les richesses nationales, dans une politique de gestion guidée par la volonté de réussir une économie du bonheur partagée. Malheureusement, depuis la fin du rêve de la grandeur par l'authenticité, depuis sa transformation en farce grotesque dans un mobutisme de jacquerie, le Congo n'a plus eu jusqu'à nos jours un grand rêve qui unit peuple

et dirigeants dans une même volonté tournée vers un avenir de grandeur radieuse.

Le peuple congolais est aujourd'hui devant le défi de produire ce rêve, d'en fertiliser l'imaginaire et de gérer le pays en fonction de ce qu'il veut vraiment être comme nation, dans un souffle nouveau d'inter-fécondation entre les élites économiques, politiques et culturelles d'une part, et d'autre part les énergies populaires animées par une grande foi dans l'avenir, dans le bonheur des générations futures.

A nos yeux aujourd'hui, l'heure est venue de placer la gestion politique, économique et financière de la RDC sous le signe d'une philosophie qui tienne compte de toute son histoire : de ses expériences passées, de ses problèmes d'aujourd'hui et de ses rêves d'avenir. Sans cette vision, elle nagera à contre-courant de sa destinée réelle et elle risquera de se trouver du mauvais côté de l'histoire, comme dirait le Président américain Barack Obama.

23

Créer une société intelligente

Il faut parler de l'intelligence sociale. C'est une puissance de réflexion, d'imagination et de créativité que tout peuple peut développer et promouvoir en vue d'affronter les défis les plus cruciaux de son destin. Pour avoir une idée de cette intelligence, il est bon de regarder comment une société réagit en tant que société aux problèmes qui se posent à elle dans les domaines où elle est interpellée par les grands enjeux communautaires : l'éducation, la santé, la recherche scientifique, les infrastructures routières, la sécurité nationale ou la construction des grands projets d'avenir.

1. De l'intelligence sociale

Face à ces enjeux, certains pays donnent l'impression de ne pas comprendre que seule une mobilisation communautaire des moyens, une organisation rationnelle des stratégies d'action, le développement d'un leadership collectif inventif et une dynamisation des grands rêves pour tous bâtissent une sorte de cerveau social créateur des solutions fertiles pour le présent et pour l'avenir. Ce sont des peuples socialement peu intelligents. L'indice pour mesurer leur manque d'intelligence est dans la structure de leur budget national : le *ratio* entre l'accumulation des

richesses individuelles dans les mains des classes dirigeantes et les moyens consacrés à l'action communautaire et aux grands enjeux de la vie de toute la nation. Là où règne une disproportion par trop visible entre la thésaurisation individuelle et les besoins collectifs, on est sans aucun doute devant une société peu intelligente.

En revanche, lorsque les enjeux de l'éducation, de la santé, de la recherche scientifique, des infrastructures routières, de la sécurité au sens global du terme et des grands projets pour les générations futures priment sur les intérêts individuels et mobilisent ceux-ci dans les investissements créateurs de nouvelles richesses collectives, on est manifestement devant une société intelligente.

Sous cet angle, on peut dire que le développement d'un peuple est tributaire du niveau de son intelligence sociale : de sa capacité à orienter les grands enjeux de son destin vers l'enrichissement collectif et à mobiliser les énergies des richesses individuelles vers la promotion humaine communautaire.

2. Sur l'intelligence sociale congolaise

Dans la société congolaise actuelle, un coup d'œil rapide sur la structuration des rapports entre les richesses du champ individuel et celles du champ social communautaire ne porte pas à considérer que le Congo est une société intelligente.

L'indice le plus visible de cette situation est le gigantesque décalage entre l'état des routes et la qualité des voitures des personnalités qui appartiennent aux hautes sphères politiques, économiques, commerciales ou socioculturelles. Tout indique que les richesses sont individuelles et que le délabrement relève du champ communautaire, comme si tous les moyens de la nation appartenaient à des personnes précises et pas à la nation elle-même. C'est l'expression la plus manifeste d'un déficit de l'intelligence sociale.

L'autre indice, c'est la disproportion entre le pourcentage des citoyens qui ont accès à l'électricité, à l'eau potable, et ceux qui sont encore livrés aux conditions de vie de l'âge de la chasse et de la cueillette. Les statisticiens congolais n'osent même pas donner les vrais chiffres dans ces domaines, tellement la distance entre les deux mondes est intersidéral au Congo. Ce n'est pas seulement cette distance qui pose problème, mais le manque d'efforts visibles pour la combler grâce à une politique communautaire de mobilisation des rêves, des stratégies et des moyens. Ce déficit traduit un état de défaillance de la matière grise sociale.

Cette défaillance se retrouve dans le domaine de l'éducation. En considérant attentivement ce domaine, il est clair aujourd'hui que tout s'effondre à vue d'œil à cause d'un système de corruption et de décomposition morale où des intérêts collectifs se délitent. L'enseignement primaire,

secondaire et universitaire fonctionne à plusieurs vitesses. Les classes riches trouvent le chemin de l'étranger pour envoyer leurs enfants dans les bonnes écoles. Les sphères moyennement nanties s'accommodent des écoles plus ou moins viables. Pour les pauvres, un marécage éducatif sans orientation ni moyens réels de formation pourrit l'esprit des générations nouvelles. Tout cela au vu et au su de toute la nation, sans aucun sens d'une intelligence sociale décidée à rompre avec l'incurie et le chaos.

Ni la recherche scientifique de haut niveau sur les grands problèmes de société, ni la culture de « think tank » et de clubs d'action intellectuelle solides, ni la volonté d'organiser l'espace social dans le sens d'une prise en charge communautaire des dynamiques des intelligences, rien n'engage toute la communauté nationale, à croire qu'elle a son destin en main et qu'elle peut le construire. Les forces de l'intelligence se perdent dans la recherche de l'argent facile, des postes qui le procurent et des jouissances qu'on y éprouve. C'est une tendance de fond dont la société congolaise a des difficultés à se dégager.

Dans le domaine de la sécurité au sens global du terme, c'est-à-dire le sentiment de bien-être et de plénitude qu'un peuple éprouve d'être un peuple sûr de son pouvoir de maîtriser son présent et son avenir, le Congo donne l'air de tourner dans tous les sens, en dehors d'un vrai principe de promotion humaine garanti par un leadership

d'engagement communautaire au service d'une ambition collective de développement durable. Globalement, l'homme congolais n'est pas heureux de ce que son pays est aujourd'hui comme communauté de destinée. Tous les classements de la RDC en matière d'indices de développement humain ou de standards de bonheur communautaire le montrent. La RDC n'est pas le pays du bonheur partagé ni la nation de la grande joie de vivre pour tous, même pas pour le plus grand nombre.

La preuve, c'est qu'il manque une foi commune en des grandes utopies collectives qui donnent une forte figure de vie à l'avenir congolais. Tous les projets de société, genre « Révolution de la modernité », « Cinq chantiers de la République » ou « Société d'espoir », n'ont pas encore donné au pays une consistance communautaire qui engage vraiment dans une action de transformation sociale de grande envergure, sur la base de la mobilisation de l'intelligence sociale.

Le problème, le vrai, le plus profond, le plus urgent et le plus ardent aujourd'hui, c'est celui de créer, de promouvoir et de mobiliser au Congo une véritable intelligence sociale performante et créatrice.

3. Créer, promouvoir et mobiliser l'intelligence sociale

Il existe un chemin pour orienter le pays dans cette direction : le chemin d'une prise de conscience à vaste échelle de toutes les énergies dont il dispose pour combattre les dynamiques et les structures de l'inintelligence congolaise. Dans son livre *La République des inconscients*, le Sénateur Modeste Mutinga Mutuishayi avait déjà mis en lumière l'inconscience comme mal profond de la société congolaise. C'est contre ce mal qu'il faut s'attaquer avant tout si l'on veut créer une société intelligente. On s'y attaque par les rébellions et les insurrections intellectuelles de la part de tous ceux qui ont compris que la situation actuelle du pays ne peut pas et ne doit pas durer. Ce sont ces consciences vives qui devront refuser de jouer le jeu de l'inintelligence et se lancer dans des initiatives de grande envergure pour ouvrir des espaces collectifs de créativité communautaire. Ces nouveaux Congolais conscients de ce qu'il y a à faire sont les vraies forces d'organisation pour une orientation nouvelle de la nation : le développement du pouvoir de l'intelligence sociale. Aujourd'hui, la critique de la situation ne suffit pas, il convient de la transformer en défi du changement radical par des choix individuels qui s'organisent en options communautaires de vie nouvelle, centrée sur l'engagement public dans la promotion de l'intelligence sociale.

Répetons-le : la conscience dont nous parlons ici n'est pas seulement celle qui fait le constat du mal congolais, mais celle qui fait de ce mal un défi et qui promeut un nouveau type d'esprit et produit de nouvelles structures sociales pour créer un nouvel être congolais. Concrètement, cela signifie ceci :

- On ne change le Congo en une société d'intelligence sociale que si on est soi-même et avec les autres fortement engagés dans des lieux précis de transformation sociale et qu'on tisse avec ces lieux des réseaux de solidarité agissante. Si on n'est pas dans une telle dynamique visible, on ne contribue pas véritablement aux ruptures nécessaires et au renouveau de la nation. D'où l'importance et l'urgence des clubs, des académies, des forces de pensée, des associations de transformation sociale dont l'ébullition conduise à une véritable révolution congolaise de l'intelligence.
- L'action de l'intelligence ne prendra tout son sens que si elle devient une action politique, avec des lieux et des réseaux politiques visibles par leurs actions de transformation sociale, des énergies communautaires qui résolvent des problèmes de terroirs locaux, c'est-à-dire les quartiers, les villages, les agglomérations, avant de penser aux échelles plus hautes de la politique nationale.

L'intelligence sociale se construit avec des forces intellectuelles et des dynamiques politiques dont la puissance organisationnelle impose une orientation communautaire de vie et de développement capable de devenir une véritable culture collective.

Nous parlons de culture pour indiquer que l'intelligence sociale n'est pas seulement une capacité d'organisation politique et une force de promotion des cercles et des cénacles de réflexion : elle est une ambiance de pensée, une atmosphère de vie, une structure de l'être et une vision globale du monde, qui se créent, se construisent et s'animent grâce à des structures éducatives construites à ce effet.

C'est grâce à des structures d'éducation que l'on sort une société comme la nôtre de la République des inconscients à une nation de l'intelligence organisatrice et créatrice, par l'émergence des acteurs d'une réelle révolution de l'être et des structures sociales.

L'éducation des hommes construit des êtres nouveaux. Les êtres nouveaux créent des structures communautaires de promotion humaine. Des structures communautaires de promotion humaine fertilisent toute la société avec le souffle d'un imaginaire créateur qui conduit à consacrer les richesses de la nation à la construction d'une destinée pour la nation.

C'est le chemin de la construction d'une société intelligente : le Congo des volontés et des espérances des Congolais et des Congolaises aujourd'hui.

Où en sommes-nous avec l'émergence de la RDC ?

Il n'y a pas longtemps, le mot « émergence » était dans toutes les bouches des acteurs économiques et des responsables politiques de la RDC. Il désignait le nouveau grand rêve du Congo et nombreux ont été nos compatriotes qui y ont cru, soit parce qu'ils cherchaient à soutenir l'orientation du gouvernement pour le redressement du pays, soit parce qu'ils pensaient que notre peuple avait dans l'idée d'émergence un levier mental fort pour la construction de l'avenir, soit parce qu'ils étaient pris dans le mimétisme à la mode qui pousse beaucoup de pays à se mettre dans les mêmes sillons que les inventeurs des nouveaux concepts à l'échelle internationale.

Après une période d'intense échauffement rhétorique et de forte irradiation discursive dans les hauts lieux du pouvoir politique et dans les hautes sphères intellectuelles, on sent aujourd'hui une baisse de tension dans la foi en l'émergence du Congo et même un abandon du mot dans le discours national, comme s'il ne s'était agi, en fait, que d'un slogan étincelant mais vide, d'une incantation pathétique sans grande énergétique de sens pour notre nation.

Pourquoi ce recul de la foi du Congo en lui-même et ce revirement de situation concernant le devoir d'émergence ?

L'accoutumance aux slogans vides

Il faut dire avant tout que l'émergence comme mot s'est inscrite chez nous dans la grande tradition de slogans politiques qui chantent plus qu'ils ne parlent, qui font du bruit pour ne rien dire et obéissent au goût congolais d'invention rhétorique sans qu'une réelle volonté nationale n'engage des actions de changement du côté des dirigeants comme du côté des populations. Tout le temps de la Deuxième République a été une longue période d'inflation de ces slogans qui n'ont rien donné en énergie de construction d'une nation moderne. On n'est pas sorti de cette auberge avec la Troisième République. Un simple regard sur notre passé politique ressusciterait des mots d'ordre fougueux dont les effets sont nuls : « Retroussons les manches », « Faisons de l'agriculture la priorité des priorités », « Construisons le nationalisme congolais qui ne soit ni à gauche ni à droite », « Bâtissons la philosophie de l'authenticité », « Engageons-nous dans l'Objectif 80 », « Sachons qu'il faut servir et non de se servir », « Réussissons le septennat du social », « Entrons dans une société de l'espoir », « Ouvrons les cinq chantiers de la République », « Lançons la révolution de la modernité ». L'avènement d'une société de l'émergence s'inscrivait dans ce génie rhétorique flambant. Son slogan risque de s'éteindre de la

même manière que les incantations qui l'ont précédé et celles qui l'ont suivi.

Deux raisons pour cela

Pourquoi en est-il ainsi ? Pourquoi est-il si difficile au Congo de transformer des mots d'ordre en autre chose qu'en slogans vides et en incantations stériles ? Pour deux raisons principalement.

La première est la prédominance de la politique dans la conception et la vision des mots d'ordre qui concernent le destin global du pays. Tout est fait de telle manière que les forces politiques s'arrogent le droit de penser que le pays, ce sont les politiciens seulement, et que leur parole est parole d'Évangile pour toujours, glorieuse et indubitable. Or, l'image globale des hommes et des femmes politiques est tellement désastreuse dans notre nation qu'il est difficile de croire aux incantations qu'ils lancent et de les transformer en énergies d'action. Dans l'imaginaire public, on sait que le champ politique national est une mangeoire lamentable et que ceux qui y accèdent n'ont pas une grande idée de la solidarité pour construire une grande nation. Les populations n'ayant pas foi dans les incantations magnifiées par la sphère du pouvoir politique, rien ne peut les engager à des actions collectives alimentées par une forte volonté de changer le pays. C'est le fossé entre les fabricants des slogans et les énergies sociales capables d'action de transformation de la réalité vécue qui fait qu'aucun des

mots d'ordre lancés par les politiques ne prenne corps en termes de construction d'une nouvelle destinée pour le pays. L'émergence comme concept et comme orientation est tombée dans ce fossé. Si nous voulons lui donner un contenu sérieux et l'assumer comme dynamique d'action, il est temps de la déconnecter d'une certaine vision de la politique en RDC aujourd'hui.

La deuxième raison de l'échec des incantations politiques qui ont balisé l'histoire de notre pays depuis notre indépendance est fortement liée à la première. Quand les populations ne se sentent pas impliquées dans le destin de leur pays et qu'elles perdent foi dans les orientations politiques de leur nation, il est difficile de leur faire comprendre que les mots d'ordre venant d'en haut sont autre chose que des slogans : qu'ils sont des cris de guerre. Et comme dans toute guerre, les cris doivent être au service des stratégies de victoire. On doit s'attendre dans ce contexte à voir le pays tout entier s'embraser dans des réflexions et des actions stratégiques qui dépassent le champ politique pour s'incarner dans toutes les sphères de la transformation sociale : imaginaire, science, technique, économie, finances, culture, éducation, communication, spiritualité, religion, armée et bien d'autres. En RDC, aucun des mots d'ordre politique n'a eu jusqu'ici cette dimension globale et n'a été lesté d'une orientation stratégique digne d'une guerre véritablement globale pour la grandeur de

notre nation. L'émergence comme concept souffre de cette pathologie.

Repenser et vivre autrement l'émergence maintenant

La tâche aujourd'hui, c'est de repenser la dynamique d'émergence non pas à la seule échelle de la parole politique engluée dans l'idée pessimiste et négative qu'en ont les populations, mais de mobiliser toutes les forces vives de la nation pour que tout le monde comprenne de quoi il s'agit. C'est-à-dire la construction d'une nation sur la base du génie de tous les hommes et de toutes les femmes du Congo dans le domaine où ils ont le vrai pouvoir d'agir, là où ils sont, grâce à leurs actions individuelles et collectives, en vue de changer concrètement l'image du Congo et des Congolais dans le monde d'aujourd'hui. Concrètement veut dire ici :

- prendre son lieu de vie comme le lieu où l'on doit faire émerger une autre réalité en rupture avec les pathologies bien connues dont souffre le pays ;
- décider d'être le levier de ce changement dans son mode de penser et d'agir, de telle manière qu'on n'attende pas des solutions aux problèmes du haut des sphères politiques, mais d'en bas, dans les capacités de responsabilité et d'organisation citoyennes.

A ce niveau, l'émergence, c'est la transformation de soi et de son milieu de vie selon des perspectives nouvelles bien visibles, avant qu'il ne s'agisse de l'émergence du pays et de sa destinée. C'est une question d'engagement à sortir de l'ordre du négatif par la force que l'on développe en soi afin de devenir autre, plus riche, plus fort, plus fertile, plus fécondateur.

A l'échelle d'une nation, il s'agit de conjoindre les forces créatrices de la communauté, de les organiser à nouveau frais et de les tendre vers la plus haute idée que l'on puisse donner au pays sur sa grandeur et ses ambitions, dans tous les domaines. A ce niveau, on n'émerge pas seul ni en petit groupe, on naît de nouveau dans son génie créateur grâce à la production d'un nouvel imaginaire collectif où sont mobilisés les idées, les mythes, les représentations collectives et les utopies grandioses qui sont les vrais leviers de l'action pour la transformation concrète du vécu. Transformation concrète veut dire ici :

- construire une économie forte avec des acteurs économiques ayant le monde dans son ensemble comme horizon ;
- construire une politique de grandes ambitions et de grandes actions visibles au cœur des chantiers qui impressionnent le regard et frappent l'attention ;

- construire une culture de la comparaison avec les pays qui sont aux avant-postes de la réussite en matière de développement humain durable ;
- construire un système de recherche et d'éducation qui produit des stratégies du changement au jour le jour, grâce à une dynamique scientifique et technique de haute énergétique.

L'émergence ainsi conçue relie les forces spirituelles que l'on a en soi-même comme pays et communauté de destin avec les énergies créatrices que qu'on promeut dans les grands champs de transformation sociale : économie, politique, culture, science et technique.

Une dimension est essentielle dans cette vision de l'émergence : la capacité d'information et de communication qu'une nation développe pour faire passer partout les idées dont sont porteuses les dynamiques d'émergence. C'est là que l'organisation politique devient indispensable comme tuyau de mots d'ordre dont l'efficacité dépend de la qualité des dirigeants et de la solidité des institutions. C'est un problème d'éducation des leaders et de la formation des peuples à la responsabilité citoyenne.

Au Congo, toutes les dimensions du devoir d'émergence que nous venons de présenter ont encore à être mises en lumière dans le système éducatif, afin de faire comprendre à chaque Congolaise et à chaque Congolais que le temps de

l'émergence est arrivé à l'échelle des individus comme à l'échelle de toute la nation. Il faut pour cela sortir de la culture des incantations pour construire une culture de l'action de transformation sociale, à tous les niveaux de la vie nationale.

Où en sommes-nous au Congo, selon cette perspective ? Nous sommes à l'heure de la remobilisation de nos consciences et de nos énergies créatrices autour de l'idée de l'émergence comme vision de nous-mêmes et comme volonté de changer notre pays dans le sens le plus fertile et le plus créatif.

Dimensions de l'émergence

Réussir au-delà de l'ordre mondial actuel

Quand on parle d'émergence en République Démocratique du Congo, on a les yeux tournés vers certains pays dont les performances économiques impressionnent du point de vue de ce que l'ordre capitaliste régnant impose comme vision du développement pour les nations. On admire les dragons asiatiques comme la Corée du Sud ou Singapour et on rêve de voir le Congo devenir comme ces pays. On entre alors dans la vieille idée du développement comme rattrapage des nations déjà développées, comme imitation de leur vision du monde et comme reproduction de leurs stratégies de réussite. Plus récemment, on a pris l'habitude de prendre pour modèle le groupe des BRICS. Le rêve est devenu alors de s'inscrire dans la dynamique de la Chine, de la Russie, du Brésil ou de l'Inde, pays dont on se plaît à vanter la vitesse de développement dans l'ordre capitaliste et l'instinct d'ogre économique qui fait peur aux vieux pays de démocratie comme les Etats-Unis, le Canada et l'Europe occidentale. L'émergence à ce niveau, c'est une fois de plus

de copier un modèle existant et de se faire juger soi-même à l'aune de ce modèle, comme si le groupe BRICS était devenu le paramètre absolu pour un pays comme la République Démocratique du Congo dans sa quête d'émergence.

Une paresse de l'intelligence

Cette perception des choses est compréhensible, compte tenu de l'image d'arriération que notre pays donne au monde au bout de plus de cinquante ans d'indépendance. Ni au plan économique, ni au plan politique, ni au plan culturel, rien ne procure le sentiment que nous sommes dans le même monde que les dragons asiatiques, le groupe BRICS ou les vieilles démocraties d'Europe occidentale et d'Amérique. Nous sommes confrontés à des problèmes auxquels ces pays ont déjà trouvé les voies de solution ou sont en train de le faire : la lutte contre la misère endémique, l'exigence de construire des institutions politiques crédibles et fiables, le développement de la confiance des populations en leurs dirigeants et la construction d'une culture du combat pour le développement en vue d'un avenir fertile. Faute d'avoir trouvé la voie pour résoudre ces problèmes chez nous, nous nageons au Congo dans un désir mimétique d'un type spécifique : au lieu de devenir nous-mêmes capables de faire ce que les autres ont fait et réussi, nous attendons que ce soit les autres qui viennent réaliser chez nous ce qu'ils

ont réussi chez eux. On veut que la Chine finance et construise nos infrastructures de base. On se confie aux USA pour qu'ils conduisent nos politiques économiques sous la houlette de la Banque Mondiale ou du FMI. On se tourne vers l'Europe pour qu'elle guide nos dirigeants en leur ouvrant la voie d'une vision de la modernité qu'elle jugerait conforme à ce qui nous est utile. Toutes ces attentes constituent notre vision de l'émergence aujourd'hui et nous ne nous interrogeons pas sur la fécondité d'une telle vision dans un ordre néolibéral centré sur les intérêts compétitifs et les batailles d'hégémonie que se livrent les Grandes Puissances. L'émergence pour nous n'est pas vue à partir de nous-mêmes, mais conformément à ce que les nations riches veulent pour nous. Il n'y a alors ni réflexion profonde sur nos besoins, sur nos intérêts et sur nos moyens pour construire notre pays ; ni vision politique et économique solide pour mobiliser nos forces d'action et de transformation sociale ; ni volonté visible de tout notre peuple comme souffle d'énergie pour nous construire une destinée qui compte dans le monde. On prend l'émergence comme slogan et incantation que l'on chante pendant une saison pour l'oublier vite et trouver, tout aussi vite, d'autres slogans et d'autres incantations pour les saisons suivantes.

Dimensions d'émergence dans les pays qui fascinent le Congo

Il s'agit là d'un aveuglement sur les dynamiques et les orientations qui ont structuré l'émergence des pays dont nous admirons les performances en RDC.

On ne voit pas que ces pays ont d'abord « travaillé » leur propre mental, leur propre imaginaire et leur propre volonté de vaincre et de réussir. Tous les dragons asiatiques et tous les pays du groupe BRICS ont eu à lutter contre eux-mêmes dans leurs faiblesses et leurs pathologies afin de s'inscrire dans une perspective de maîtrise des souffles de l'émergence à partir de leurs propres forces d'intériorité créatrice. La Corée du Sud a lancé sur son territoire une politique de modernisation à partir de nouveaux villages pour le développement, en misant sur une éducation compétitive ouverte sur le monde, sans attendre que l'extérieur fasse le travail de modernisation à sa place. La Chine a travaillé l'imaginaire chinois pour se construire de l'intérieur comme une nation comptant sur ses atouts humains et géostratégiques. La Russie a décidé de relancer sa puissance sur un nouveau rêve de grandeur mondiale face à l'OTAN. Toutes les politiques de ces pays ont été des politiques de foi dans leurs forces créatrices pour entrer dans la bataille du développement, grâce à des stratégies pensées et concrètement mises en œuvre.

L'émergence n'a donc pas été seulement une mobilisation de l'imaginaire pour un autre destin, mais une construction cohérente des stratégies de combat. Pensons ici à la stratégie chinoise de Deng Xiaoping : « Observer froidement, gérer les choses calmement, sécuriser ses positions, dissimuler ses capacités, attendre son heure, faire les choses là où c'est possible. » Pensons aussi à la stratégie coréenne caractérisée par Samsung : innover, innover, innover et s'organiser efficacement et rationnellement pour gagner des marchés à l'échelle mondiale. Pensons enfin à la stratégie de l'Inde : choisir un domaine de pointe comme l'informatique et y investir les énergies créatrices afin de former les meilleurs cerveaux du monde.

Dans ses stratégies, on s'étudie soi-même, on saisit ses forces et on se lance dans la bataille en se confrontant aux autres que l'on cherche à connaître aussi profondément que l'on se connaît soi-même. On devient ainsi une force et on se confronte aux autres forces du monde en ayant foi en soi-même et en son propre pouvoir d'action et d'invention. L'émergence se construit ainsi comme une dynamique stratégique et non comme une incantation lyrique.

En tant que telle, elle s'appuie sur des institutions solides : une certaine dynamique sociale dont les valeurs de base sont celles d'une organisation et d'une mobilisations des forces vives de la nation au service des intérêts et des rêves

dont l'idée d'émergence n'est qu'une expression visible. C'est-à-dire l'expression du pouvoir concret de réaliser des exploits dans tous les domaines qui comptent pour l'avenir. Notamment : le développement économique, le pragmatisme politique, la culture d'invention et d'innovation, la puissance militaire et l'hégémonie géostratégique. Quand un peuple se moule dans un tel sens concret d'affirmation de soi, il émerge comme puissance et s'élève vers son épanouissement en matière de développement.

Et il fait tout pour le faire savoir, dans une opération de médiatisation de lui-même destinée à séduire et à impressionner le monde, dans une mise en scène que les nations riches et puissantes apprennent à intégrer comme mode d'être et style de vie à leur personnalité. Les Etats-Unis ont développé l'art de la mise en scène de la démocratie par les élections où sont exaltées leurs valeurs de liberté et de prospérité. La Russie a sa propre mise en scène de la puissance, dans un art consommé de rouler les mécaniques et de déployer de machineries pour intimider et faire peur. La Chine veille à se faire respecter par son flegme et sa force tranquille diffusés partout dans une volonté de devenir vite la première puissance mondiale.

On peut donc dire que l'idée d'émergence se diffuse dans des harmoniques fertiles de construction d'un imaginaire grandiose de foi en soi, d'une configuration d'efficacité

stratégique concrète, d'une structuration d'institutions solides et d'une énergétique de mise en scène de soi comme puissance et force d'avenir.

Plus loin dans la construction d'une civilisation du bonheur

Toutes ces dimensions de l'émergence, le Congo ne les développe pas encore, n'en comprend pas encore l'importance et ne sait même pas les imiter correctement à partir de ses propres énergies intérieures. Pour sortir de notre enfermement dans des slogans vides et les incantations stériles sur une pseudo-émergence du Congo, il y a un devoir de faire comprendre partout dans notre pays que nous avons comme Congolais l'impératif d'engager concrètement des vraies dynamiques d'émergence ici et maintenant. A savoir :

- *Créer un imaginaire d'émergence.* Cela signifie libérer un discours national de mobilisation des esprits autour de ce que le Congo doit devenir dans le monde, à partir de la volonté des dirigeants et des populations de se penser comme puissance non pas en nous tournant vers l'extérieur, mais en promouvant une conscience forte de notre foi en nous-mêmes. Il s'agit d'une orientation de l'esprit qui s'impose quand le peuple cesse de croire qu'il est un objet entre les mains des autres et qu'il devient sujet de sa propre histoire, de son propre destin. Les

Congolais ont encore à être éduqués en ce sens, à temps et à contretemps. C'est un important défi d'émergence aujourd'hui.

- *Imaginer des stratégies concrètes pour émerger.* Cela signifie, dans tous les domaines et à toutes les échelles de la vie nationale, déployer des politiques centrées sur nos intérêts, sur nos quêtes fondamentales, sur nos valeurs de grandeur et de respect de nous-mêmes et sur de nouvelles rationalités qui innovent en toute chose en vue du développement de notre pays et du bonheur de chaque citoyen. Il s'agit de vivre et d'agir de telle manière que la volonté d'émergence soit la ligne directrice et le point central de nos décisions et de nos choix vitaux. Toujours et partout.
- *Construire des institutions d'émergence.* Nos institutions au Congo ne sont pas encore des institutions d'émergence. Tout le monde connaît les pathologies de notre Etat, de notre leadership politique, de nos structures de gouvernance, de nos lieux d'éducation, de nos systèmes juridiques, de nos dynamiques économiques et de nos espaces de rêve. Tout le monde connaît la voracité qui gangrène nos relations à la sphère du bien public et du bien commun. Personne n'ignore qu'il faut repenser tout notre destin en refondant les bases de nos institutions et en réorientant radicalement le sens de notre existence commune par la construction

d'un nouvel être congolais capable d'avoir foi dans les institutions de son pays. Malheureusement, rien n'est entrepris pour que cette refondation se fasse. Le temps d'engager le Congo à changer de cap institutionnel est arrivé. C'est un choix d'émergence qu'il faut faire. Ici et maintenant.

- *Faire rayonner le souffle congolais de l'émergence.* Nous voulons dire par là qu'il faut transformer l'image du Congo et des Congolais dans le monde, en offrant au monde entier la figure fascinante d'un pays émergent dans ses forces créatrices, qui diffuse son esprit vital de manière forte et visible, dans un discours crédible tenu par des hommes et des femmes crédibles : les Nouveaux Congolais, justement.

Au-delà de l'ordre mondial actuel

Avec une telle philosophie de l'émergence, l'impératif ne sera pas de se conformer au monde dans son esprit actuel d'une civilisation du développement compétitif et des hégémonies meurtrières, mais de transformer la modernité violente et meurtrière en une civilisation conviviale et une culture de l'espérance : sortir du néolibéralisme pour faire de l'émergence un nouveau rêve du monde. Le rêve d'une civilisation de l'empathie, pour parler comme Jeremy Rifkin, d'une culture de l'altruisme, pour parler comme

Jacques Attali ou d'une dynamique planétaire de la bienveillance, comme dirait Matthieu Ricard.

Quand le Congo aura compris que le sens de l'émergence, c'est la construction d'une société fertilisée par le suc de ces orientations essentielles, notre nation deviendra une véritable nation d'espoir pour l'Afrique et pour l'humanité. Nous le souhaitons vivement.

26

L'éducation à l'émergence et la régénération des énergies créatrices en RDC

Disons-le d'emblée : il faut considérer actuellement l'idée d'émergence comme l'une des plus puissantes qui devront guider la société congolaise. Plus que toute autre idée dont notre pays s'est enchanté ces dernières années, elle comporte un potentiel de créativité qui devrait interpeller chaque Congolaise et chaque Congolais sur sa capacité à porter le destin du pays et à prendre des initiatives à partir desquelles l'image de notre nation dans le monde peut complètement changer de manière positive et profonde. Si l'on considère qu'il s'agit à la fois d'un impératif individuel qui fait prendre conscience de l'exigence de sortir d'une situation désastreuse pour créer un nouveau champ de possibilités de vie, et d'un impératif d'action communautaire pour agir ensemble comme peuple appelé à bâtir sa nouvelle destinée dans le monde, les leviers sur lesquels on devra appuyer pour faire émerger le Congo de son état actuel au statut de grand pays africain sont de deux ordres.

Le premier ordre concerne l'irruption des créateurs de l'émergence dans la bataille des idées sur le Congo dont nous avons besoin.

Le deuxième ordre porte sur les dynamiques collectives que ces idées devraient contribuer à libérer pour une éducation pensée, organisée, rêvée et construite en vue d'une nouvelle société.

Les créateurs de l'émergence, une force constructive

Dans l'histoire du Congo indépendant, les moments les plus fertiles où notre pays a imposé sa présence dans le monde ont été les moments où les débats d'idées ont ardemment chauffé les esprits dans des confrontations des forces intellectuelles et politiques qui voulaient changer la nation. Ces débats se focalisaient sur des combats autour des personnalités de premier plan et de première grandeur, qui incarnaient des visions du pays où une grande partie de la société se reconnaissait et était prête à se lancer dans les batailles pour le changement. Les idées guidaient notre monde en ce temps-là et on en sentait la verve créatrice partout au Congo, comme si la pensée était devenue une exigence nourricière qui alimentait de sa sève une certaine idée de notre nation.

Il y a lieu d'évoquer avant tout l'idée de l'indépendance et la fougue qu'elle déclencha vers les années 1956-1960. A cette période, les penseurs du *Manifeste de la Conscience*

africaine offrirent à notre société une vision d'elle-même où les relations avec les colonisateurs devaient s'inscrire dans un humanisme fraternel assumé par des Congolais responsables de leur destin et des Belges conscients des mutations en cours pour sortir de la situation coloniale. Joseph Ngalula, Albert Malula et Joseph Ileo étaient des noms qui brillaient au ciel de ces idées. Face à eux s'élevaient d'autres idées, celles de l'indépendance immédiate dont Joseph Kasa-Vubu, puis Patrice Emery Lumumba, devinrent très vite des hérauts indomptables. Ces personnalités embrasaient la société et donnaient du Congo l'image d'une société qui sortait de la soumission au système des colons pour entrer dans un nouvel horizon de sens de sa vie comme peuple indépendant. Il y avait là une fureur d'indépendance dont la nation a gardé la mémoire depuis le 30 juin 1960, ce jour où le Congo solennisa son destin dans les trois discours historiques que les nouvelles générations écoutent encore et apprennent avec ferveur comme trois visions en compétition pour l'invention du Congo : le discours du Roi Baudouin de Belgique, le discours du Président Joseph Kasa-Vubu et le discours du premier Ministre Patrice Emery Lumumba.

Un autre moment fort de l'histoire du Congo, c'est l'affrontement entre le Président Joseph-Désiré Mobutu et le Cardinal Joseph-Albert Malula autour de l'idée de l'authenticité dans les années 1971-1974. Ce fut une ébullition intellectuelle et politique gigantesque, dont

l'enjeu était la vision du Congo comme société face à son destin dans l'histoire. Mobutu se livrait à une mise en scène glorieuse d'un pouvoir qui revendiquait les valeurs du passé africain comme ferment pour un être congolais nouveau, sans âme d'emprunt, sans langage d'emprunt, sans visage d'emprunt, sans structure mentale d'emprunt. Un être libre, digne et responsable, pour tout dire. Malula avait vite senti dans ces idées le piège d'un passéisme éthéré et d'une farce dictatoriale pour une politique sans consistance. Il n'était pas contre l'authenticité comme idée et comme projet, lui le héraut du christianisme africain dans un Congo libre et prospère. Il voulait une authenticité d'ouverture au présent et à l'avenir, sur les bases des valeurs d'une humanité africaine non manipulée par des politiques sans éthique de l'humain. Dans l'affrontement entre Mobutu et Malula émergeait un Congo de la grandeur dont l'image s'épanouissait partout dans le monde. Cette grandeur se ressentait dans le regard que chaque Congolais portait sur lui-même et sur son pays : une certaine force de confiance en soi et de foi dans l'avenir de la nation, quel que fût le camp dont on se réclamait, celui de Mobutu ou celui de Malula.

A la même période, dans le monde du haut savoir, deux autres baobabs de l'intelligence s'affrontaient : Valentin Yves Mudimbe et Georges Ngal, au sein de l'université de Lubumbashi. L'enjeu du débat, c'était le viol du discours africain par l'Occident. Mudimbe incarnait une modernité

africaine qui comprenait que l'Occident n'était plus en dehors de l'Afrique, mais au cœur même de chaque Africain. Il pensait que vouloir se débarrasser de « l'odeur » de ce « père » pour un discours africain propre, sans se demander ce que cela coûte à l'homme africain de se couper de l'Occident était une illusion, un leurre au bout duquel on retrouverait l'Occident, « immobile et ailleurs ». Il fallait un nouveau discours africain, mais sans naïveté sur le sens réel des ruptures à faire. A cela, Ngal répondait par une critique acerbe d'une certaine classe intellectuelle qui jouait à être une espèce de caniche du savoir occidental sans comprendre que la liberté ne se négocie pas dans la soumission. Le monde congolais de l'intelligence devait prendre position entre ces visions du discours et du savoir africains, même si aujourd'hui, on se rend compte que la contradiction entre les protagonistes était spacieuse et jouait plus sur des « ego » émotifs que sur des enjeux de profondeur. Le plus important à cette époque, c'était le débat lui-même et l'image de l'intelligentsia congolaise qu'il répandait dans le monde. On voyait émerger un grand pays de l'intelligence, dans la production d'œuvres littéraires et philosophiques qui sont encore aujourd'hui parmi les plus riches dans l'Afrique contemporaine.

C'est à la période de la Conférence nationale souveraine, au début des années 1990, que les enjeux concrets de toutes les batailles intellectuelles antérieures se dévoilèrent vraiment. La dictature de Mobutu affrontait la crème la plus

fine de l'intelligence politique du Congo, dont l'élan de changement avait pris le visage d'un homme : Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Les Grecs anciens auraient appelé ce combat : la gigantomachie, la bataille des Titans entre les puissances nocturnes déchainées dans la dictature féroce et les forces glorieuses de la liberté de tout un peuple. Le pays avait souffert longtemps sous le joug de la dictature, il était devenu un chaos et il pataugeait dans les misères de toutes sortes. On sentait cependant dans les débats de la Conférence nationale qu'un autre ordre de vie prenait naissance. Quelque chose d'autre était en train d'émerger sous forme d'une volonté d'un destin rayonnant.

Que s'est-il réellement passé dans ces grands moments du débat d'idées au Congo ? Avec la distance que le temps permet de prendre, on peut dire aujourd'hui ceci : le Congo a été pris dans le souffle nouveau où les créateurs d'idées ont enfanté, en pensée et en utopie, un pays que l'on qualifierait aujourd'hui d'émergent, même si les espoirs de tous ces débats n'ont pas dépassé la promesse des fleurs. On a senti vibrer un Congo qui se mesurait par son intelligence à l'ordre du monde. Un Congo qui voulait s'enfanter en enfantant un autre monde possible, hors des ornières de l'enfermement sur soi et de la soumission à l'ordre néocolonial. Sur notre territoire grondaient des idées fortes et dans ces idées bourgeoñaient de grands espoirs et de nouvelles espérances. C'étaient des moments

où les créateurs d'idées avaient confiance dans l'intelligence et dans la réflexion.

Aujourd'hui, au moment où l'idée d'émergence éclot de nouveau au Congo, il est important de replonger dans notre mémoire des débats congolais et dans l'énergie de nos créateurs d'idées pour nous demander pourquoi tous ces débats n'ont pas concrètement accouché d'un Congo émergent qui fut pourtant leur enjeu de fond ? On doit aussi chercher à savoir ce qu'il convient de faire pour que les résultats de nos quêtes d'émergence soient à la hauteur de nos ambitions et de nos attentes.

Ce que nous avons appris de nos débats

L'analyse de ce qui a été au cœur des débats congolais depuis l'indépendance nous a ouvert les yeux sur la portée réelle de ce que l'on appelle maintenant l'émergence : le sens le plus profond de toute notre volonté congolaise de transformation radicale pour notre espace de vie. Il s'agit d'une dynamique qui, d'une manière ou d'une autre, rejoint les quêtes fondamentales de tous les peuples qui ont subi le rouleau compresseur du colonialisme et subissent encore le joug des pouvoirs autoritaires. Pour accéder au statut de nations modernes et créatrices de bonheur pour leurs citoyens, tous ces peuples ont lutté contre les forces d'un triple ordre que le théologien congolais oscar Bimwenyi-Kweshi a ainsi caractérisé :

- *L'ordre de la déshumanisation* : celui qui dénie la valeur d'humanité à des personnes et à des groupes humains en vue de les soumettre à un régime d'asservissement total.
- *L'ordre de la réification* : celui qui transforme les êtres humains en objets et leur enlève toute valeur de vie.
- *L'ordre de la néantisation* : la réduction de l'être à rien, dans un travail d'écrasement de toutes les forces qui font de l'homme un être debout et digne de vivre.

Quand nous parlons d'émergence, c'est au niveau fondamental de l'action contre ces trois ordres qu'il faut situer les batailles à mener. Tous nos débats congolais depuis les années de notre indépendance disent cela. Nous devons aujourd'hui le redire aux générations montantes.

Si l'on se situe à ce niveau de fond, on devra orienter le processus d'émergence vers des enjeux dont la configuration a été définie par des penseurs qui ont mis la transformation sociale au cœur de leur recherche dans le monde d'aujourd'hui. Je pense à des hommes comme Paulo Freire en Amérique latine, Saül Alinski aux Etats-Unis ou Michel Séguier en France. Toutes leurs réflexions mettent en lumière des batailles essentielles à mener. Notamment :

- *La bataille contre les aliénations culturelles*, en vue d'affirmer l'Homme congolais comme un être de

liberté et la société congolaise comme une société de responsabilité.

- *La bataille contre les dominations politiques*, qu'il s'agisse des dominations inhérentes au système colonial et néocolonial ou des dominations construites à l'intérieur de nos propres sociétés par des références aux atavismes traditionnels pseudo authentiques.
- *La bataille contre les exploitations économiques* dont le système néolibéral de la mondialisation actuelle constitue un étau autour de nos cous.

Dans la mesure où les aliénations culturelles, les dominations politiques et les exploitations économiques sont le cœur de ce contre quoi tout peuple aspire à construire sa destinée, on ne peut lutter contre elles qu'en construisant une conscience mobilisatrice pour le changement, des alternatives crédibles autour des initiatives politiques, économiques et culturelles ainsi qu'un pouvoir d'actions collectives émancipatrices, selon le vocabulaire de Michel Séguier.

L'émergence doit être pensée et organisée fondamentalement selon cette perspective, avant qu'elle ne soit exaltée comme visage des infrastructures modernes qu'affichent devant le monde les pays dits émergents. Il s'agit d'un esprit, d'une vision, d'un projet de monde porté par un certain imaginaire qui conduit à la construction des pays

comme les Brics, les dragons asiatiques ou même les vieilles démocraties d'Europe ou d'Amérique.

Un problème d'éducation à la transformation sociale

On comprend que la réussite de toute émergence dépend de la force des idées incarnées par des hommes, par des créateurs de visions qui diffusent partout dans la société une éducation solide à la transformation sociale, à travers des espaces d'engagement à la construction d'une nouvelle personnalité individuelle et collective. Sans les lieux de pensée, de réflexion et de mobilisation autour des actions émancipatrices dans un imaginaire de créativité, il n'y a pas de vraie émergence en termes de changements fondamentaux. Il faut des « think tanks », des académies de science et de pensée, des cercles et des clubs éducatifs ainsi que des lobbies pour l'action de changement en vue de booster toute la société et la mettre sur la voie de l'émergence. C'est une question d'ébullition des rêves et d'exaltation des utopies pour aboutir à des rationalités nouvelles de créativité, d'inventivité et d'innovation au coeur de l'action.

Au Congo, nous avons aujourd'hui besoin d'orienter tout notre système éducatif dans ce sens, si nous voulons que l'émergence devienne une réalité vécue ici et maintenant, à la fois dans la volonté de construire un grand pays et dans les actions collectives pour nous imposer comme un pays de grande destinée dans le monde.

Pour l'émergence du pouvoir économique des femmes en RDC

Le pouvoir économique des femmes est sans aucun doute l'une des clés de l'émergence du Congo dans l'économie mondiale aujourd'hui. Dans la politique actuelle de notre pays, cette clé n'est pas encore utilisée de manière consciente, rationnelle et satisfaisante, avec des outils de construction d'un leadership économique féminin fort et solide, orienté vers l'investissement du génie créateur des femmes congolaises dans le développement de la nation. Il faut aujourd'hui bâtir cette politique, l'organiser, la développer fermement et la promouvoir comme orientation fondamentale pour une société d'émergence et de promotion humaine.

Une question d'importance capitale

Quand on regarde l'évolution des conditions de vie des femmes et le développement de leur situation dans l'ensemble du champ social dans notre pays, on peut affirmer que d'immenses progrès ont été accomplis. Depuis les grandes campagnes des années 1970 sur le thème de l'émancipation de la femme congolaise sous le régime

Mobutu jusqu'aux préoccupations actuelles du « Gender » comme lieu de visibilisation du pouvoir des femmes au sein des institutions de la République, le pays avance dans la bonne direction. Même sans résultats spectaculaires ni réalisations fascinantes qui auraient pu porter notre pays au premier plan mondial en matière des réformes politiques, juridiques et institutionnelles au profit des Congolaises, il est clair que les transformations culturelles de la vision de la femme dans la société et les changements d'ordre mental contre des coutumes rétrogrades et des archaïsmes masculinistes se sont opérés. Ils se poursuivent au jour le jour et nos débats de société sur le « Genre » et la condition des femmes montrent que les vieilles citadelles du machisme et de la phallocratie n'ont plus d'avenir. L'avenir est plutôt dans la construction d'une société où les valeurs comme celles de la parité, de l'égalité, de la justice, de l'équité et du respect du « Genre » dans la société seront de plus en plus le sol fertile de notre destinée, sous la pression de nouvelles tendances de culture et de civilisation dans le monde. Les combats pour les droits des femmes dans une société de paix, contre les violences basées sur le « Genre » et contre les discriminations qui dévalorisent les femmes sont devenus maintenant un champ d'engagement prometteur, à la fois pour les femmes elles-mêmes et pour les hommes. Il existe une dynamique de fond dans ces domaines : elle fertilise la réflexion et l'action d'innombrables organisations non gouvernementales des femmes et d'innombrables collectifs

d'engagement en vue d'une société conforme aux valeurs de « Genre ». Le dynamisme de ces associations et collectifs est impressionnant, de même qu'est fascinant leur pouvoir de pression tranquille sur le progrès des mentalités.

Dans l'ensemble, comme dans toute lutte pour changer en profondeur, il y a toujours de réticences à considérer que les combats pour les droits des femmes et pour le développement de leur génie dans la société va dans le bon sens. On sort souvent des chiffres qui indiquent que les choses n'avancent pas vite : qu'il n'y a pas suffisamment de femmes au gouvernement, dans les institutions politiques les plus significatives comme le Sénat et la chambre basse, que la situation est la même dans la direction des institutions universitaire et dans les grands postes de responsabilité sociale.

Ce qu'on ne dit pas souvent, c'est que derrière les chiffres décevants, il y a des tendances prometteuses et que la bataille doit être de renforcer ces tendances pour donner à la femme congolaise la place qui doit être la sienne dans le développement du pays : la place d'une puissance créatrice qui se consacre à la construction d'une société émergente.

C'est dans cette perspective que la question du pouvoir économique des femmes est capitale pour notre nation. Elle porte sur la mobilisation du génie féminin en matière de création des richesses et d'ambition financière sur le

marché non pas seulement national, mais aussi africain et mondial

Nos faiblesses, nos limites

Dans ce domaine, les progrès ne sont pas à la hauteur des enjeux. Les femmes congolaises sont essentiellement confinées dans l'économie informelle que dominent le petit commerce et les activités de petite envergure, sans grand horizon d'émergence pour une nation qui ambitionne de s'imposer sur le marché mondial. Autant en littérature, le pays a eu des femmes de grande force comme Clémentine Faik-Nzuzi et Elisabeth Mweya Tolande ; autant en politique des figures comme celles de Nzuzi Wa Mbombo ou Sophie Kanza ont imposé leur présence magnifique sur la scène nationale ; autant dans le domaine religieux brillent des meneuses d'hommes comme la prophétesse Olangi Osho dans sa fabrique des miracles ambigus et problématiques qu'est l'Eglise du combat spirituel dans notre pays, autant dans le domaine économique le vide est infini, intersidéral. L'absence de grandes femmes d'action financière et de création des richesses y est vertigineuse et littéralement infâme.

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que de développement du pouvoir économique des femmes n'a pas encore été au centre des préoccupations des politiques et des stratégies de développement dans notre pays. Certes, nous avons eu dans notre histoire des moments étincelants où le discours

nationaliste a célébré le thème de ce qu'on appelait dans le temps l'émancipation de la femme, mais ce discours n'est jamais devenu une pratique économique pour l'émergence des femmes qui soient financièrement au cœur de la construction de la modernisation et du développement de notre nation. Nous avons pendant longtemps exalté la fête du 8 mars en l'honneur des femmes avec des mots d'ordre brillants, mais cela n'a jamais vraiment dépassé les clairons des festivités bien arrosées de musiques et de danses. Quand il y a eu réflexion autour du destin des femmes pendant les fêtes du 8 mars au cours des années, ce fut surtout autour des thèmes souvent convenus dont la dimension économique se réduisait à l'évocation des coutumes rétrogrades de domination financière exercée par les hommes sur les femmes et à la lutte contre la pauvreté. Rarement les orientations ont été ouvertes pour conduire la route de la lutte contre les coutumes rétrogrades vers la construction de la modernisation des esprits et des consciences chez les femmes congolaises comme figures d'une grande ambition pour faire du Congo une nation à la hauteur des quêtes profondes qu'incarnerait le génie féminin en matière économique et financière. De même, la lutte contre la misère n'est jamais devenue un projet de création de grandes fortunes et de grandes richesses. Le Congo n'a ni ses « Nanas Benz » pour enchanter ses rêves ni ses conquérantes des grands marchés internationaux pour fertiliser ses ambitions.

Même dans le domaine que l'on désigne aujourd'hui par le terme de « Genre », là où se pense de nouvelles relations entre l'homme et la femme en termes de parité, d'égalité, d'équité et de responsabilité partagée, la dimension économique de ces valeurs n'est jamais devenue le centre des préoccupations. C'est seulement récemment que les collectifs des femmes réunis dans une grande organisation des pays des Grands Lacs comme la Cocafem viennent de décider que l'émergence du potentiel économique et du pouvoir financier des femmes devra être le cœur de leurs combats politiques et sociaux dans les années qui viennent.

Il s'agit là d'une réorientation décisive qui devra changer à la fois le regard des femmes congolaises sur elles-mêmes comme forces de développement et la manière dont les hommes du Congo comprennent les batailles des femmes dans notre pays. Ce dont il doit être question désormais, c'est de reprendre toutes les luttes autour de l'émancipation de la femme, de l'exaltation du féminisme engagé et de la glorification des promesses du « Gender » aujourd'hui pour en radicaliser les enjeux dans l'émergence des femmes capables de changer économiquement et financièrement le destin des femmes et la destinée du pays par la solidité de leur génie créateur et la puissance de leurs ambitions pour le Congo.

La force de la méthode

Comment cela sera-t-il possible ? Quelles stratégies faudra-t-il mettre en œuvre pour qu'il en soit ainsi ?

Lors du colloque des collectifs des femmes de la Cocafem-Grands Lacs, tenu à Goma en ce mois de septembre 2015 et animé par les experts de l'Institut Interculturel dans la région des Grands Lacs (Pole Institute), il est apparu que cinq leviers stratégiques devraient être actionnés aujourd'hui pour l'émergence du pouvoir économique et du potentiel financier des femmes.

Le premier levier, *c'est la construction d'un leadership politique et social* déterminé à faire du « Genre » un enjeu essentiel de développement, avec des équipes d'hommes et de femmes engagés et des populations décidées à mettre au cœur de leurs pratiques vitales l'émergence d'un vrai potentiel économique des femmes. Sans la solidité d'un tel leadership, il est à craindre que le Congo ne voie jamais surgir en son sein des figures féminines de grande envergure en matière de développement matériel et de promotion humaine.

Le deuxième levier, *c'est la création de ce que l'on doit appeler les « Gender Machineries »*, des sortes de rouleau compresseur institutionnel qui conditionnent les imaginaires, configurent les esprits, formatent des manières d'être, encadrent les conduites et projettent des

rêves d'une nouvelle société. Ces machineries efficaces commencent par la mise des pratiques « Genre » comme exigences au cœur des textes fondamentaux qui régulent la vie de la société. Elles s'incarnent dans des institutions juridiques, politiques, sociales et culturelles concrètes d'animation, de suivi et d'évaluation des décisions prises pour la promotion du « Genre » dans le pays. Quand on veut que la parité ou la proportionnalité juste soit appliquée dans les hauts lieux de l'Etat ou de l'administration, il faut que la décision soit prise au niveau du leadership national de contraindre toutes ses institutions à fonctionner selon cette perspective, sous peine de sanctions visibles et vérifiables. On devra faire de même dans les mœurs de la vie quotidienne où le respect de la femme, sa valorisation sociale et sa promotion éthique devraient devenir le ferment d'une culture nouvelle. Il serait ainsi impossible que la musique comme notre musique congolaise actuelle s'enferme dans des images obscènes et l'exaltation des croupes et du bas-ventre des femmes sans être sanctionnée non pas seulement du point de vue juridique, mais par la culture même du respect de la femme au sein des populations. C'est dans une telle culture populaire que l'émergence du pouvoir économique des femmes deviendra possible : les femmes développeront ce pouvoir comme le pouvoir de leur être créateur et de leurs cerveaux inventifs, loin du réductionnisme libidinal et des pulsions jouissives que les musiciens promeuvent partout dans les chansons et les danses.

Le troisième levier, *c'est l'éducation, au sens plénier du terme*. L'éducation globale orientée par les principes du « Genre ». L'éducation organisée de telle manière que tous les lieux où elle se déploie, en famille, dans le système scolaire et universitaire, dans les Eglises et communautés de foi comme dans les partis politiques et les forces de la société civile, soient des lieux de consolidation de la culture du « Genre », de gré ou de force, beaucoup plus de gré que de force. Tant que l'éducation n'aura pas pour fondement, pour perspective et pour contenu cette dynamique de conscience, de culture sociale et de principe de civilisation, il sera difficile que le pouvoir économique et le potentiel financier des femmes émergent et s'imposent par la grandeur d'une certaine vision du monde et d'un certain imaginaire capable de casser les ressorts des archaïsmes sociaux pour de créer une nouvelle société, sur la base de nouvelle normes et de nouveaux rêves.

Le quatrième levier, *c'est l'appropriation de l'esprit « Genre » par les femmes elles-mêmes*, toutes les femmes elles-mêmes partout où elles sont, loin de tous les folklorismes incantatoires qui caractérisent souvent les débats sur la condition des femmes dans notre pays. Nous appelons folklorismes incantatoires la répétition des slogans vides et des mots d'ordre stériles, sans sève philosophique ni énergie éthique incarnées par des femmes décidées à être, à rêver, à vivre et à agir comme consciences nouvelles et acteurs nouveaux de leur destin, contre toutes formes de

pratiques socioculturelles, traditionnelles ou actuelles qui les dévalorisent, les infériorisent et les enferment dans des rôles subalternes. Il est temps pour les femmes de prendre en charge toute la puissance créatrice qui se dévoile dans les batailles concernant le « Genre ». L'éducation des femmes devra avoir cela pour enjeu, mais c'est surtout la manière puissante dont cet enjeu aura été approprié par les femmes elles-mêmes dans la vie et la culture de tous les jours qui déterminera l'émergence du potentiel économique et du pouvoir financier des femmes congolaises ici et maintenant.

Enfin, le cinquième levier est *l'intégration des batailles des femmes congolaises dans les grandes batailles des femmes à l'échelle mondiale*. Le « Genre » est aujourd'hui une vaste perspective planétaire et devra être vécu au Congo comme tel, à travers la réflexion et les propositions des Congolaises sur ce qui fait bouger les mentalités dans le monde, avec la volonté d'apporter quelque chose de nouveau et pas de s'enfermer dans le psittacisme idéologique d'un féminisme de perroquet ou d'un « womanisme » de pacotille, encore moins dans une vision du « Genre » selon une perspective de caniche. La femme congolaise a une histoire millénaire des valeurs et de créativité. Il convient de re-découvrir cette histoire, de la revisiter et d'en promouvoir le suc au niveau mondial. Une vision de l'économie comme économie du bonheur communautaire pourra jaillir de ce travail d'ensemencement de soi par sa propre culture pour

enrichir d'autres cultures. En même temps, il est utile que la femme congolaise, pour son émergence économique et financière, se fasse féconder par la culture économique et financière qui vienne d'autres horizons culturels, pour une culture de la rigueur, de la gestion rationnelle et de la valorisation du profit dans un marché qu'il faut voir comme un marché mondial à conquérir et à maîtriser afin d'aller plus loin vers un autre monde possible : le monde de l'humanisme fraternel et de la prospérité partagée. C'est un grand rêve. Mais c'est surtout un gigantesque défi.

Conclusion

Dans ce livre, j'ai tenté de pénétrer au fond des réalités décisives de notre destinée congolaise dans ce qu'elle exige comme volonté, comme détermination, comme force de résilience et comme choix de réussir l'avenir de la part de chaque Congolaise et de chaque Congolais. Dans le champ de nos souffrances et de nos malheurs, j'ai décelé des énergies de foi et des appels à l'engagement citoyen pour construire une société de l'intelligence au Congo, pour lancer ce qui doit constituer aujourd'hui notre révolution de l'être, du savoir et du savoir-faire. J'ai saisi les signes d'un nouveau temps d'espérance pour notre pays, la force de faire briller le nouveau soleil de l'indépendance dans une société de créativité et de vitalité, loin des pessimismes et des fatalismes qui ont caractérisé jusqu'à ce jour le discours sur le Congo et ses populations.

Pour juguler toutes les tentations de capituler contre ces pessimismes et ces fatalismes, j'ai voulu partir de toutes nos sombres réalités d'aujourd'hui et les considérer comme d'importants défis sur la voie de notre résilience, de notre nouvelle conscience à construire et des changements de fond à opérer en nous-mêmes et dans notre vision du monde, pour la construction d'un nouvel imaginaire congolais.

Je suis convaincu qu'il existe quelque chose comme un génie congolais à activer, à vitaliser et à faire rayonner en chaque Congolaise et en chaque Congolais face à nos gigantesques problèmes politiques, économiques, éducatifs, spirituels et socioculturels. Un génie capable d'inventer des logiques, des stratégies et des moyens à la hauteur des préoccupations auxquelles le pays fait face. Un génie capable d'embraser des rêves et des utopies, de vitaliser notre foi dans notre nation comme une nation de tous les possibles, un pays de toutes les espérances.

Dans la perspectives de libérer ce génie et d'en faire un levier pour un Congo nouveau, nous devons avoir le courage de nous regarder en face, nous Congolaises et Congolais, de nous remettre en question sans complaisance, sans pessimisme ni fatalisme, l'esprit entièrement tourné vers l'avenir que les nouvelles générations ont le devoir d'imaginer comme une destinée de grandeur et de construire comme une puissance de rayonnement mondial. C'est le nouveau rêve congolais.

Dans mes réflexions, j'ai voulu assumer à la fois le courage de nous regarder en face pour nous remettre radicalement en question et le rêve de faire émerger l'esprit du nouvel homme congolais dans son ambition de grandeur et de puissance. Sur cette lancée, j'ai défini cet esprit contre les attitudes et les comportements du vieil homme congolais, de ses atavismes, de son conformisme aux pathologies qui

gangrèment son être et de son accoutumance au désespoir et au défaitisme. Pour tourner le dos aux comportements de cet homme qui doit mourir en nous tous pour que ce pays change en profondeur, il faut une énergie nouvelle. Il faut de nouvelles forces intérieures : la décision de faire toutes choses nouvelles, dans une lumière qui incite et stimule le nouvel homme congolais à s'engager dans les nouveaux enjeux de son destin, ceux qui concernent la renaissance, la résurrection, la transfiguration du pays et l'invention de sa nouvelle face d'espérance.

C'est cela l'impératif qui s'impose à nous. Il a été décliné ici sous diverses formes et selon diverses perspectives, dans l'espoir que la conscience nouvelle qu'il exige trace des sillons d'action pour bâtir *un pays plus beau qu'avant* : le Congo de l'intelligence. Une terre du savoir, du savoir être, du savoir faire, du savoir vivre ensemble et du pouvoir de nous faire rêver, nous Congolais, dans toutes les ardeurs de nos espérances et toutes les vibrations de nos attentes.

Quand on a une destinée à construire comme c'est le cas dans notre nation maintenant, on ne peut pas se permettre d'oublier un seul instant cette responsabilité fondamentale. Nous avons écrit ce livre pour maintenir notre esprit en alerte face aux exigences du présent et de l'avenir.

Abréviations

AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération
ALENA	: Accord de Libre-Echange Nord-Américain
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
COMESA	: Communauté des Etats d'Afrique australe
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PCMA	: Projet de Coopération Monétaire Africaine
PIB	: Produit Intérieur Brut
RDC	: République Démocratique du Congo
SADC	: Communauté de Développement de l'Afrique australe
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

DU MEME AUTEUR

- *Médiations*, poème, Archipel, Bruxelles, 1985.
- *L'ontologie musicale de mon plus bel arbre chanteur*, poème, Archipel, Bruxelles, 1986.
- *L'homme, la question éthique et l'idéologie économique*, Archipel, Bruxelles, 1986.
- *Destinée négro-africaine, essai*, Archipel, 1987.
- *Une poétique philosophique*, Noraf, Louvain-la-Neuve, 1986.
- *L'expérience poétique de la transcendance*, Publications universitaires africaines, Munich-Kinshasa-Bruxelles, 1987.
- *L'Afrique va-t-elle mourir ?* Cerf, Paris, 1991 (deuxième édition chez Karthala, Paris, 1993).
- *Théologie africaine pour temps de crise*, Karthala, Paris, 1993.
- *L'Eglise africaine et la théologie de la reconstruction*, Bulletin protestant de Genève, 1994.
- *Christ d'Afrique, Les enjeux éthiques de la foi africaine en Jésus-Christ*, Karthala-CETA-Editions CLE-Editions HAHO, Paris-Nairobi-Yaoundé-Lomé, 1994 (deuxième édition en 1997).
- *Ethique écologique et reconstruction de l'Afrique (ouvrage collectif)*, CLE-CIPCRE, 1996.

- *Chrétiens et Eglises d'Afrique : penser l'avenir. Le salut en Jésus-Christ et la construction de la nouvelle société africaine*, CLE, Yaoundé, 1999.
- *La nouvelle évangélisation en Afrique*, Karthala-CLE, Paris-Yaoundé, 2000.
- *Le souffle pharaonique de Jésus-Christ. Réinventer le christianisme dans ses sources, sa lumière et ses fondements africains*, Sherpa, Yaoundé, 2001.
- *Pour la nouvelle théologie des femmes africaines (en collaboration avec Hélène Yinda)*, CLE, Yaoundé, 2001.
- *Le message du VIH-SIDA à l'Afrique* (en collaboration avec Marcellin S. Dossou et Jean-Blaise Kenmogne) CIPCRE, Bafoussam, 2002.
- *Théologie du bonheur partagé. Une réponse de l'Eglise africaine au défi de la mondialisation (dir.)*
- *Changer ou périr. Vision et stratégie pour vaincre la VIH-SIDA en Afrique*, (en collaboration avec Marcellin S. Dossou et Jean-Blaise Kenmogne), CLE-CIPCRE, Yaoundé, 2000, Sherpa, Yaoundé, 2004.
- *Guérir l'Afrique du Sida*, Sherpa, Yaoundé, 2004.
- *Religion, culture et VIH-SIDA*, Sherpa, Yaoundé, 2004.
- *Christianismes africains. Construire l'espérance*, Sherpa-Pentecôte d'Afrique, Cotonou-Yaoundé, 2004.
- *Réussir l'Afrique (dir.)*, CIPCRE, Bafoussam, 2004.

- *La Mission de l'Eglise africaine, Pour une nouvelle éthique mondiale et une civilisation de l'espérance, Yaoundé-Bafoussam, CIPCRE, 2005.*
- *A cœur ouvert, confessions d'un croyant africain, Yaoundé, CLE-CIPCRE, 2006.*
- *L'Afrique notre projet, Yaoundé, Editions Terroirs, 2009.*
- *Il y a urgence, Pour la nouvelle indépendance de l'Afrique et de notre pays, Kinshasa, Editions Universitaires Africaine-Pole Institute, 2010.*
- *Changer la République Démocratique du Congo, Bafoussam, CIPCRE, Bafoussam, 2012.*
- *Eduquer l'imaginaire africain, Bandjoun, Presses de l'Université Evangélique du Cameroun, 2012.*
- *L'éducation scolaire en Afrique entre crise et pratiques de réforme, Presses de l'UEC, Bandjoun, 2012.*
- *Réimaginer l'éducation de la jeunesse africaine, Pole Institute, Ais Editions, Goma-Yaoundé, 2013*
- *Pour l'économie du bonheur partagé, Construire une société heureuse (en collaboration avec Tshiunza Mbiye), Kinshasa, Editions du Cerdaf, 2014.*
- *Sur l'éducation politique des jeunes, l'expérience de Pole Institute, Goma, 2014.*
- *(Re)découvrir les mythes, Goma, Pole Institute, 2015.*

- *Pour l'université alternative en République Démocratique du Congo, Goma, Pole Institute, 2015.*
- *Changer les imaginaires, Pour sortir de la guerre à l'est de la République Démocratique du Congo.*

Table des Matières

PREMIERE PARTIE	- 15 -
LE « NOUVEL HOMME CONGOLAIS » ET LA CULTURE DE L'INTELLIGENCE	- 15 -
1	- 17 -
DE LA VISION POUR CONSTRUIRE LA NOUVELLE SOCIETE CONGOLAISE AUJOURD'HUI	- 17 -
1. DANS L'HISTOIRE IMMEDIATE DU PAYS.....	- 18 -
2. L'ESPRIT DU « NOUVEL HOMME CONGOLAIS » : QUATRE ORIENTATIONS DE VIE - 22 -	
3. AVOIR, ETRE ET CREER.....	- 26 -
4. VERS UN AUTRE MONDE POSSIBLE.....	- 29 -
2	- 33 -
DESIMBECILISER LA SOCIETE CONGOLAISE : EXIGENCES FONDAMENTALES	- 33 -
C'EST QUOI UNE SOCIETE IMBECILE ?.....	- 33 -
SUR UNE PENTE D'IMBECILLISATION VISIBLE.....	- 35 -
LIEUX ET DYNAMIQUES D'IMBECILISATION.....	- 36 -
3	- 43 -
LA FAILLE FONDAMENTALE DE LA FOI RELIGIEUSE AU CONGO AUJOURD'HUI	- 43 -
1. UNE QUESTION DE FOND.....	- 43 -
2. QUAND DIEU EST DENUE DE SENS PUBLIC ET D'UNE VRAIE DYNAMIQUE DE TRANSFORMATION SOCIALE.....	- 48 -
SORTIR DE FAUSSES GRANDEURS	- 53 -

5.....- 59 -

DIEU, L'ARGENT ET « LE NOUVEL HOMME CONGOLAIS » - 59 -

1. UN MAL DESSECHANT - 60 -

2. QUAND ON A PERDU SES PROPRES RACINES.....- 63 -

3. QUELQUE CHOSE CLOCHE, GLOBALEMENT PARLANT.....- 65 -

4. RUPTURE ET RENOUVEAU.....- 67 -

**CHANGER DES CHOSES SIMPLES DANS DES REALITES ORDINAIRES :
UN CHEMIN DE REVOLUTION POUR LA RDC - 71 -**

UNE CERTAINE ORIENTATION POLITIQUE INQUIETANTE- 72 -

POUR QUE L'HORIZON S'ECLAIRE.....- 74 -

7.....- 79 -

SOCIETE CIVILE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ...- 79 -

1. L'IDEE DE LA SOCIETE CIVILE AUJOURD'HUI- 79 -

2. SOCIETE CIVILE : STRUCTURES, VALEURS, INTERETS ET SENS- 82 -

3. QUAND L'IDEE DE SOCIETE CIVILE SE BROUILLE ET SE DELITE- 86 -

4. QUAND LES STRUCTURES, LES VALEURS, LES INTERETS ET LE SENS
S'EFFONDRENT- 91 -

5. QUE FAIRE ?- 94 -

8.....- 97 -

**LA REVISION DE LA CONSTITUTION : UNE QUESTION
FONDAMENTALE ?.....- 97 -**

1. UNE POLITIQUE-MIRACLE.....- 98 -

2. UNE CONFIANCE BEATE DANS UNE COMMUNAUTE INTERNATIONALE QUI A
SA PROPRE LOGIQUE- 102 -

3. EMERGER : UNE RESPONSABILITE COMMUNE.....- 106 -

9.....- 107 -

LES PILIERS DE L'ACTION POLITIQUE DES NOUVEAUX CONGOLAIS- 107 -

1.	SPHERES DE RATIONALITES POLITIQUES.....	- 107 -
2.	PRAGMATISME IMPLACABLE ET REALISME LUCIDE	- 111 -
3.	L'HORIZON ETHIQUE, SCIENTIFIQUE ET SPIRITUEL DE L'ORDRE POLITIQUE. - 113 -	
4.	POLITIQUE POUR LES NOUVEAUX CONGOLAIS	- 116 -
5.	L'HEURE DU GRAND CHOIX	- 120 -
10	.....	- 121 -
	CLICHES, STEREOTYPES ET PREJUGES NEGATIFS SUR L'HOMME CONGOLAIS.....	- 121 -
1.	CLICHES, PREJUGES ET STEREOTYPES RECURRENTS.....	- 121 -
2.	MAUVAISES REPNSES CONGOLAISE AUX CLICHES, PREJUGES ET STEREOTYPES.....	- 125 -
3.	LES STEREOTYPES DONNENT A PENSER.....	- 128 -
4.	CHANGER EN PROFONDEUR.....	- 131 -
	DEUXIEME PARTIE.....	- 135 -
	PENSER L'ECONOMIE CONGOLAISE	- 135 -
11	.....	- 137 -
	LE « NOUVEL HOMME CONGOLAIS » ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	- 137 -
1.	LA CORRUPTION DE L'ETRE ET LA BANALITE DES COMPORTEMENTS CORROMPUS	- 138 -
2.	RUPTURE ET INVENTION.....	- 146 -
12	.....	- 149 -
	SORTIR DE « L'ESPRIT DE MORT » ET PROMOUVOIR « L'ESPRIT DE VIE ».....	- 149 -
1.	UN LANGAGE QUI DONNE A REFLECHIR	- 149 -
2.	UNE ANTHROPOLOGIE DE LA MORT DANS UN CONTEXTE DE MISERE ET DE SOUFFRANCE	- 150 -

3.	LE GRAND IMPERATIF : LE DEVELOPPEMENT	- 153 -
4.	LIBERER LES CAPACITES.....	- 157 -
13	.....	- 161 -
L'AVENIR MONETAIRE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO		
- 161 -		
1.	QU'EN EST-IL DE L'AFRIQUE ?.....	- 162 -
2.	MONNAIE ET INTEGRATION.....	- 164 -
3.	MIMETISME ET ECHEC ACTUEL DES PROJETS D'INTEGRATION.....	- 166 -
4.	POURQUOI L'EMIETTEMENT ?.....	- 167 -
5.	L'INTEGRATION MONETAIRE AFRICAINE : QUELS ENJEUX ?	- 169 -
14	.....	- 171 -
PENSER L'ECONOMIE AUTREMENT EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.....		
- 171 -		
1.	LE CONGO COMME SYSTEME.....	- 174 -
2.	MAIS QUE SE PASSE-T-IL DANS LE MONDE ?.....	- 177 -
3.	DEVELOPPER L'ESPRIT DE L'AIGLE.....	- 178 -
4.	VERS LA CONSTRUCTION D'UNE ECONOMIE COMMUNAUTAIRE	- 181 -
5.	PENSER ET VIVRE AUTREMENT L'ECONOMIE AU CONGO	- 184 -
15	.....	- 187 -
TROISIEME PARTIE.....		
- 205 -		
POUR UNE NOUVELLE UNIVERSITE CONGOLAISE		
- 205 -		
16	.....	- 207 -
SAUVER L'UNIVERSITE CONGOLAISE COMME LIEU DE L'INTELLIGENCE.....		
- 207 -		
1.	QUE SE PASSE-T-IL ?.....	- 207 -
2.	CHEMINEMENT DESASTREUX.....	- 209 -
3.	UN ENSEIGNEMENT EN PLENITUDE, UNE UNIVERSITE DE COMBAT.....	- 219 -

17 - 223 -

REFONDER L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR A PARTIR DE LA BASE- 223 -

1. POURQUOI LA VOIE D'EN HAUT NE DONNE RIEN ? - 224 -

2. REORIENTER L'IMAGINAIRE UNIVERSITAIRE A PARTIR DE LA BASE.... - 226 -

18 - 229 -

MOBILISER LES PARENTS POUR LE REDRESSEMENT DE L'UNIVERSITE CONGOLAISE - 229 -

1. LA DEMISSION DES PARENTS : UNE PLAIE OUVERTE..... - 230 -

2.- CHANGER LE SENS DES CHOSES - 233 -

UNE URGENCE : L'ACADEMIE NATIONALE DES SCIENCES DE LA RD CONGO - 247 -

QUATRIEME PARTIE..... - 257 -

DU PASSE VERS L'AVENIR CONGOLAIS - 257 -

21 - 259 -

LA COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT DONNE A REFLECHIR..... - 259 -

1. RATAGE D'ENJEUX..... - 260 -

2. POUR UNE POLITIQUE DE LA RESPONSABILITE DU PEUPLE - 264 -

22 - 269 -

GERER L'ECONOMIE ET LA POLITIQUE DU CONGO EN PENSANT L'HISTOIRE NATIONALE - 269 -

1. CE QU'IL FAUT SAVOIR DU PASSE - 270 -

2. S'ENGAGER DANS LA DYNAMIQUE DU FAIRE - 274 -

3. LE REVE DE LA BONNE GOUVERNANCE - 279 -

23 - 283 -

CREER UNE SOCIETE INTELLIGENTE..... - 283 -

1. DE L'INTELLIGENCE SOCIALE.....	- 283 -
2. SUR L'INTELLIGENCE SOCIALE CONGOLAISE	- 284 -
3. CREER, PROMOUVOIR ET MOBILISER L'INTELLIGENCE SOCIALE	- 288 -
ABREVIATIONS.....	- 337 -
TABLE DES MATIERES	- 342 -

Comment faire de la République Démocratique du Congo une terre du savoir, du savoir-faire, du savoir-vivre ensemble, du développement de la recherche et du pouvoir de nous faire rêver, nous Congolaises et Congolais, dans toutes les ardeurs de nos espérances et toutes les vibrations de nos attentes ? C'est à cette question que répondent les réflexions rassemblées dans ce précieux nouveau livre du professeur Kă Mana. Dans une vision critique mais positive et constructive des problèmes essentiels de notre pays, le philosophe propose la voie d'une culture de l'intelligence pour construire une nouvelle société congolaise avec un nouvel homme Congolais.

Kă Mana est directeur de recherche à Pole Institute, Institut interculturel dans la région des Grands Lacs, où il dirige et anime le programme de l'Université alternative pour l'éducation des jeunes à la transformation sociale.

